

Schlumberger

Rapport annuel 2002



Couverture

Assurer des services sur le site de forage, mettre en œuvre et intégrer des systèmes et des services d'information en temps réel, ou fournir des solutions de connectivité et des services informatiques à l'échelle mondiale : les collaborateurs de Schlumberger visent l'excellence de façon à offrir à leurs clients les meilleurs résultats possibles dans le respect de la sécurité et de l'environnement.

Lettre du Président

Les incertitudes politiques et économiques propres à l'année 2002 ont créé une conjoncture difficile pour Schlumberger, confronté à l'absence de tendance claire de la demande pétrolière et gazière et à la faiblesse persistante des dépenses dans le secteur de l'informatique. Aussi, les clients des Services pétroliers ont-ils hésité à développer leurs programmes d'exploration-production. Dans ce contexte peu favorable, Schlumberger a montré une résistance relativement satisfaisante puisque son chiffre d'affaires total n'a baissé que de 4,2 % pour s'établir à 13,5 milliards de dollars.

Plusieurs facteurs ont concouru à cette bonne résistance. Le recul marqué des services pétroliers en Amérique du Nord a été en partie compensé en milieu d'année par la progression en Europe, dans la CEI et en Afrique. Les GeoMarkets Caspienne et Russie en particulier ont enregistré une croissance notable de leur chiffre d'affaires, ce qui témoigne du rôle croissant du développement des hydrocarbures dans ces régions. En mer du Nord, les opérations ont connu un ralentissement dû à une réorientation des investissements du secteur et, au Nigeria, l'activité a été affectée par le report de plans de développement intervenu vers la fin de l'année. La remarquable solidité de l'activité au Mexique n'a cependant pas suffi à compenser les effets de la crise qui a secoué le Venezuela en fin d'année. Si nos résultats sont globalement positifs, cela tient en partie à la priorité accordée par nos clients aux projets d'optimisation de la production, de développement de gisements, et de remédiation, qui ont contribué à la croissance du chiffre d'affaires malgré la morosité de l'ensemble du marché.

SchlumbergerSema a également fait preuve d'une bonne résistance qui résulte, pour l'essentiel, de notre recentrage géographique sur des segments de marché spécifiques, et de nos efforts de réduction des coûts. Au cours de l'année, nous avons créé la division Solutions réseaux et infrastructures Schlumberger en intégrant les services globaux d'infrastructures de Sema aux solutions réseaux des Services pétroliers. Dans la stratégie de Schlumberger visant à offrir des solutions en temps réel au secteur du pétrole et du gaz, cette nouvelle pièce maîtresse nous permet d'assurer, de manière globale, la connectivité et la sécurité de l'information, indispensables pour proposer des solutions à l'intersection des systèmes techniques et opérationnels.

En décembre, nous avons annoncé que SchlumbergerSema se recentrait sur les services informatiques en conseil, intégration de systèmes, solutions réseaux et infrastructures, destinés en priorité aux marchés mondiaux du pétrole, du gaz et de l'énergie ; ces marchés forment le cœur des activités de Schlumberger et sont ceux où le savoir-faire de la Société, sa présence mondiale et ses technologies sont les plus développés. Toutefois, je tiens à souligner que ce recentrage n'atténue en rien l'importance de nos clients du secteur public, des télécommunications et de la finance. Dans le cadre de ce plan, nous avons aussi annoncé que l'activité Produits de SchlumbergerSema, qui comprend les cartes à puce, les terminaux de point de vente, les publiphones, les terminaux de stationnement et de transport, les compteurs d'électricité et les systèmes de paiement, fait désormais l'objet d'une gestion séparée.

Ces changements sont fondés sur notre conviction que les capacités informatiques et la connaissance du secteur de l'énergie de SchlumbergerSema, ajoutées à la puissance des Solutions Schlumberger dans la gestion des données et de l'information, et aux relations que Schlumberger entretient de longue date avec ses clients pétroliers et gaziers, nous assurent une connaissance d'une ampleur, d'une échelle et d'une diversité inégalables pour fournir des solutions informatiques intégrées en temps réel, de bout en bout, au sein des entreprises. L'année 2002 a été marquée par l'instauration de synergies fortes puisque nous comptons désormais Atwood Oceanics, ConocoPhillips, Petrobras, Petronas, Shell, TotalFinaElf, Unocal et Yukos parmi nos clients du secteur pétrolier pour des contrats de services informatiques.

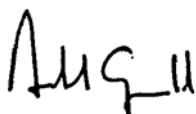
Durant l'année, les technologies de base des Services pétroliers ont enregistré une progression très sensible, accompagnée d'une demande croissante de services qui réduisent les risques, tel le système rotatif orientable PowerDrive* 475, et de services qui améliorent la production, comme les solutions d'optimisation de la production PowerSTIM*. Pour élargir notre offre de services de complétion et productivité des puits, nous avons fait l'acquisition de A. Comeau & Associates Limited, ce qui renforce nos capacités d'ingénierie en matière de production assistée des puits, services particulièrement utiles pour les gisements pétroliers vieillissants qui assurent une part importante de la production mondiale. Dans le domaine du traitement des données et de la gestion de l'information, nous avons acheté à Norsk Hydro, "Inside Reality", nouveau système de réalité virtuelle 3D qui crée un environnement puissant, unique en son genre, au service de la planification interactive des puits, du pilotage géologique en temps réel, et de l'analyse géophysique. Le développement continu de ce système ne manquera pas de transformer les procédures de travail en équipe avec nos clients au sein du secteur de l'exploration-production.

Nous avons poursuivi nos efforts de réduction de l'endettement net de la Société. Les investissements ont été réduits et certains actifs annexes ont été cédés, dont l'activité trépan de forage, ainsi que deux plates-formes auto-élévatrices. Malheureusement, l'évolution défavorable des taux de change a augmenté la valeur de la dette de 507 millions de dollars, ce qui a largement neutralisé ces efforts qui n'ont abouti qu'à une réduction de l'endettement net de 16 millions de dollars. Par ailleurs, parmi les cessions prévues figure l'activité de test automatique des semi-conducteurs, qui est désormais gérée indépendamment sous le nom de NPTest et qui est en bonne position pour être cédée dès que les conditions du marché le permettront.

Pour l'avenir, la baisse rapide des stocks de gaz cet hiver laisse espérer une reprise de l'activité de forage gazier en Amérique du Nord. Toutefois, à court terme, les perspectives pétrolières, malgré le bas niveau actuel des stocks, restent hypothéquées par l'incertitude qui pèse sur l'évolution de l'économie mondiale. À plus long terme, les bases de l'industrie pétrolière et gazière sont plus solides qu'elles ne l'ont été depuis longtemps : l'Agence internationale de l'énergie prévoit que la production pétrolière devra passer de 77 millions de barils par jour en 2002 à 88 millions de barils en 2010. Une telle augmentation exigera d'énormes dépenses d'investissement, non seulement pour créer de nouvelles capacités de production, mais aussi, dans le même temps, pour lutter contre les effets du déclin naturel de la production.

Face à l'inquiétude suscitée par le rôle des combustibles fossiles dans l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre, Schlumberger a annoncé le parrainage conjoint, aux côtés d'ExxonMobil et de General Electric, du Projet mondial Climat et Énergie (G-CEP) de l'Université de Stanford. Ce projet, qui constitue un engagement sur dix ans pour faire face aux préoccupations mondiales en matière d'énergie et d'environnement, a pour objectif de mettre au point un portefeuille de technologies destinées à lutter contre les risques potentiels à long terme du changement climatique. Son lancement marque l'aboutissement d'une idée qui a vu le jour lors du colloque organisé en 1998 pour célébrer le cinquantième anniversaire du centre de recherche Schlumberger-Doll.

L'avenir à long terme de Schlumberger est extrêmement prometteur. Nous sommes le numéro un des technologies du secteur amont de l'industrie pétrolière et gazière et nous sommes désormais bien placés pour conduire la révolution informatique au sein de notre industrie. Je ne voudrais pas terminer sans adresser mes remerciements à nos clients et à nos collaborateurs pour leur confiance et leur soutien constant.



Andrew Gould
Président-directeur général

Résultats financiers

Commentaires et analyse des résultats financiers par la Direction

Schlumberger se compose de trois pôles : Services pétroliers, SchlumbergerSema et Autres activités. Les commentaires et l'analyse des résultats financiers sont à rapprocher des états financiers consolidés.

		<i>(en millions)</i>	
	<u>2002</u>	<u>2001</u> ¹	<u>Variation</u>
SERVICES PÉTROLIERS			
Chiffre d'affaires d'exploitation ²	\$ 9 347	\$ 9 867	(5) %
Bénéfice d'exploitation avant impôts	\$ 1 328	\$ 1 803	(26) %
SCHLUMBERGERSEMA ³			
Chiffre d'affaires d'exploitation ²	\$ 2 991	\$ 2 258	32 %
Bénéfice d'exploitation avant impôts	\$ 34	\$ (33)	-
AUTRES ACTIVITÉS ⁴			
Chiffre d'affaires d'exploitation ²	\$ 1 442	\$ 2 136	(33) %
Bénéfice d'exploitation avant impôts	\$ 20	\$ 93	(78) %

¹ Partiellement retraités pour tenir compte des changements organisationnels et des activités interrompues.

² Représente le bénéfice avant impôts et intérêts minoritaires, mais exclut les produits et les frais financiers, les plus-values de cession de titres, et l'amortissement d'actifs incorporels et de charges, et figure en net (voir pages 15 et 16).

³ L'acquisition de Sema plc a été réalisée le 1^{er} avril 2001. Comparé à 2001 et sur une base pro forma (en supposant que l'acquisition a été réalisée au 1^{er} janvier 2001), le chiffre d'affaires de SchlumbergerSema a augmenté de 7 %.

⁴ Comprend principalement les activités Cartes, Terminaux, Compteurs Amérique du Nord et NPTest et, en 2001, les activités cédées de Resource Management Services.

Services pétroliers

Résultats 2002

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2002 s'est établi à 9,3 milliards de dollars, contre 9,9 milliards de dollars en 2001, en baisse de 5 % du fait d'une réduction de l'activité en Amérique du Nord et en Amérique latine qui reculent respectivement de 24 % et de 7 %. Cette baisse a été en partie compensée par un accroissement de 14 % de l'activité en Europe/CEI/Afrique de l'Ouest et par une progression de 10 % du chiffre d'affaires dans la zone Moyen-Orient et Asie. Le nombre d'appareils de forage en activité, répertorié par M-I, a chuté de 17 %. Le bénéfice d'exploitation avant impôts a diminué de 26 % en raison surtout d'une réduction des marges sur le logging, les services pour les puits et les technologies sismiques, provoquée par la baisse d'activité en Amérique du Nord.

Le recul marqué du chiffre d'affaires en début d'année s'explique par le fléchissement de l'activité en Amérique du Nord, qui est restée faible durant le reste de l'année, ainsi que par les incertitudes politiques et économiques en Amérique latine. Aux deuxième et troisième trimestres, la vigueur de l'activité en Europe/CEI/Afrique de l'Ouest, et des signes d'une possible reprise en Asie ont atténué les effets du faible niveau de l'activité de forage en Amérique du Nord et se sont traduits par une progression du chiffre d'affaires. Toutefois, cette tendance n'a été que de courte durée car le ralentissement de l'activité en dehors de l'Amérique du Nord, dû essentiellement à des influences saisonnières associées à des réductions budgétaires, s'est soldé par une baisse du chiffre d'affaires au quatrième trimestre. En 2002, les GeoMarkets Caspienne, Russie et Mexique ont enregistré la plus forte croissance à deux chiffres du chiffre d'affaires, progressant respectivement de 89 %, de 62 % et de 48 % par rapport à 2001.

Pour ce qui est des technologies, les meilleures performances ont été enregistrées par Complétion et productivité des puits dont le chiffre d'affaires a progressé de 8 % grâce à des acquisitions et à des gains de parts de marché pour les technologies d'essais, les systèmes avancés de complétion, et les technologies d'activation des puits. En cours d'année, Schlumberger a fait l'acquisition de A. Comeau &

Associates Limited, un des leaders de la fourniture de produits et services d'ingénierie électrique pour les puits activés. Cette acquisition, associée à l'intégration réussie des technologies Sensa et Phoenix dans le portefeuille de services d'activation des puits de Schlumberger, a contribué à un accroissement des ventes en 2002, en particulier dans l'hémisphère oriental. Le segment technologique Forage et mesures a aussi enregistré une solide croissance de 7 % de son chiffre d'affaires, essentiellement grâce à la pénétration soutenue du système rotatif orientable PowerDrive 475* sur de nouveaux GeoMarkets.

En plus de A. Comeau & Associates Limited, Schlumberger a fait deux autres acquisitions au cours de l'année pour étoffer sa suite de services de gestion du réservoir en temps réel. En janvier, la Société a acquis Inside Reality AS, fournisseur norvégien de systèmes de réalité virtuelle 3D qui créent un environnement puissant, unique en son genre, au service de la planification interactive des puits, du pilotage géologique et de l'analyse géophysique en temps réel. Schlumberger a également acquis l'activité logiciels et services de Technoguide AS, un des leaders de la modélisation des réservoirs.

Le fléchissement du secteur de la sismique s'est poursuivi tout au long de l'année 2002, provoquant une baisse significative du niveau d'activité, une réduction des ventes de licences multiclents, et de très fortes pressions sur les tarifs pour WesternGeco. En conséquence, Schlumberger a annoncé au troisième trimestre une perte d'exploitation liée aux contrats en Inde et au Mexique, et au quatrième trimestre une réduction d'effectifs de 1 700 personnes, ainsi que l'arrêt de ses opérations de sismique à terre dans les 48 États du continent américain et au Canada. Le chiffre d'affaires de WesternGeco de 1,5 milliard de dollars, a diminué de 13 %, et son bénéfice d'exploitation, de 71 millions de dollars, a chuté de 68 %.

Amérique du Nord

Le chiffre d'affaires de 2,8 milliards de dollars a reculé de 24 % par rapport à 2001, alors que le nombre d'appareils de forage en activité répertorié par M-I a diminué de 27 %.

En début d'année, la morosité persistante du secteur du forage et des conditions météorologiques anormalement douces pour la saison ont provoqué une forte baisse du chiffre d'affaires. Les niveaux d'activité étant restés déprimés durant tout le reste de l'année, le chiffre d'affaires a globalement stagné en 2002. Parmi les autres facteurs ayant concouru à son recul figurent la baisse d'activité des services non liés aux appareils de forage, qui a eu pour effet une réduction du chiffre d'affaires des services de logging, des services pour les puits et des services de complétion et productivité des puits ; les effets de tempêtes tropicales au troisième trimestre ; la lenteur de la reprise de l'activité au Canada après la fonte des neiges du printemps, et l'arrêt des opérations de sismique à terre dans les 48 États du continent américain et au Canada, évoqué précédemment.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 409 millions de dollars a diminué de 52 % en raison de pressions sur les tarifs de l'ensemble des services, en particulier les services pour les puits, les services de complétion et productivité des puits, et la sismique.

Le chiffre d'affaires de WesternGeco de 548 millions de dollars et son bénéfice d'exploitation avant impôts de 131 millions de dollars ont baissé respectivement de 36 % et de 40 %.

Amérique latine

Le chiffre d'affaires de 1,5 milliard de dollars a diminué de 7 % par rapport à 2001, alors que le nombre d'appareils de forage en activité, répertorié par M-I, a reculé de 20 %.

Les incertitudes politiques et économiques qui pèsent sur la région ont continué d'affecter les conditions d'activité, en particulier au Venezuela et en Argentine. Cette situation a retenti tout particulièrement sur les résultats du premier semestre. En revanche, le second semestre a connu une solide croissance en partie du fait d'un accroissement de la demande de technologies de forage et mesures, et de complétion des puits, lié à des contrats sur le bassin de Burgos. En outre, au quatrième trimestre, l'achèvement d'un projet de gestion intégrée de projets (IPM) comportant la vente d'installations de production en Équateur pour 26,5 millions de dollars a contribué à la hausse du chiffre d'affaires en fin d'année.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 175 millions de dollars a baissé de 13 % par suite du recul de l'activité au Venezuela et en Argentine.

Le chiffre d'affaires de WesternGeco de 169 millions de dollars a progressé de 25 % ; toutefois, le bénéfice d'exploitation de 4,9 millions de dollars avant impôts a chuté de 71 % en raison de la comptabilisation de pertes sur des contrats de sismique à terre au Mexique au troisième trimestre.

Europe/CEI/Afrique de l'Ouest

Le chiffre d'affaires de 2,7 milliards de dollars a progressé de 14 % par rapport à 2001, alors que le nombre d'appareils de forage en activité, répertorié par M-I, diminuait de 5 %.

Le chiffre d'affaires a fortement progressé durant les trois premiers trimestres du fait d'un surcroît d'activité et de gains de parts de marché, notamment sur les GeoMarkets Caspienne et Russie pour les technologies d'activation des puits et de forage. Le segment technologique Complétion et productivité des puits, en hausse de 27 %, a enregistré la plus forte croissance, suivi de Forage et mesures, en augmentation de 24 %.

Cette progression a été en partie atténuée par une forte baisse du chiffre d'affaires au quatrième trimestre, due à des conditions météorologiques hivernales exceptionnellement sévères en mer du Nord et en Russie, qui ont affecté tous les services, en particulier la sismique et les services de fracturation. Ce recul est également imputable à des réductions budgétaires des opérateurs sur le GeoMarket Nigeria et à la réorientation de décisions d'investissement au Royaume-Uni.

Le bénéfice d'exploitation de 322 millions de dollars avant impôts a reculé de 6 % en raison d'un fléchissement des tarifs vers la fin de l'année et d'une restructuration opérée dans la région pour réduire les infrastructures logistiques afin de les ajuster au ralentissement de l'activité.

Le chiffre d'affaires de WesternGeco, à 267 millions de dollars, a diminué de 5 % et la perte d'exploitation avant impôts, de 52 millions de dollars, a augmenté de 67 % par rapport à 2001.

Moyen-Orient et Asie

Le chiffre d'affaires de 2,4 milliards de dollars a augmenté de 10 %, progressant plus rapidement que le nombre d'appareils de forage en activité, répertorié par M-I, qui ne s'est accru que de 6 %.

Après un recul en début d'année, qui s'explique par les ventes exceptionnelles de services d'activation des puits vers la fin de 2001, le marché asiatique a montré des signes de reprise dont témoigne la forte croissance du chiffre d'affaires affichée au deuxième trimestre. Sur l'année, les GeoMarkets Inde et Malaisie/Brunei/Philippines ont enregistré la plus forte progression grâce à un accroissement de l'activité dans ces pays. En outre, les segments technologiques Logging et Services pour les puits ont connu la plus forte croissance, en hausse respectivement de 14 % et de 10 %.

Toutefois, ces résultats ont été en partie neutralisés au second semestre de 2002 par un ralentissement de l'activité, imputable à l'achèvement imminent de plusieurs grands projets, à une baisse des ventes d'équipements, et à une réduction importante de l'activité de la sismique dans toute cette zone géographique.

Malgré l'augmentation du chiffre d'affaires, le bénéfice d'exploitation de 457 millions de dollars avant impôts est resté inchangé en raison de pertes liées à des contrats de sismique marine en Inde au troisième trimestre, ainsi que d'une baisse des tarifs des services de complétion et productivité des puits.

Le chiffre d'affaires de WesternGeco de 490 millions de dollars a progressé de 15 % ; toutefois, le bénéfice d'exploitation avant impôts, à 3,2 millions de dollars, a chuté de 93 % en raison de la comptabilisation des pertes sur des contrats de sismique marine en Inde.

Résultats 2001

Le chiffre d'affaires de Services pétroliers, qui a atteint le niveau record de 9,9 milliards de dollars, a progressé de 36 % par rapport à 2000, alors que le nombre d'appareils de forage en activité dans le monde, répertorié par M-I, n'a augmenté que de 15 %. L'accroissement de l'activité non liée aux appareils de forage, attribuable en partie à la joint venture WesternGeco, et la hausse des tarifs ont contribué à cette croissance.

Le chiffre d'affaires a progressé dès le premier trimestre, grâce au maintien d'une forte activité en Amérique du Nord et à un accroissement de la demande mondiale, qui s'est poursuivi tout au long de 2001, comme en témoignent les résultats des zones Europe/CEI/Afrique de l'Ouest, et Moyen Orient et Asie. Toutefois, la croissance mondiale a été neutralisée par le fléchissement de l'activité de forage en Amérique du Nord au troisième trimestre, sous l'effet du ralentissement économique et du recul du forage gazier.

La joint venture WesternGeco, dont les résultats financiers portaient pour la première fois sur l'exercice complet, a été le principal moteur de la croissance à deux chiffres dans toutes les zones géographiques, les meilleurs résultats par rapport à 2000 étant enregistrés par les GeoMarkets Malaisie/Brunei/Philippines, Alaska, Golfe du Mexique, et Afrique de l'Ouest et du Sud. Les gains de parts de marché, la hausse des tarifs, et l'introduction de nouvelles technologies ont contribué à la forte progression du segment technologique Forage et mesures. En outre, l'augmentation des ventes de pompes électriques submersibles de Reda et l'expansion continue de PowerSTIM*, solution d'optimisation de la production des puits, ont alimenté la croissance importante du segment technologique Complétion et productivité des puits.

2001 a été une année importante pour le pôle Services pétroliers qui a fait l'acquisition de plusieurs technologies clés pour constituer une série complète de services d'optimisation des réservoirs en temps réel. C'est ainsi qu'en avril 2001, Schlumberger a acquis Baker Jardine, un des principaux fournisseurs d'outils logiciels, de conseil en technologies de l'information et de solutions intégrées qui aident les opérateurs à accroître la production de pétrole et de gaz. La Société a ensuite fait l'acquisition de Sensa, ce qui lui a permis d'ajouter à son offre de technologies en temps réel un système unique de capteur distribué de température. Leader reconnu des technologies de mesure à fibre optique, Sensa fournit aux opérateurs des mesures en continu pour surveiller les puits en production. Enfin, en octobre 2001, Schlumberger a acquis Phoenix, l'un des leaders de la fourniture de technologies et techniques d'optimisation de la production des puits activés.

Amérique du Nord

Le chiffre d'affaires a augmenté de 49 %, progressant plus rapidement que le nombre d'appareils de forage en activité, répertorié par M-I, qui s'est accru de 17 %. La forte progression du chiffre d'affaires, qui s'est poursuivie au premier trimestre de 2001, a marqué un palier en milieu d'année, en raison du ralentissement économique et de la baisse des prix du gaz naturel, qui se sont traduits par une réduction d'activité vers la fin de l'année. Les GeoMarkets Alaska et Golfe du Mexique ont enregistré la plus forte croissance du chiffre d'affaires grâce à l'augmentation de la demande de services de forage et mesures, de services pour les puits, et de technologies de logging, ainsi qu'à un accroissement du niveau d'activité de la sismique.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts a augmenté de 124 % en particulier grâce à la forte demande de technologies des services pour les puits et à l'impact significatif de la joint venture WesternGeco.

Amérique latine

Le chiffre d'affaires a augmenté de 32 %, progressant plus rapidement que le nombre d'appareils de forage en activité, répertorié par M-I, qui s'est accru de 13 %. Le surcroît d'activité pour tous les services a contribué à une croissance à deux chiffres sur les GeoMarkets de la région. Cette croissance a été tirée par les GeoMarkets Pérou/Colombie/Équateur et Amérique latine Sud, en raison de la demande accrue de services de forage et mesures, et de services pour les puits. Ont également concouru à la croissance sur ces GeoMarkets la progression des services de complétion des puits tout au long de l'année, et une augmentation de l'activité de la sismique à terre en Bolivie au quatrième trimestre.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts a augmenté de 133 %, en raison surtout de la progression des services IPM et Logging, ainsi que de l'impact de la joint venture WesternGeco.

Europe/CEI/Afrique de l'Ouest

Le chiffre d'affaires a augmenté de 41 %, soit une progression plus de deux fois supérieure à celle du nombre d'appareils de forage en activité, répertorié par M-I, qui s'est accru de 15 %. Tout au long de l'année, l'ensemble de la zone a enregistré une croissance modérée, stimulée par une forte demande de services de complétion des puits au Nigeria, ainsi que de services de forage et mesures et de services de logging sur le GeoMarket Russie. Le GeoMarket Afrique de l'Ouest et du Sud a connu une croissance marquée, notamment grâce à un projet d'installations de production anticipée, mené par Gestion intégrée de projets (IPM).

Le bénéfice d'exploitation avant impôts a augmenté de 59 % en raison surtout du segment Complétion et productivité des puits, qui a enregistré une forte croissance sur la plupart des GeoMarkets.

Moyen-Orient et Asie

Le chiffre d'affaires a augmenté de 26 %, soit un accroissement quatre fois supérieur à celui du nombre d'appareils de forage en activité, répertorié par M-I. La quasi-totalité des GeoMarkets de la région affichent une forte croissance à deux chiffres, tirée par la sismique, les services de forage et mesures, et les services pour les puits sur le GeoMarket Malaisie/Brunei/Philippines, et alimentée par les nouveaux contrats remportés sur le GeoMarket Golfe. Tout au long de l'année, chaque trimestre a enregistré une croissance modérée sous l'effet de la reprise de l'activité internationale.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts a augmenté de 50 % sous l'effet essentiellement d'une progression des segments technologiques Forage et mesures, et Complétion et productivité des puits.

Résultats 2000

La croissance modérée enregistrée au cours du premier semestre a été suivie au second semestre d'une forte progression tirée par un accroissement de l'activité en Amérique du Nord et par une augmentation de la demande de technologies de forage et mesures, en hausse de 29 %, et de services pour les puits, en progression de 25 %. Amorcée au début de 1999, la récession de la sismique a persisté tout au long du premier semestre de 2000. Le second semestre a connu une reprise sensible, source d'un surcroît d'activité pour Schlumberger grâce à l'introduction de la nouvelle génération de technologies de sismique marine Q* Marine, et à l'augmentation des ventes de données multiclients.

Le chiffre d'affaires de Services pétroliers a progressé de 20 %, alors que le nombre d'appareils de forage en activité dans le monde, répertorié par M-I, augmentait de 30 %.

Amérique du Nord

Le chiffre d'affaires a connu une hausse de 46 % et le nombre d'appareils de forage en activité de 47 %. L'accroissement d'activité, enclenché au troisième trimestre de 1999, s'est poursuivi après le début de 2000, le forage enregistrant une reprise notable grâce à la réorientation continue de l'activité vers l'exploration et le développement dans le secteur gazier. Services pour les puits, en progression de 56 %, affiche la plus forte croissance de l'année, suivi de Forage et mesures, en hausse de 46 %, et de Logging, en augmentation de 40 %. Le bénéfice d'exploitation avant impôts a progressé de 233 %.

Amérique latine

Le chiffre d'affaires a augmenté de 23 %, comme le nombre d'appareils de forage en activité. Au second semestre de 2000, l'activité a enregistré une forte croissance sur la plupart des segments technologiques. Le bénéfice d'exploitation avant impôts a progressé de 390 % grâce à l'amélioration de la rentabilité, tirée par Forage et mesures et Services pour les puits.

Europe/CEI/Afrique de l'Ouest

Le chiffre d'affaires a augmenté de 7 % et le nombre d'appareils de forage en activité de 10 %. Les résultats du premier trimestre ont été inférieurs à ceux du trimestre correspondant de 1999, en raison d'une stagnation persistante de l'activité et d'un recul marqué de la sismique dans cette région. L'accroissement de l'activité au second semestre a été modéré, comparé à celui des autres zones géographiques. Le bénéfice d'exploitation avant impôts a progressé de 86 % grâce à l'augmentation des tarifs des technologies de logging, et de forage et mesures.

Moyen-Orient et Asie

Le chiffre d'affaires a progressé de 5 %, comme le nombre d'appareils de forage en activité. La baisse des résultats au premier trimestre est imputable à la persistance de la récession dans le secteur ; sur le reste de l'année, la faible reprise de l'activité n'a permis qu'une progression modérée. La hausse plus forte enregistrée au second semestre est liée à l'accroissement de l'activité au Moyen-Orient et à l'amélioration de la demande, notamment des technologies de forage et mesures, et d'essais. Le bénéfice d'exploitation avant impôts a augmenté de 3 %.

SchlumbergerSema

Résultats 2002

Le chiffre d'affaires a augmenté de 32 % par rapport à 2001, en raison surtout de l'acquisition de Sema plc dont les résultats ont été consolidés à compter du 1^{er} avril 2001. Sur une base pro forma, en supposant que l'acquisition ait été réalisée au 1^{er} janvier 2001, l'augmentation du chiffre d'affaires est de 7 %. Après une perte d'exploitation de 33 millions de dollars en 2001, SchlumbergerSema a enregistré un bénéfice d'exploitation avant impôts de 34 millions de dollars, grâce aux efforts de réduction des coûts déployés depuis l'intégration de Sema plc à Schlumberger. Le bénéfice d'exploitation avant impôts exclut les charges analysées aux pages 15 et 16 de ce rapport.

En décembre, une nouvelle stratégie a été définie pour SchlumbergerSema. Ce pôle se concentre désormais sur les services informatiques en conseil, intégration de systèmes, et solutions réseaux et infrastructures, destinés en priorité aux clients du secteur mondial de l'énergie. Cependant, SchlumbergerSema continue à développer en parallèle des secteurs spécifiques de marchés régionaux où il dispose d'une position concurrentielle favorable de par sa taille et son expertise spécialisée. Cette stratégie vise à accéder au premier rang du marché de l'énergie, en associant au savoir-faire de Sema en matière d'intégration de systèmes, la présence mondiale de Schlumberger et sa connaissance du secteur de l'énergie.

La palme d'or des prestigieux Best Management Practice Awards, décernés à Londres par la Management Consultancies Association (MCA) pour récompenser les meilleures pratiques de gestion, a été attribuée à SchlumbergerSema pour sa collaboration aux Jeux Olympiques (JO) d'hiver 2002 de Salt Lake City. À l'occasion de ces JO, SchlumbergerSema a dirigé un consortium de 15 partenaires technologiques et ce, dans le cadre d'un projet de trois ans visant à fournir l'infrastructure informatique nécessaire à la gestion de l'événement. "Les technologies de l'information sont essentielles à la réussite des Jeux Olympiques", a souligné Jacques Rogge, président du Comité international olympique. SchlumbergerSema est également partenaire officiel pour les technologies de l'information des JO de 2004, 2006 et 2008.

Amérique du Nord et du Sud

Le chiffre d'affaires a augmenté de 4 % par rapport à 2001, en raison surtout du surcroît d'activité de Solutions réseaux et infrastructures (NIS), lié à plusieurs importants projets d'externalisation. Parmi ces projets figurent les contrats d'infogérance conclus avec Conoco et avec le comté de Dallas, ainsi que la solution globale de connectivité DeXa.Net destinée à assurer la communication entre les installations en mer et à terre, réparties dans le monde, de l'entreprise Atwood Oceanics, basée à Houston. Cet accroissement d'activité de NIS a été en partie neutralisé par le repli du chiffre d'affaires dans les secteurs des

télécommunications et des services de distribution d'énergie et d'eau. Ce repli s'explique surtout par le bas niveau des dépenses des clients en matière d'investissement en services informatiques : face aux problèmes économiques, ils ont continué de réviser leurs budgets à la baisse et différé leurs décisions d'attribution des contrats. Néanmoins, d'importants contrats ont été remportés dans le secteur de l'énergie, comme celui qui porte sur le système en ligne de gestion de l'énergie, signé avec AES Infoenergy au Brésil, et le contrat pour des services d'intégration de systèmes et de gestion des données, conclu avec le Nebraska Public Power District (NPPD) de Columbus (Nebraska).

Malgré la progression marginale du chiffre d'affaires, la perte d'exploitation avant impôts, de 43 millions de dollars, représente une amélioration de 18 % par rapport à 2001, attribuable pour l'essentiel aux programmes de réduction des coûts mis en œuvre dans toute la zone.

Europe/Moyen-Orient/Afrique

Le chiffre d'affaires a progressé de 35 %, ce qui s'explique principalement par l'intégration de Sema plc sur les douze mois de l'exercice, contre neuf mois en 2001. À périmètre constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 4 %, malgré un fléchissement du marché des services informatiques en Europe, pour la première fois depuis 1993. Cette progression a eu pour principal moteur le secteur public, surtout au Royaume-Uni où SchlumbergerSema a remporté d'importants contrats d'infogérance auprès de l'Association des opérateurs ferroviaires, du ministère du Travail et des Retraites, et du Service d'inspection des véhicules du ministère des Transports. Ont également contribué à cette amélioration un projet dans le domaine de l'énergie pour Electrabel S.A., établi à Bruxelles, un des leaders de la production, de la distribution et de la fourniture d'énergie en Belgique, qui possède des centrales électriques dans huit pays européens desservant environ 4,5 millions de clients chaque jour, ainsi qu'un projet de services de santé et sociaux pour les 220 000 employés de Consignia au Royaume-Uni.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts a augmenté de 33 % en raison surtout du programme de réduction des coûts mis en œuvre tout au long de l'année.

Asie

Le chiffre d'affaires a augmenté de 38 %. À périmètre constant, le chiffre d'affaires est resté inchangé. Le recul d'activité dans le secteur télécommunications, surtout en Chine et à Taiwan, a été compensé par la progression enregistrée dans le segment finance, grâce aux nouveaux contrats d'infogérance conclus dans le secteur de l'assurance avec Mass Mutual au Japon et à la livraison de systèmes de paiement en Chine.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts a diminué de 61 %, en raison surtout des pressions sur les prix et du fléchissement de la demande de services informatiques pour les télécommunications.

Produits de télécommunications

Le chiffre d'affaires a progressé de 22 % par rapport à 2001, en raison surtout de l'intégration de Sema plc. À périmètre constant, l'activité est restée à un niveau identique, malgré le recul marqué du secteur des télécommunications. Au cours de l'année, les efforts ont porté sur la restructuration du portefeuille de produits et la réduction du nombre de centres de recherche-développement, ainsi que sur l'ajustement des effectifs au niveau d'activité.

La perte d'exploitation avant impôts, de 24 millions de dollars, a marqué une amélioration par rapport à la perte de 34 millions accusée en 2001, en raison surtout de la réduction importante des effectifs visant à aligner la R-D sur les cycles de développement des produits.

Résultats 2001

Le 6 avril 2001, Schlumberger a achevé l'acquisition de Sema plc pour un montant de 5,15 milliards de dollars. Sema plc est une entreprise leader dans le domaine des technologies de l'information et des services, disposant d'une forte présence en Europe. Son acquisition a été financée grâce aux disponibilités de Schlumberger et à des emprunts entrant dans le cadre d'une facilité de crédit bancaire à taux variable

de 3 milliards de dollars. À la suite de cette acquisition, le pôle SchlumbergerSema a été créé par le regroupement de Sema plc et de certaines activités de Test et Transactions et de Resource Management Services (RMS) de Schlumberger, dont CellNet et Convergent.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 2 milliards de dollars par rapport à 2000, en raison surtout de l'acquisition de Sema plc. Si l'on exclut l'acquisition de Sema plc, l'augmentation du chiffre d'affaires est de 383 millions de dollars sur une base pro forma.

Le chiffre d'affaires de Solutions réseaux et infrastructures (NIS) a enregistré une progression de 91 %, surtout grâce aux contrats d'exploration-production, signe manifeste que l'industrie reconnaît désormais l'importance des solutions de connectivité et de sécurité basées sur les technologies de l'information.

Amérique du Nord et du Sud

Le chiffre d'affaires a augmenté de 233 %, en raison surtout de l'inclusion des résultats sur l'exercice complet de Convergent Group, acquis en novembre 2000, et de CellNet Data Systems, acquis en juin 2000. En outre, le surcroît d'activité dans le secteur de la distribution d'énergie et d'eau a été provoqué par la forte demande de services de Systèmes de gestion de l'énergie en temps réel (RTEMS) et la poursuite du déploiement des réseaux sur lesquels s'appuient ces services. Y ont également contribué le renouvellement de contrats clés de services de gestion des données avec des entreprises de distribution d'énergie et d'eau en Amérique du Nord, ainsi qu'un important contrat de conseil et de services avancés de données sur la gestion de services individuels de distribution d'énergie. A également concouru à cette progression l'attribution de projets NIS auprès du Comité médical de l'Université du Texas, de Shell et d'Ecopetrol.

La perte d'exploitation avant impôts a diminué de 22 % par rapport à 2000.

Europe/Moyen-Orient/Afrique

Le chiffre d'affaires affiche une hausse significative, en raison de l'intégration de Sema plc. Hors Sema plc, le chiffre d'affaires s'est établi à 83 millions de dollars sur une base pro forma, en raison surtout de l'intégration sur l'année pleine de Data Marine Systems Limited, acquis en octobre 2000, et de la conclusion de contrats d'un montant de plusieurs millions de dollars, en France, avec la Banque de France et, au Royaume-Uni, avec la Metropolitan Police.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts a augmenté de façon marquée suite à l'intégration de Sema plc.

Asie

Le chiffre d'affaires a été multiplié pratiquement par huit en raison surtout de l'intégration de Sema plc. Si l'on exclut Sema plc, la progression est de 24 millions de dollars ; elle est intégralement due à un surcroît d'activité de NIS et à une demande soutenue des services de continuité d'activité et d'externalisation dans toute la région, comme en témoigne le projet d'infogérance bureautique pour Caltex à Sumatra (Indonésie).

Le bénéfice d'exploitation avant impôts a progressé de manière significative du fait de l'intégration de Sema plc.

Produits de télécommunications

Cette activité n'existait pas avant 2001.

En 2001, l'activité a été essentiellement tirée par d'importantes commandes de systèmes de messagerie mobile, liées à la mise en place de SemaPortal*, premier serveur pour les mini-messages, et à l'intégration de systèmes de gestion commerciale et de facturation destinés aux opérateurs de téléphonie mobile, comme le contrat conclu avec Telecom Italia Mobile (TIM) portant sur ses opérations en Europe et au Brésil.

Résultats 2000

En vue de renforcer ses offres de solutions pour le secteur mondial de l'énergie, SchlumbergerSema a pris plusieurs initiatives stratégiques pendant l'année, acquérant notamment, en juin 2000, CellNet Data

Systems, leader de la fourniture de services de télémétrie pour le développement et l'installation à grande échelle de systèmes de télérelevé des compteurs, et, en novembre 2000, de Convergent Group, un des leaders de la création d'entreprises numériques pour les services de distribution d'énergie et d'eau.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 250 %, en raison des deux acquisitions mentionnées précédemment et de celle du reliquat de 50 % de la participation dans Omnes, joint venture auparavant détenue à parts égales par Schlumberger et Cable & Wireless.

Amérique du Nord et du Sud

Le chiffre d'affaires a été multiplié par plus de quatre sous l'effet d'une expansion du marché, liée notamment à l'acquisition de CellNet Data Systems et de Convergent Group, de l'obtention de plusieurs commandes importantes de RTEMS, et du contrat de NIS pour le Comité médical de l'Université du Texas.

La perte d'exploitation avant impôts est liée aux activités récemment acquises de CellNet et de Convergent.

Europe/Moyen-Orient/Afrique

Le chiffre d'affaires a augmenté de 158 % et le bénéfice d'exploitation avant impôts de 37 % en raison de l'intégration d'Omnes à concurrence de 50 % et de la consolidation intégrale de Data Marine Systems.

Asie

Le chiffre d'affaires a augmenté de 108 % et le bénéfice d'exploitation avant impôts a été multiplié par huit en raison de la consolidation intégrale d'Omnes dans les états financiers de Schlumberger.

Produits de télécommunications

Cette activité n'existait pas en 2000.

Autres activités

Ce pôle regroupe NPTest, qui comprend les lignes de produits de base de Solutions semiconducteurs, les cartes à puce, les terminaux de point de vente, les publiphones, les terminaux pour la cité électronique, les systèmes de paiement, les compteurs d'électricité, et les activités cédées de l'ancien RMS.

Le 21 mai 2002, NPTest a déposé un "shelf registration statement" (demande d'autorisation d'émission) auprès de la Securities and Exchange Commission dans le cadre d'un projet d'introduction en Bourse de son capital social. Cette opération sera effectuée ultérieurement.

Résultats 2002

Le chiffre d'affaires a diminué de 32 % en raison de la cession, en novembre 2001, des activités compteurs d'eau en Amérique du Nord et de l'activité compteurs d'électricité et d'eau hors Amérique du Nord de RMS, ainsi que de l'activité mondiale compteurs de gaz.

L'activité de NPTest a progressé grâce à une reprise partielle des ventes d'équipements de test en Amérique du Nord et en Asie, neutralisée en partie toutefois par un recul des ventes de systèmes de diagnostic et des services d'assistance pour les équipements.

L'activité Produits est restée à un niveau identique, malgré la persistance de la récession du secteur des télécommunications et de la pression sur les prix. Cette stagnation a été en partie compensée par un surcroît d'activité des cartes pour les secteurs bancaire et informatique, ainsi que par l'appréciation de l'euro par rapport au dollar.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts a diminué de 78 % en raison surtout de la cession de RMS et de l'érosion de la rentabilité de l'activité cartes à puce.

Résultats 2001

Le chiffre d'affaires a diminué de 13 %, en raison surtout de la cession d'activités de RMS, intervenue en novembre 2001, et d'un recul de l'activité semiconducteurs par suite du fléchissement conjoncturel de l'industrie mondiale des semiconducteurs.

Le chiffre d'affaires de Produits a progressé de 13 %, malgré un ralentissement dans le secteur des télécommunications. Celui de Cartes à puce a augmenté de 9 %.

Le chiffre d'affaires de NPTest a diminué d'environ 47 % en raison d'un recul marqué du secteur, qui a affecté toutes les lignes de produits.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts accuse une baisse de 40 %, surtout due à la pression sur les prix dans le secteur des semiconducteurs et dans celui des cartes à puce.

Résultats 2000

Le chiffre d'affaires est resté inchangé. Un surcroît d'activité des cartes à puces, tiré par l'exceptionnelle croissance du marché de la téléphonie mobile, et de NPTest (en hausse de 5 %) a été neutralisé par le recul de RMS (en repli de 16 %), confronté au fléchissement continu du secteur de la distribution d'énergie et d'eau sous l'effet de la pression exercée sur les prix des distributeurs.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts a progressé de 49 % grâce surtout à l'amélioration de la rentabilité des cartes à puce.

Bénéfice – Activités en exploitation

	Bénéfice (perte) - activités en exploitation	(en millions, sauf pour les montants par action)		
		Résultat par action		
		Avant dilution	Après dilution	Ajusté ⁶
2002 ¹	\$ (2 418)	\$ (4,18)	\$ (4,18)	\$ (4,18)
2001 ^{2,4}	\$ 491	\$ 0,85	\$ 0,85	\$ 1,35
2000 ^{3,4}	\$ 721	\$ 1,26	\$ 1,25	\$ 1,42

¹ Comprend une charge nette après impôts et intérêts minoritaires de 3 110 millions de dollars (5,38 dollars par action après dilution). Voir le paragraphe *Charges – activités en exploitation* en page 37 pour plus de détails.

² Comprend une charge nette après impôts et intérêts minoritaires de 297 millions de dollars (0,51 dollar par action après dilution). Voir le paragraphe *Charges – activités en exploitation* en page 37 pour plus de détails.

³ Comprend une charge nette après impôts et intérêts minoritaires de 3 millions de dollars (0,00 dollar par action après dilution). Voir le paragraphe *Charges – activités en exploitation* en page 37 pour plus de détails.

⁴ Retraité pour tenir compte des activités cédées ou en cours de cession.

⁵ Hors amortissement des écarts d'acquisition.

En 2002, le bénéfice net de Services pétroliers a reculé de 267 millions de dollars à 987 millions, en baisse de 21 %. Cette diminution reflète une baisse de 5 % du chiffre d'affaires, inférieure à celle de 17 % du nombre des plates-formes M-I en service dans le monde. L'Amérique du Nord accuse le repli le plus marqué avec une baisse de 24 % du chiffre d'affaires pour un recul du nombre de plate-formes M-I de 27 %. Le résultat net de SchlumbergerSema a progressé, passant d'une perte de 22 millions de dollars en 2001 à un bénéfice de 21 millions. Cette progression reflète la hausse de 32 % du chiffre d'affaires (7 % sur une base pro forma, en datant l'acquisition de Sema plc au 1^{er} janvier 2001), ainsi que l'impact du programme de réduction des coûts annoncé auparavant. Le pôle Autres activités, dont le bénéfice net s'élevait à 85 millions de dollars en 2001 et comprenait la cession de RMS, affiche un recul de son bénéfice net à 14 millions.

En 2001, le bénéfice net de Services pétroliers a progressé de 498 millions de dollars, soit 66 %, pour atteindre 1 254 millions. Cette progression traduit une hausse de 36 % du chiffre d'affaires, taux bien supérieur à la croissance de 15 % du nombre de plates-formes M-I en service dans le monde. La hausse des prix et le développement des activités non liées aux plates-formes sont les principaux facteurs expliquant le chiffre d'affaires record réalisé par Services pétroliers. La perte nette de SchlumbergerSema s'est établie à 22 millions de dollars, en baisse de 19 millions, compte tenu du bénéfice marginal provenant de l'intégration de Sema plc, nouvellement acquis. Le bénéfice net du pôle Autres activités, soit 85 millions de dollars, a baissé de 34 millions comparativement à 2000 du fait du ralentissement des activités afférentes aux semiconducteurs et aux Cartes.

En 2000, le bénéfice net de Services pétroliers est passé de 328 millions de dollars à 756 millions, soit une progression de 76 %. L'augmentation des dépenses liées à l'E-P ainsi que la hausse des prix du pétrole et du gaz induite par un accroissement de la demande de pétrole et les niveaux les plus bas des capacités de production jamais atteints depuis des décennies, constituent les principaux facteurs ayant provoqué une forte croissance dans la plupart des régions, particulièrement en Amérique du Nord. Le nombre moyen de puits à l'échelle mondiale a progressé de 30 % par rapport à 1999. La perte nette de SchlumbergerSema a reculé de 43 millions de dollars pour s'établir à 41 millions, en raison des pertes de CellNet et Convergent, sociétés nouvellement acquises en Amérique du Nord. Le bénéfice net du pôle Autres activités, soit 119 millions de dollars a augmenté de 32 millions de dollars comparativement à l'exercice précédent, principalement du fait des meilleurs résultats de Cartes, dont le chiffre d'affaires a progressé de 26 %.

Risque de change

Veillez vous reporter à la note *Conversion des devises autres que le dollar des États-Unis* en page 32, qui détaille la politique de Schlumberger en matière de couverture des devises. Il n'existe pas d'actifs, dettes ou engagements non couverts significatifs libellés dans une devise autre que la devise fonctionnelle des sociétés. Les sociétés de Schlumberger opèrent essentiellement en dollars des États-Unis, et dans la plupart des devises européennes et sud-américaines.

Les variations des taux de change ont une incidence sur le chiffre d'affaires, notamment chez SchlumbergerSema, mais également sur les coûts. Globalement, Schlumberger n'est pas affecté par les variations des devises. À titre d'exemple, une variation de 5 % des taux de change moyens des monnaies des pays membres de l'OCDE n'aurait pas eu d'incidence significative sur le chiffre d'affaires et sur le bénéfice net consolidés.

D'une manière générale, lorsque le dollar des États-Unis s'affaiblit par rapport aux autres devises, le chiffre d'affaires consolidé augmente sans pour autant que le bénéfice net en soit affecté de façon significative. Ceci s'explique principalement du fait de la progression de la marge de SchlumbergerSema, qui compense les coûts plus élevés du secteur pétrolier, libellés dans une devise autre que le dollar des États-Unis.

Études et recherche

Les dépenses par pôle sont détaillées ci-dessous :

	<i>(en millions)</i>		
	<u>2002</u>	<u>2001</u>	<u>2000</u>
Services pétroliers	\$ 438	\$ 425	\$ 365
SchlumbergerSema	84	86	18
Autres activités	128	164	146
Recherche et développement en cours ¹	–	25	–
	<u>\$ 650</u>	<u>\$ 700</u>	<u>\$ 529</u>

¹ Concerne l'acquisition de Bull CP8.

Frais financiers

Les frais financiers ont diminué de 17 millions de dollars, pour s'établir à 368 millions, principalement du fait d'une baisse de 5,8 % à 4,9 % des taux d'intérêt moyens. En 2001, l'augmentation de 109 millions de dollars à 385 millions s'expliquait principalement par la hausse importante de l'endettement, liée à l'acquisition de Sema plc, qui n'a été que partiellement compensée par une diminution de 6,9 % à 5,8 % des taux d'intérêt moyens. En 2000, la progression de 83 millions de dollars à 276 millions provenait pour l'essentiel d'une hausse de 5,8 % à 6,9 % des taux d'intérêt moyens.

Transaction avec Hanover Compressor

En août 2001, Schlumberger a cédé à Hanover Compressor Company l'activité mondiale de gaz comprimé de Services pétroliers. Les produits de cession comprenaient des actions ordinaires de Hanover Compressor, d'une valeur de 173 millions de dollars à la clôture, qui ne peuvent être cédées jusqu'au 30 août 2004, et un billet subordonné à long terme de 150 millions de dollars venant à échéance le 15 décembre 2005.

Au 31 décembre 2002, la valeur de marché de la participation de Schlumberger dans le capital social de Hanover Compressor s'élevait à 80 millions de dollars. À la suite de la chute du cours de l'action en-deçà de sa valeur comptable au deuxième trimestre 2002, Schlumberger a réalisé une évaluation, exercice qu'elle poursuit périodiquement conformément à sa politique de détermination des dépréciations autres que temporaires. Schlumberger a évalué le caractère recouvrable de sa participation en analysant les informations récentes sur le secteur, ainsi que les résultats d'exploitation et la situation financière de Hanover Compressor, compte tenu de l'obligation, de la capacité et de l'intention de la société de détenir cette participation à long terme. Schlumberger a conclu qu'au 31 décembre 2002, il existait des éléments probants en faveur du recouvrement de sa valeur comptable, que les perspectives commerciales de Hanover Compressor n'étaient pas menacées par des événements ou des modifications de circonstances et que d'un point de vue commercial, les fondamentaux étaient satisfaisants étant donné la baisse des stocks de gaz naturel et l'augmentation du prix du gaz naturel en Amérique du Nord. En outre, les réductions des effectifs et des dépenses d'investissement récemment annoncées par Hanover, conjuguées au fait qu'aucune dette de la société n'arrive à échéance dans un avenir proche, devraient permettre de dégager des ressources suffisantes à court terme. En conséquence, Schlumberger a conclu que la baisse de la valeur de marché de sa participation (93 millions de dollars) dans Hanover Compressor au 31 décembre 2002 était de nature temporaire et n'a donc pas constitué de provision à ce titre. Si cette baisse de valeur se révélait durable ou que Schlumberger modifiait son évaluation, la société constaterait en charges le montant réputé irrécouvrable.

Le billet subordonné à long terme de 150 millions de dollars est assorti d'une clause de remboursement obligatoire en cas d'émission, de cession ou autre vente d'actions ordinaires ou autres titres de capital par Hanover Compressor effectué dans le cadre d'une offre publique ou d'un placement privé. Dans toutes autres circonstances, la société peut effectuer le remboursement à son gré. Schlumberger considère qu'au 31 décembre 2002, la valeur comptable de ces titres est totalement recouvrable.

Dans le cadre du contrat de cession, Schlumberger est convenu que le financement de la joint venture PIGAP II au Venezuela serait sans recours pour l'acquéreur et serait exécuté avant le 31 décembre 2002. Par conséquent, Schlumberger s'est engagé, dans le cadre de ce financement, à garantir 30 % (environ 80 millions de dollars) jusqu'à l'achèvement du projet en 2002. Si, au 31 décembre 2002, le refinancement n'est pas devenu sans recours pour l'acquéreur ou que l'état d'achèvement n'est pas en phase finale, Hanover Compressor dispose d'une option lui permettant de revendre sa participation dans la joint venture à Schlumberger.

Du fait de la crise au Venezuela, le financement sans recours n'a pas été réalisé au 31 décembre 2002, bien que le projet soit en phase finale d'achèvement. Le 30 janvier 2003, Hanover Compressor a notifié son intention d'exercer son droit de revente de sa participation à Schlumberger. L'option de vente est subordonnée à certains accords et autres conditions. L'obligation de garantir le financement à laquelle Schlumberger était soumise est devenue caduque.

Schlumberger ayant initialement différé la constatation de la plus-value de cession de la joint venture en 2001, ses résultats d'exploitation ne sont pas affectés par la levée de l'option par Hanover Compressor.

Charges – activités en exploitation

Les charges / crédits après impôts et intérêts minoritaires comptabilisés par Schlumberger au titre des activités en exploitation en 2002, 2001 et 2000 sont analysés ci-après :

- Le 10 décembre 2002, Schlumberger a annoncé que le Conseil d'administration avait approuvé une actualisation de la stratégie de son pôle SchlumbergerSema. Les perspectives du nouveau plan stratégique, les valeurs économiques actuelles et la réorganisation de SchlumbergerSema représentent des événements significatifs nécessitant la réalisation d'un test de dépréciation conformément à la norme comptable FAS 142. SchlumbergerSema a été "valorisé" isolément ; chaque unité de SchlumbergerSema soumise au reporting a été valorisée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie sur la base de prévisions à long terme établies par la direction de SchlumbergerSema en collaboration avec un expert externe. Les ratios implicites issus de l'analyse selon la méthode des flux de trésorerie actualisés ont été comparés à ceux de sociétés similaires et aux transactions récemment réalisées dans le secteur de l'informatique, en vue d'évaluer la juste valeur des unités. La juste valeur s'est avérée être inférieure à la valeur comptable. En conséquence, sur la base de la valorisation faite par Schlumberger, une provision a été constituée pour ramener l'écart d'acquisition à sa juste valeur estimée. La dépréciation de l'écart d'acquisition reflète principalement les difficultés actuelles auxquelles le secteur des télécommunications est confronté, ainsi que le repli marqué de la valeur de marché des sociétés d'informatique faisant partie du secteur de SchlumbergerSema. Certaines immobilisations incorporelles ont également été identifiées et dépréciées dans le cadre de cette analyse.

Schlumberger a comptabilisé des charges liées à des licenciements, à des locaux, ainsi que d'autres charges, en vue de réduire les coûts de SchlumbergerSema et de WesternGeco. Ces charges portent sur des coûts n'offrant aucun avantage futur pour les activités en exploitation de ces sociétés. Au quatrième trimestre, Schlumberger a également comptabilisé une provision pour dépréciation afin de refléter une modification des projections économiques de WesternGeco. Cette provision couvre les coûts d'une banque de données sismiques multiclients, une provision pour dépréciation des impôts différés et d'autres coûts.

Au total, ces charges représentent 3 168 millions de dollars et comprennent : (1) une provision pour dépréciation des écarts d'acquisition de 2 638 millions de dollars ; (2) une provision pour dépréciation d'immobilisations incorporelles de 132 millions de dollars ; (3) une provision de 77 millions de dollars pour coûts de licenciement et autres charges de SchlumbergerSema du fait des conditions commerciales actuelles ; (4) une provision de 72 millions de dollars au titre des coûts de licenciement et autres charges de WesternGeco du fait des conditions commerciales actuelles ; (5) 129 millions de dollars au titre d'une provision pour la dépréciation de la banque de données

sismiques multiclients de WesternGeco constituée à l'issue d'une évaluation ; (6) des charges environnementales de 26 millions de dollars ; et (7) une provision pour dépréciation des impôts différés de 94 millions de dollars.

- En décembre 2002, un crédit de 87 millions de dollars au titre de la plus-value de cession de deux puits de forage.
- En mars 2002, une charge de 29 millions de dollars liée à la crise financière et économique en Argentine.
- En mars 2001, une charge de 25 millions de dollars correspondant aux travaux de recherche et développement en cours afférents à l'acquisition de Bull CP8.
- En juin 2001, une provision de 280 millions de dollars liée à la dépréciation estimée de certaines activités de RMS.
- En septembre 2001, un crédit net de 3 millions de dollars représentant une plus-value de cession de l'activité mondiale de compression de gaz ; ce crédit a été partiellement compensé par une provision pour dépréciation constituée au titre de la cession de certaines activités.
- En décembre 2001, un crédit net de 5 millions de dollars, qui comprend une plus-value de cession après impôts de l'ancienne division Compteurs d'eau en Amérique du Nord de RMS (117 millions de dollars). Ce gain a été partiellement compensé par un certain nombre de charges : (1) une provision de 37 millions de dollars au titre des indemnités de licenciement, notamment en Europe et aux États-Unis, concernant Services pétroliers et SchlumbergerSema, conséquence de la situation actuelle du marché ; (2) une charge fiscale de 29 millions de dollars au titre des opérations de restructuration ; (3) une charge supplémentaire de 20 millions de dollars afférente à la moins-value de cession estimée de certaines activités de RMS, cession réalisée au quatrième trimestre ; (4) une provision de 23 millions de dollars constituée au titre de la dépréciation de certains actifs sismiques de la nouvelle joint venture WesternGeco.
- En décembre 2000, une charge de 25 millions de dollars concernant principalement une provision pour dépréciation de certains stocks et des indemnités de licenciement du segment des semi-conducteurs, induites par une baisse de l'activité sur le marché des tests ; une charge de 39 millions de dollars afférente à la création de la joint venture WesternGeco (y compris des provisions pour dépréciation d'actifs et pour indemnités de licenciement de Geco-Prakla) ; et un crédit de 61 millions de dollars lié à une plus-value de cession de deux activités de services de gaz en Europe.

Les charges de décembre 2002 avant impôts se rapportant aux indemnités de licenciement et aux locaux sont analysées ci-dessous :

	<i>(montants en millions)</i>		
	<u>Indemnités de licenciement</u>		<u>Locaux</u>
	<u>Montant</u>	<u>Effectifs</u>	<u>Montant</u>
Charges	\$ 94,5	3 492	\$ 42,8
Décaissées en 2002	32,9	1 643	6,6
Solde au 31 décembre 2002	<u>\$ 61,6</u>	<u>1 849</u>	<u>\$ 36,2</u>

Le reliquat des indemnités de licenciement devrait être décaissé avant le 30 septembre 2003.

La charge de décembre 2001 comprenait des indemnités de licenciement de 41 millions de dollars (775 personnes) qui ont été décaissées.

La charge de décembre 2000 comprenait des indemnités de licenciement de 9 millions de dollars (380 personnes) qui ont été décaissées.

Principales règles comptables et estimations

Le commentaire et l'analyse de la situation financière et des résultats faits par la direction de Schlumberger sont basés sur les états financiers consolidés de la société, qui ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis aux États-Unis. Lors de l'établissement de ces états financiers, Schlumberger est amené à retenir des estimations et à porter des jugements ayant une incidence sur le montant des actifs et passifs publiés, sur les produits et les charges et les informations concernant les actifs et passifs éventuels mentionnés dans l'annexe.

Schlumberger évalue constamment ces estimations, notamment les créances douteuses, la valorisation des stocks et des participations, le caractère recouvrable des immobilisations, les provisions pour impôts et les impôts différés, les bénéfices estimés afférents au pourcentage d'achèvement de contrats à long terme, les engagements hors-bilan et les litiges, et les hypothèses actuarielles retenues pour les plans d'avantages réservés au personnel. Schlumberger base ses estimations sur les informations historiques et sur diverses autres hypothèses estimées raisonnables au vu des circonstances, dont les résultats constituent le fondement des jugements sur la valeur comptable des actifs et passifs qu'il n'est pas possible de déterminer facilement grâce à d'autres sources. En retenant des hypothèses différentes et dans d'autres circonstances, les résultats pourraient être différents de ces estimations.

Schlumberger estime que les principales règles comptables détaillées ci-après ont une incidence sur les jugements et estimations les plus importants retenus par la société lors de l'établissement de ses états financiers consolidés.

Schlumberger comptabilise le chiffre d'affaires et les résultats liés aux contrats à long terme à prix fixe selon la méthode du pourcentage d'achèvement des travaux, fondée sur l'estimation du total des produits et des charges estimés afférents au contrat. Schlumberger opte pour cette méthode car il est possible de faire des estimations relativement fiables des produits et des charges liés aux diverses étapes d'un contrat. Le chiffre d'affaires et les bénéfices comptabilisés sont revus au fur et à mesure de l'exécution du contrat. Les écarts liés à la réestimation des bénéfices sont imputés au résultat de la période durant laquelle les circonstances donnant lieu à une révision induisent une modification des estimations. Les pertes sur les contrats à long terme sont provisionnées lorsqu'elles sont connues et peuvent être raisonnablement estimées.

Schlumberger comptabilise les produits de cession de licences de logiciels lorsqu'il existe des éléments probants témoignant de l'existence d'un contrat, que le produit a été livré, que le prix est fixe ou déterminable et que le recouvrement de la créance afférente est raisonnablement assuré. Le caractère fixe ou déterminable du prix est évalué en fonction des délais de paiement consentis pour la transaction. L'estimation du caractère recouvrable de la créance se fait sur la base d'un certain nombre de facteurs, notamment les transactions passées avec le client et sa solvabilité.

Les revenus liés aux contrats comportant des éléments multiples, tels que ceux prévoyant des services d'installation et d'intégration, sont comptabilisés lorsque chacun de ces éléments est réalisé, en fonction de leur juste valeur relative et lorsqu'il ne manque aucun élément essentiel au fonctionnement des produits livrés.

Concernant les ventes, les commandes fermes, les licences ou les contrats écrits sont utilisés comme preuve de l'existence des transactions.

Les revenus liés aux services de maintenance sont comptabilisés pro rata temporis sur la durée du contrat. Les services de formation et de conseil (temps passé et matériel) sont facturés au taux horaire et les produits sont enregistrés lors de la réalisation des services. Les revenus liés aux services d'externalisation sont généralement comptabilisés lorsque les services sont réalisés.

Services pétroliers capitalise les coûts liés à la banque de données sismiques multiclients. Ces coûts sont imputés aux Coûts des ventes et des services en fonction d'un pourcentage du total des revenus que Schlumberger estime percevoir dans le cadre de la vente de ces données. La valeur comptable des enquêtes

individuelles est revue au moins une fois par an et ajustée sur la base du montant révisé du chiffre d'affaires lié aux enquêtes.

Schlumberger constitue des provisions pour créances douteuses au titre des pertes estimées liées à l'incapacité de ses clients à s'acquitter de leurs engagements. En cas de détérioration de la situation financière des clients de la société et lorsque leur capacité à faire face à leurs engagements est compromise, une provision supplémentaire est constituée.

Schlumberger constitue une provision pour dépréciation des stocks obsolètes ou non commercialisables. Cette provision représente l'écart entre le coût d'achat des stocks et leur valeur de marché estimée sur la base d'hypothèses sur la demande future et les conditions de marché. Lorsque les conditions de marché sont moins favorables que les prévisions de la direction, il peut s'avérer nécessaire de constituer une provision supplémentaire.

Schlumberger évalue la dépréciation des actifs incorporels identifiables, des immobilisations et des écarts d'acquisitions afférents au moins une fois par an, ou lorsqu'en raison des événements ou des circonstances, le recouvrement de leur valeur comptable est mis en doute. Les facteurs jugés importants pouvant donner lieu à la constitution d'une provision pour dépréciation sont les suivants :

- des performances très insuffisantes comparativement aux résultats d'exploitation historiques ou projetés ;
- des modifications importantes apportées à notre utilisation des actifs acquis ou à notre stratégie globale ;
- des évolutions défavorables de nos secteurs d'activité ou de l'économie ;
- un recul marqué du cours de l'action Schlumberger sur une période durable ; et notre capitalisation boursière comparativement à la valeur nette comptable.

Lorsque Schlumberger détermine que la valeur comptable des actifs incorporels, des immobilisations et des écarts d'acquisition afférents peut ne pas être recouvrable en fonction d'un ou de plusieurs des facteurs précités, toute dépréciation est évaluée sur la base des flux de trésorerie futurs projetés dégagés par l'actif concerné, y compris ceux liés à sa cession.

Au 31 décembre 2002, Schlumberger disposait d'impôts différés actif nets de 583 millions de dollars. Lorsque la société envisage la nécessité de constituer une provision pour dépréciation, elle prend en compte le résultat imposable futur et les stratégies de planification fiscale. En décembre 2002, dans le cadre de la revue stratégique de SchlumbergerSema, la société a déterminé qu'elle ne serait pas en mesure de réaliser une partie de l'impôt différé actif net du 1er octobre 2002 se rapportant à certaines pertes nettes d'exploitation en Europe. Au quatrième trimestre, une provision pour dépréciation de 94 millions de dollars a été imputée au résultat. La provision pour dépréciation cumulée afférente à cette perte opérationnelle nette en Europe avoisine 147 millions au 31 décembre 2002.

Concernant les retraites et les avantages complémentaires de retraite, Schlumberger évalue la pertinence des hypothèses retenues par un actuaire indépendant, notamment le taux d'actualisation, le rendement des actifs des régimes et les taux d'évolution des coûts liés à la couverture médicale. Les hypothèses sont revues au moins une fois par an, selon les circonstances.

Liquidités

Schlumberger définit la notion de liquidités comme la somme des disponibilités et des placements à court terme et à revenu fixe, moins la dette. Les liquidités négatives indiquent un déficit net. Le tableau ci-dessous résume les variations des liquidités consolidées au cours des trois derniers exercices :

		<i>(en millions)</i>	
	<u>2002</u>	<u>2001¹</u>	<u>2000¹</u>
(Perte)/bénéfice - activités en exploitation	\$ (2 418)	\$ 491	\$ 721
(Plus)/moins-value de cession d'activités	(87)	110	(61)
Charges nettes	3 197	162	64
Dotation aux amortissements ²	1 545	1 896	1 271
Diminution (augmentation) des besoins en fonds de roulement	167	(839)	(104)
Produits de cession d'activités	354	896	155
Acquisition d'immobilisations ²	(1 711)	(2 469)	(1 546)
Dividendes versés	(433)	(430)	(426)
Produits des plans d'options d'achat d'actions	175	122	229
Acquisition de Sema plc	(132)	(4 853)	-
Autres acquisitions	(44)	(453)	(1 076)
Montants versés au titre d'acquisitions	(70)	-	-
Impact des fluctuations de change	(507)	(6)	40
Autre	(51)	(117)	(90)
Diminution nette des liquidités - activités en exploitation	(15)	(5 490)	(823)
Activités cédées	31	31	14
(Aug.) dim. du déficit/des liquidités, net	16	(5 459)	(809)
Liquidités à l'ouverture	(5 037)	422	1 231
Liquidités à la clôture	<u>\$ (5 021)</u>	<u>\$ (5 037)</u>	<u>\$ 422</u>

¹ Données partiellement retraitées à des fins comparatives.

² Comprend les coûts liés aux données sismiques multiclients.

Au 31 décembre 2002, les liquidités de Schlumberger étaient négatives (la dette était supérieure à la somme des disponibilités et des placements). Au 31 décembre 2002, les disponibilités et placements à court terme de Schlumberger s'élevaient à 1,7 milliard de dollars et les facilités de crédit disponibles, qui étaient de 3,7 milliards de dollars, suffisaient pour répondre aux besoins de la société.

Sur la base du bénéfice net prévisionnel de 2003, des dotations aux amortissements estimées et d'autres éléments des liquidités, Schlumberger anticipe une amélioration de ses liquidités avec pour objectif de ramener son endettement net en-deçà de 4 milliards de dollars d'ici fin 2003. Ceci repose largement sur les résultats d'exploitation des pôles et sur la réalisation du programme de cession de certaines activités.

Acquisition de Sema plc

Le 21 février 2001, Schlumberger a annoncé avoir conclu un accord avec le conseil d'administration de Sema plc portant sur les conditions d'une offre d'acquisition de la totalité du capital social émis et à émettre de Sema plc.

Le 8 mars 2001, une filiale à 100 % de Schlumberger a acquis sur le marché environ 20 % du capital social émis de Sema pour un montant de 1 milliard de dollars.

Le 6 avril 2001, l'offre d'achat des actions Sema a été déclarée inconditionnelle dans tous ses aspects. Le total du prix d'acquisition de l'ensemble des actions en circulation de Sema, soit 5,15 milliards de dollars (y compris les frais liés à la transaction), a été financé grâce aux liquidités existantes et à des emprunts entrant dans le cadre d'une facilité de crédit de 3 milliards de dollars.

Le 3 octobre 2001, des filiales entièrement détenues par Schlumberger ont procédé à une émission d'obligations de 1,9 milliard de dollars (1,4 milliard en euro et 425 millions en livres sterling) sur le marché européen. Le taux d'intérêt moyen de ces obligations, dont les échéances s'échelonnent de 2008 à 2032, est de 5,9 %. Les produits de cette émission ont servi au remboursement d'emprunts bancaires contractés initialement par ces filiales pour financer l'acquisition de Sema plc.

Cette opération a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. L'écart d'acquisition et les actifs incorporels identifiés, qui totalisaient 5,19 milliards de dollars, ont été amortis de façon linéaire en 2001. La norme comptable SFAS 142, adoptée à compter du 1^{er} janvier 2002, n'autorise plus l'amortissement des écarts d'acquisition et de la force de travail (voir *Nouvelles normes comptables*). Les actifs incorporels continuent d'être amortis de façon linéaire sur une durée de 10 ans.

La valeur totale des écarts d'acquisition et des actifs incorporels identifiés comprend les éléments suivants :

	<i>(en milliards)</i>
Prix d'acquisition (frais compris)	\$ 5,15
Ajustements liés à la méthode de l'acquisition	0,34
Actifs corporels acquis, net	<u>(0,30)</u>
	<u>\$ 5,19</u>

Les ajustements liés à la méthode de l'acquisition comprennent principalement des indemnités de licenciement (84 millions de dollars pour un effectif de 1 781 personnes), des fermetures de locaux (33 millions de dollars), des ajustements des régimes de retraite (136 millions de dollars), et des impôts et des frais de restructuration (50 millions de dollars). Au 31 décembre 2001, 26 millions de dollars au titre des indemnités de licenciement concernant 593 personnes avaient été décaissés. Le reliquat a été versé en 2002.

Aux fins du reporting financier, Schlumberger a intégré les résultats d'exploitation de Sema dans ses états financiers consolidés à compter du 1^{er} avril 2001. Si Sema avait été inclus dans le périmètre de consolidation à compter du 1^{er} janvier, le bénéfice consolidé des douze mois clos le 31 décembre 2001 aurait augmenté de 538 millions de dollars et se serait élevé à 14,3 milliards de dollars, et le bénéfice net consolidé aurait diminué d'environ 140 millions de dollars à 382 millions de dollars. Cette baisse est pour l'essentiel imputable à l'accroissement des frais financiers, l'amortissement des actifs incorporels et à la diminution des produits financiers. Sur une base pro forma, le résultat d'exploitation et le bénéfice net de Schlumberger se seraient respectivement élevés à 12 milliards de dollars et à 300 millions de dollars en 2000.

Sema est une société de services informatiques employant environ 22 000 personnes à la date d'acquisition, qui conçoit, met en œuvre, exploite et gère des systèmes d'information et offre à ses clients les services de conseils informatiques afférents. Parmi les secteurs d'activité dans lesquels Sema opère, la société s'est axée sur les télécommunications et la finance, et, outre ses services informatiques, offre une large gamme de logiciels qu'elle a développés spécifiquement pour ces secteurs. La clientèle de Sema compte diverses entreprises et administrations publiques du monde entier. Les services et les produits offerts par Sema comprennent l'intégration de systèmes et les conseils afférents, des logiciels destinés aux secteurs des télécommunications, de l'énergie, du transport et de la finance, et des services d'externalisation.

Cessions

En 2002, Schlumberger a effectué les cessions suivantes :

- En décembre, l'activité trépan de Reed Hycalog. Les produits comprenaient 259 millions de dollars en numéraire et 9,7 millions d'actions ordinaires de Grant Prideco d'une valeur de 103 millions de dollars. La plus-value de cession après impôts s'élevait à 66 millions de dollars. La cession de Reed Hycalog a été comptabilisée dans les *Activités cédées ou en cours de cession*.

En 2001, Schlumberger a cédé les activités suivantes :

- En août, l'activité mondiale compression de gaz de Services pétroliers, principalement représentée par la filiale Production Operators Corp. Les produits de cession comprenaient 274 millions de dollars en numéraire, un billet subordonné à long terme de 150 millions de dollars, ainsi que des actions nouvellement émises par Hanover Compressor, d'une valeur de 173 millions de dollars. Les actions ne peuvent être mises sur le marché durant une période de trois ans. La plus-value de cession après impôts s'élevait à 52 millions de dollars.
- En novembre, les activités de compteurs d'eau Amérique du Nord de RMS. Les produits de cession se sont élevés à 304 millions de dollars et la plus-value après impôts à 117 millions de dollars.
- En novembre, l'activité de compteurs électriques et de compteurs d'eau en-dehors de l'Amérique du Nord, ainsi que l'activité mondiale de compteurs de gaz. Cette opération a dégagé des produits nets de 256 millions de dollars et une moins-value de cession après impôts de 300 millions de dollars, dont 280 millions avaient donné lieu à la constitution d'une provision pour dépréciation en juin 2001 (voir le paragraphe *Charges – activités en exploitation*).
- En novembre, la division Systèmes d'amélioration du rendement de Solutions semi-conducteurs. Les produits de cession se sont élevés à 62 millions de dollars et la plus-value après impôts à 12 millions.

Résumé des principaux engagements contractuels

(en millions)

<u>Engagements contractuels</u>	<u>Total</u>	<u>Échéance</u>			
		<u>À moins d'un an</u>	<u>Entre 2 et 3 ans</u>	<u>Entre 4 et 5 ans</u>	<u>À plus de 5 ans</u>
Dette à long terme	\$ 6 481	\$ 453	\$ 2 049	\$ 1 461	\$ 2 518
Baux d'exploitation	\$ 1 278	\$ 219	\$ 317	\$ 226	\$ 516

Les lettres de crédit et les garanties en cours représentaient au total 771 millions de dollars au 31 décembre 2002.

En général, le reliquat des lettres de crédit et des garanties correspond à des engagements de bonne fin/des droits de douane et d'accises, des engagements de location etc. Tous ces engagements, qui ont été conclus dans le cadre habituel des activités de la société, constituent des pratiques courantes dans les différents pays où Schlumberger exerce ses activités.

Capital, cours de l'action et dividendes déclarés par action

Le tableau suivant indique les cours extrêmes de l'action Schlumberger enregistrés à la Bourse de New York (transactions composites), ainsi que les dividendes déclarés par action pour chaque trimestre de 2002 et de 2001 :

	Cours		Dividendes déclarés
	<u>plus haut</u>	<u>plus bas</u>	
2002			
TRIMESTRES			
Premier	\$ 62,430	\$ 49,150	\$ 0,1875
Deuxième	59,890	46,300	0,1875
Troisième	47,400	35,870	0,1875
Quatrième	46,850	33,400	0,1875
2001			
TRIMESTRES			
Premier	\$ 82,810	\$ 57,300	\$ 0,1875
Deuxième	69,250	51,150	0,1875
Troisième	56,900	40,840	0,1875
Quatrième	56,750	42,050	0,1875

Au 31 décembre 2002, le nombre de porteurs d'actions ordinaires figurant au registre de la société avoisinait 24 825. Aucune restriction légale ne limite le paiement des dividendes, la propriété des actions ou le droit de vote qui leur est attaché, sauf pour les actions d'autocontrôle. Les actionnaires ressortissants des États-Unis ne sont assujettis à aucune retenue à la source ni à aucun impôt payable aux Antilles néerlandaises au titre de la détention de ces actions.

Environnement

Le bilan consolidé comprend des provisions pour les coûts futurs estimés des mesures de retraitement liées à l'utilisation et au rejet, par le passé, de matières dangereuses. La majeure partie de ces coûts concerne des activités cédées ainsi que des installations ou des sites qui ne sont plus exploités. Il est possible que le coût final de retraitement dépasse les montants estimés du fait du caractère aléatoire de certains éléments, tels que le moment et l'ampleur du retraitement, la technologie à venir, les modifications réglementaires, le risque de dommages corporels, les plaintes pour dégradation de l'environnement ou de biens immobiliers ainsi que divers autres facteurs. La Direction n'estime cependant pas que de tels coûts aient un impact significatif sur ses liquidités, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation consolidés futurs.

Nouvelles normes comptables

En juin 2001, les normes comptables SFAS 141 (*Regroupement d'entreprises*) et SFAS 142 (*Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*) ont été publiées. Schlumberger a adopté SFAS 141 pour les acquisitions postérieures au 30 juin 2001. SFAS 142 a été adoptée à compter du 1^{er} janvier 2002. Conformément aux dispositions de SFAS 142, Schlumberger a entrepris une première analyse de la dépréciation des écarts d'acquisition au premier trimestre 2002 et a effectué une revue "basée sur les événements" au quatrième trimestre 2002. Aux termes des conclusions de l'évaluation menée par un tiers indépendant, il existait une dépréciation s'élevant à 2,6 milliards de dollars, validée par le Conseil d'administration en décembre 2002 dans le cadre de l'approbation du nouveau plan stratégique de SchlumbergerSema.

L'amortissement des écarts d'acquisition et de la force de travail a pris fin à compter du 1^{er} janvier 2002. La force de travail, soit 175 millions de dollars, nets des impôts différés, a été reclassée dans les *Écarts d'acquisition*.

Le tableau ci-après détaille l'amortissement des écarts d'acquisition et autres actifs incorporels inclus dans les résultats de Schlumberger :

	<i>(en millions)</i>		
		Avant impôts	
	2002	2001	2000
Écarts d'acquisition	\$ -	\$ 270	\$ 96
Effectifs	-	32	-
Autres actifs incorporels	72	45	5
	\$ 72	\$ 347	\$ 101

En juin 2001, la norme SFAS 143 (*Comptabilisation des actifs mis hors service ou au rebut*) a été publiée. SFAS 143 sera adoptée par Schlumberger à compter du 1^{er} janvier 2003. La société estime que l'adoption de cette norme n'aura pas d'impact significatif sur sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

En août 2001, la norme SFAS 144 (*Comptabilisation de la dépréciation ou la cession d'immobilisations*) a été publiée. Cette norme, adoptée à compter du 1^{er} janvier 2002, n'a pas eu d'impact significatif sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de Schlumberger.

À compter du 1^{er} janvier 2002, Schlumberger a adopté la recommandation (Extrait 01-14) du FASB (*Caractérisation au compte de résultat des remboursements perçus au titre des débours*). Le chiffre d'affaires de l'exercice précédent a été retraité afin d'intégrer les coûts facturés aux clients, auparavant classés dans un compte d'attente, qui doivent dorénavant être rattachés au chiffre d'affaires. Le reclassement a dû être effectué uniquement pour Services pétroliers car SchlumbergerSema était déjà en conformité avec cette nouvelle norme. Le résultat d'exploitation et le coût des ventes et des services de Services pétroliers ont augmenté de 557 millions de dollars en 2001 et de 416 millions en 2000. Il n'y a pas eu d'impact sur la trésorerie ou le résultat net.

Le 29 juillet 2002, le Financial Accounting Standards Board a publié la norme SFAS 146 (*Comptabilisation des coûts liés à l'interruption ou la cession d'activités*). Selon cette norme, les entreprises doivent constater les coûts liés à l'interruption ou la cession d'activités lorsqu'ils sont engagés plutôt qu'à la date d'établissement d'un programme d'interruption ou de cession d'activités. Cette norme couvre notamment les coûts afférents à la résiliation de baux et certaines indemnités de licenciement liées à la restructuration ou l'interruption d'une activité, à la fermeture d'une usine ou à d'autres activités d'interruption ou de cession. Les précédentes dispositions comptables étaient celles de la recommandation EITF Issue N° 94-3, (*Constatation des charges liées à certaines indemnités de licenciement et des autres coûts engagés pour l'interruption d'une activité [notamment certains coûts engagés dans le cadre d'une restructuration]*). SFAS 146 remplace Issue 94-3. Schlumberger appliquera SFAS 146 par anticipation pour les interruptions et les cessions d'activités effectuées postérieurement au 31 décembre 2002.

En novembre 2002, le FASB a publié l'interprétation N° 45 (*Comptabilisation et publication d'informations par le garant sur les garanties, y compris les garanties indirectes de dettes de tiers*). Aux termes de cette interprétation, certaines données comptables et autres informations sur les garanties données à des tiers, y compris sur les dettes, doivent être fournies. La norme est applicable de façon prospective pour les garanties données ou modifiées après le 31 décembre 2002. Schlumberger estime que son adoption n'aura pas d'impact significatif sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la société.

En janvier 2003, le Emerging Issues Task Force (EITF) a publié la recommandation N° 00-21 (*Comptabilisation du chiffre d'affaires afférent aux prestations groupées*). Cette norme détermine les critères de constatation du chiffre d'affaires afférent aux contrats regroupant plusieurs prestations. EITF 00-21 autorise la comptabilisation du chiffre d'affaires uniquement lorsque la juste valeur de l'élément non encore livré est connue et que cet élément, pris isolément, a une valeur pour le client. EITF 00-21 donne également des orientations sur la ventilation du total du chiffre d'affaires issu du contrat dans les éléments individuels en fonction de la juste valeur de chaque produit ou service fourni. Schlumberger est actuellement en voie de déterminer si cette norme aura un impact significatif sur sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

Risque de marché

Schlumberger estime ne pas être exposée à un risque de marché important. Schlumberger gère son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt en contractant des emprunts à diverses échéances et à taux fixes et variables, ainsi que par le biais de swaps de taux d'intérêt, le cas échéant, afin de maintenir à un niveau constant ou de réduire les charges d'emprunts. Concernant les fluctuations de change, Schlumberger conclut différents contrats, dont la valeur est adossée aux variations des taux de change, permettant de protéger la valeur des transactions externes et intra-groupes libellées en devises. Schlumberger n'effectue pas de transactions sur les devises ou sur les taux d'intérêt dans un but spéculatif.

Les Services pétroliers de Schlumberger sont implantés au Venezuela, qui représentait environ 4 % du chiffre d'affaires de ce pôle en 2002. Étant donné les mouvements sociaux agitant actuellement le Venezuela, Schlumberger procède à l'examen des risques commerciaux et de change encourus par la société, et prend les mesures nécessaires pour en minimiser l'impact. Bien qu'il ne soit actuellement pas possible de déterminer les pertes définitives, celles-ci n'auront pas d'impact significatif sur la situation financière et les résultats d'exploitation de Schlumberger.

Déclarations prospectives

Ce rapport annuel, la publication des résultats du quatrième trimestre et de l'exercice 2002, les publications parues sur Internet et diverses autres déclarations contiennent des déclarations prospectives, qui ne portent pas sur des faits historiques. Ces déclarations se rapportent à nos prévisions quant aux perspectives commerciales, la reprise économique, la progression des liquidités, les dépenses d'investissement anticipées, les dépenses engagées pour les produits multiclients et les dotations aux amortissements et aux provisions, le niveau de capitalisation des régimes de retraite et les charges de retraite afférentes, le calendrier et la probabilité de mise sur le marché du capital de NPTest, les conditions du marché des services pétroliers, notamment le niveau des activités en 2003, l'augmentation de la production de pétrole en dehors de l'OPEP, les problèmes affectant le secteur sismique, la poursuite des activités de forage en eau profonde, les gains liés à l'obtention de contrats, les résultats d'exploitation futurs, les prix, les taux d'imposition effectifs futurs, la réalisation de réductions de coûts et d'économies chez SchlumbergerSema et les anticipations concernant les activités et les performances futures de SchlumbergerSema à l'issue de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie et de la rationalisation. Ces déclarations font référence à des risques et des incertitudes, notamment l'ampleur et le calendrier de la reprise de l'économie mondiale, les variations des dépenses d'exploration et de production par les grandes compagnies pétrolières, le rebond de l'activité, l'évolution des prix et la réalisation des objectifs de réduction et d'économies de coûts dans le secteur sismique, la poursuite par les clients de certains projets pétroliers importants, la conjoncture économique et commerciale dans les principales régions du monde, notamment l'Argentine, et les incertitudes politiques et économiques au Venezuela, l'aggravation des tensions géopolitiques dans le Golfe et/ou en Asie, les modifications apportées à la stratégie commerciale de SchlumbergerSema, notamment la croissance anticipée de Services de conseils informatiques, de Services d'intégration de systèmes et de Solutions réseaux et infrastructures dans le secteur mondial de l'énergie, la poursuite par nos clients des contrats de services et de solutions à long terme avec SchlumbergerSema, le rebond de la conjoncture dans le secteur de l'informatique et la hausse notable des dépenses dans ce domaine, l'ampleur et le calendrier de la reprise dans le secteur des télécommunications, la poursuite de la croissance de la demande de cartes à puce et produits assimilés, la capacité de Schlumberger à faire face à ses besoins de liquidités projetés, notamment le niveau suffisant de trésorerie dégagé par les Services pétroliers et la réalisation de certaines cessions, l'adoption et l'impact de nouvelles normes comptables, les cotisations potentielles aux régimes de retraites ainsi que d'autres facteurs détaillés dans la publication de nos résultats du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2002, et les rapports 10-K et 10-Q et autres documents déposés auprès de la Securities and Exchange Commission. En cas de survenue de l'un ou de plusieurs de ces risques (ou des conséquences liées à leur survenue), ou si les hypothèses sous-jacentes s'avéraient incorrectes, les résultats pourraient présenter des différences significatives comparativement aux prévisions ou aux anticipations. Schlumberger se défend de toute intention ou obligation d'actualiser publiquement ou de réviser ces déclarations en raison d'informations nouvelles, d'événements futurs ou d'autres circonstances.

SCHLUMBERGER LIMITED (SCHLUMBERGER N.V., ANTILLES NÉERLANDAISES)
ET SOCIÉTÉS FILIALES

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en milliers, sauf pour les montants par action)

<u>Exercice clos le 31 décembre</u>	<u>2002</u>	<u>2001</u>	<u>2000</u>
<i>Chiffre d'affaires</i>			
Exploitation	\$ 13 473 662	\$ 14 058 366	\$ 9 831 472
Intérêts et autres revenus	139 068	242 258	423 255
	13 612 730	14 300 624	10 254 727
<i>Dépenses</i>			
Coût des ventes et des services	13 759 257	11 014 923	7 779 578
Frais d'études et de recherche	650 038	700 096	529 107
Frais de vente	401 384	446 621	316 816
Frais généraux	664 364	681 021	416 499
Frais financiers	367 973	384 896	276 099
	15 843 016	13 227 557	9 318 099
<i>Bénéfice (perte) avant impôts et intérêts minoritaires - activités en exploitation</i>	(2 230 286)	1 073 067	936 628
Impôts sur les bénéfices	279 122	553 887	218 337
<i>Bénéfice (perte) avant intérêts minoritaires - activités en exploitation</i>	(2 509 408)	519 180	718 291
Intérêts minoritaires	91 879	(28 545)	2 163
<i>Bénéfice (perte) - activités en exploitation</i>	(2 417 529)	490 635	720 454
<i>Bénéfice - activités cédées ou en cours de cession</i>	97 534	31 582	14 142
<i>Résultat net</i>	\$ (2 319 995)	\$ 522 217	\$ 734 596
<i>Bénéfice par action avant dilution</i>			
Bénéfice (perte) - activités en exploitation	\$ (4,18)	\$ 0,85	\$ 1,26
Bénéfice - activités cédées ou en cours de cession	0,17	0,06	0,03
Résultat net	(4,01)	0,91	1,29
Réintégration de l'amortissement des écarts d'acquisition	-	0,50	0,17
Bénéfice (perte) ajusté par action	\$ (4,01)	\$ 1,41	\$ 1,46
<i>Bénéfice par action après dilution</i>			
Bénéfice (perte) - activités en exploitation	\$ (4,18)	\$ 0,85	\$ 1,25
Bénéfice - activités cédées ou en cours de cession	0,17	0,06	0,02
Résultat net	(4,01)	0,91	1,27
Réintégration de l'amortissement des écarts d'acquisition	-	0,50	0,17
Bénéfice (perte) ajusté par action	\$ (4,01)	\$ 1,41	\$ 1,44
Nombre moyen d'actions en circulation	578 588	574 328	570 028
Nombre moyen d'actions en circulation compte tenu de la dilution	578 588	580 214	580 076

Voir Notes aux états financiers consolidés.

SCHLUMBERGER LIMITED (SCHLUMBERGER N.V., ANTILLES NÉERLANDAISES)
ET SOCIÉTÉS FILIALES

BILAN CONSOLIDÉ

Au 31 décembre	2002	(en milliers) 2001
ACTIF		
<i>Valeurs réalisables ou disponibles</i>		
Disponibilités	\$ 168 110	\$ 177 704
Paiements à court terme	1 567 906	1 439 997
Clients et autres débiteurs moins provisions pour créances douteuses (2002 : \$ 172 871 ; 2001 : \$ 145 268)	3 489 406	4 028 450
Stocks	1 043 057	1 204 263
Impôts différés	435 887	321 767
Autres actifs	481 074	532 709
	7 185 440	7 704 890
<i>Immobilisations financières</i>	407 500	576 000
<i>Sociétés mises en équivalence</i>	687 524	648 183
<i>Immobilisations corporelles, moins amortissements cumulés</i>	4 663 756	4 827 879
<i>Données sismiques multiclents</i>	1 018 483	1 028 954
<i>Écarts d'acquisition</i>	4 229 993	6 260 969
<i>Immobilisations incorporelles</i>	558 664	811 349
<i>Impôts différés</i>	147 013	126 057
<i>Autres actifs</i>	536 822	342 086
	\$ 19 435 195	\$ 22 326 367
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
<i>Dettes à court terme</i>		
Fournisseurs, autres créances et charges à payer	\$ 4 580 762	\$ 4 506 634
Provision pour impôts sur les bénéfices	625 058	587 328
Dividendes à verser	109 565	108 642
Fraction des dettes à long terme payable à moins d'un an	452 577	31 990
Emprunts bancaires et à court terme	682 956	983 191
	6 450 918	6 217 785
<i>Dettes à long terme</i>	6 028 549	6 215 709
<i>Avantages complémentaires de retraite</i>	544 456	504 797
<i>Autres éléments du passif</i>	251 607	372 696
	13 275 530	13 310 987
<i>Intérêts minoritaires</i>	553 527	636 899
<i>Capitaux propres</i>		
Capital social	2 170 965	2 045 437
Bénéfices réinvestis	5 560 712	8 314 766
Actions d'autocontrôle, à leur coût d'achat	(1 578 358)	(1 694 884)
Autres éléments du résultat global cumulé	(547 181)	(286 838)
	5 606 138	8 378 481
	\$ 19 435 195	\$ 22 326 367

Voir Notes aux états financiers consolidés.

SCHLUMBERGER LIMITED (SCHLUMBERGER N.V., ANTILLES NÉERLANDAISES)
ET SOCIÉTÉS FILIALES

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice clos le 31 décembre	<i>(en milliers)</i>		
	2002	2001	2000
Flux de trésorerie d'exploitation :			
Bénéfice (perte) - activités en exploitation	\$ (2 417 529)	\$ 490 635	\$ 720 454
Ajustements permettant de rapprocher le résultat net de la trésorerie nette provenant de l'exploitation :			
Dotation aux amortissements ¹	1 545 053	1 887 559	1 263 060
Plus et moins-values de cession d'activités sans incidence sur la trésorerie	3 196 923	271 174	2 706
Plus-values de cession de puits de forage	(86 858)	-	-
Bénéfice des sociétés mises en équivalence, moins dividendes reçus	(64 280)	(61 715)	(39 805)
Impôts différés	(48 702)	17 595	5 257
Provision pour pertes sur comptes clients et autres débiteurs	66 425	56 619	32 301
Variation des postes d'actif et de passif :			
Dim. (aug.) des comptes clients et autres débiteurs	542 669	(907 535)	(364 130)
Dim. (aug.) des stocks	72 383	(259 290)	(194 640)
Dim. (aug.) des autres valeurs réalisables ou disponibles	47 938	(8 048)	(38 656)
(Dim.) aug. des comptes fournisseurs, autres créanciers et charges à payer	(592 878)	204 751	493 104
Aug. (dim.) des provisions pour impôts sur les bénéfices	28 470	12 626	(12 069)
Augmentation des prestations de retraite	39 659	28 417	24 914
Autres, net	(144 158)	(162 602)	(221 900)
TRÉSORERIE NETTE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	2 185 115	1 570 186	1 670 596
Flux de trésorerie d'investissement :			
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 365 996)	(2 044 008)	(1 316 611)
Données sismiques multiclients capitalisées	(344 705)	(416 188)	(222 934)
Actifs incorporels capitalisés	(169 354)	(29 782)	(28 034)
Cessions/mises au rebut d'immobilisations corporelles et autres	276 022	30 824	149 494
Acquisition de Sema plc	(132 155)	(4 778 498)	-
Autres acquisitions d'activités	(44 431)	(452 951)	(1 075 446)
Autres montants versés au titre d'acquisitions	(70 340)	-	-
Cessions d'activités	259 271	902 953	154 843
Cession de puits de forage	95 000	-	-
Produit de cession de puits de forage	24 900	-	-
Cession (acquisition) d'investissements, net	51 334	2 430 911	551 619
TRÉSORERIE NETTE ABSORBÉE PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	(1 420 454)	(4 356 739)	(1 787 069)
Flux de trésorerie de financement :			
Dividendes versés	(433 134)	(430 328)	(426 465)
Produits des plans d'achat d'actions réservés au personnel	107 810	78 965	69 089
Produits de l'exercice d'options d'achat d'actions	67 275	42 795	160 281
Produits de l'émission de dettes à long terme	933 709	4 815 028	956 641
Remboursement du capital sur les dettes à long terme	(1 179 321)	(2 092 670)	(724 911)
(Diminution) augmentation nette des dettes à court terme	(308 623)	370 608	113 608
TRÉSORERIE NETTE (ABSORBÉE PAR) PROVENANT DU FINANCEMENT	(812 284)	2 784 398	148 243
Activités interrompues	31 443	31 515	15 432
(Dim.) aug. nette de la trésorerie avant écarts de conversion	(16 180)	29 360	47 202
Écart de conversion	6 586	(12 374)	(19 073)
Trésorerie à l'ouverture	177 704	160 718	132 589
Trésorerie à la clôture	\$ 168 110	\$ 177 704	\$ 160 718

¹ Comprend les coûts des données sismiques multiclients.

Voir Notes aux états financiers consolidés.

SCHLUMBERGER LIMITED (SCHLUMBERGER N.V., ANTILLES NÉERLANDAISES)
ET SOCIÉTÉS FILIALES

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FONDS PROPRES

(en milliers)

	Actions ordinaires		Bénéfices réinvestis	Autres éléments cumulés du résultat global			Résultat global
	Émises	Autocontrôle		Valeur de marché	Obligation de retraite	Écart de conversion	
Solde au 1er janvier 2000	\$ 1 820 186	\$ (1 878 612)	\$ 7 916 612	\$ -	\$ -	\$ (137 158)	\$ 311 016
Écart de conversion						(28 487)	\$ (28 487)
Cession d'activités						26 441	26 441
Exercice des options d'achat d'actions moins les actions échangées	61 224	99 057					
Plans d'achat d'actions réservés au personnel	42 495	26 594					
Bénéfice net			734 596				734 596
Dividendes déclarés (0,75 dollar par action)			(427 732)				
Crédit d'impôt lié aux options d'achat d'actions	40 000						
Solde au 31 décembre 2000	1 963 905	(1 752 961)	8 223 476	-	-	(139 204)	\$ 732 550
Écart de conversion						(171 930)	\$ (171 930)
Cession de RMS						73 865	73 865
Produits dérivés indexés à leur valeur de marché				(49 569)			(49 569)
Exercice des options d'achat d'actions moins les actions échangées	17 130	25 420					
Actions octroyées aux Administrateurs	156	89					
Plans d'achat d'actions réservés au personnel	46 397	32 568					
Bénéfice net			522 217				522 217
Dividendes déclarés (0,75 dollar par action)			(430 927)				
Crédit d'impôt lié aux options d'achat d'actions	17 849						
Solde au 31 décembre 2001	2 045 437	(1 694 884)	8 314 766	(49 569)	-	(237 269)	\$ 374 583
Écart de conversion						(55 422)	\$ (55 422)
Cession de Reed Hycalog						22 063	22 063
Produits dérivés indexés à leur valeur de marché				(33 291)			(33 291)
Obligations de retraite minimum (régimes britannique et américain)						(313 564)	(313 564)
Crédit d'impôt lié aux obligations minimum de retraite						110 000	110 000
Participation dans le capital de Grant Prideco				9 871			9 871
Exercice des options d'achat d'actions moins les actions échangées	25 410	41 671					
Actions octroyées aux Administrateurs	129	65					
Plans d'achat d'actions réservés au personnel	58 056	49 754					
Perte nette			(2 319 995)				(2 319 995)
Dividendes déclarés (0,75 dollar par action)			(434 059)				
Acquisition de Technoguide	34 496	25 036					
Crédit d'impôt lié aux options d'achat d'actions	7 437						
Solde au 31 décembre 2002	\$ 2 170 965	\$ (1 578 358)	\$ 5 560 712	\$ (72 989)	\$ (203 564)	\$ (270 628)	\$ (2 580 338)

Voir Notes aux états financiers consolidés.

SCHLUMBERGER LIMITED (SCHLUMBERGER N.V., ANTILLES NÉERLANDAISES)
ET SOCIÉTÉS FILIALES

CAPITAL SOCIAL

	<u>Émises</u>	<u>Autocontrôle</u>	<u>En circulation</u>
Solde au 1er janvier 2000	667 054 806	(101 123 676)	565 931 130
Plans d'achat d'actions réservés au personnel	-	1 431 309	1 431 309
Exercice des options d'achat d'actions	30 987	5 331 268	5 362 255
Solde au 31 décembre 2000	<u>667 085 793</u>	<u>(94 361 099)</u>	<u>572 724 694</u>
Plans d'achat d'actions réservés au personnel	-	1 752 833	1 752 833
Actions octroyées aux administrateurs	-	4 800	4 800
Exercice des options d'achat d'actions	8 385	1 399 686	1 408 071
Solde au 31 décembre 2001	<u>667 094 178</u>	<u>(91 203 780)</u>	<u>575 890 398</u>
Plans d'achat d'actions réservés au personnel	-	2 677 842	2 677 842
Actions octroyées aux administrateurs	-	3 500	3 500
Exercice des options d'achat d'actions	10 490	2 243 400	2 253 890
Acquisition de Technoguide	-	1 347 485	1 347 485
Solde au 31 décembre 2002	<u><u>667 104 668</u></u>	<u><u>(84 931 553)</u></u>	<u><u>582 173 115</u></u>

Voir Notes aux états financiers consolidés.

Notes aux états financiers consolidés

Description des activités

Fondé en 1927, Schlumberger Limited est une entreprise internationale de services technologiques, composée de trois pôles : Services pétroliers, l'un des premiers fournisseurs de services et solutions technologiques pour l'industrie pétrolière internationale ; SchlumbergerSema, entreprise de services informatiques qui offre des services de conseil et d'intégration de systèmes, et des solutions réseaux et infrastructures, services destinés en priorité au secteur mondial de l'énergie, dont l'industrie pétrolière et gazière, ainsi qu'à des marchés régionaux desservant les secteurs des télécommunications et de la finance et le secteur public ; et Autres activités regroupant essentiellement Cartes, Terminaux, Compteurs Amérique du Nord et NPTest.

Méthodes comptables adoptées

Les états financiers consolidés de Schlumberger Limited et de ses filiales ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis aux États-Unis d'Amérique.

Activités cédées ou en cours de cession

Le 20 décembre 2002, Schlumberger a achevé la cession de l'activité trépan de Reed Hycalog. Les produits comprenaient 259 millions de dollars en numéraire et 9,7 millions d'actions ordinaires de Grant Prideco, d'une valeur de 103 millions de dollars. Les résultats des activités de Reed Hycalog sont inclus dans les *Activités cédées ou en cours de cession* dans les *Résultats consolidés* et, en 2002, comprennent des résultats d'exploitation de 32 millions de dollars et des produits de cession de 66 millions de dollars. Les actifs cédés représentaient environ 185 millions de dollars.

Le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation des activités cédées ou en cours de cession en 2002, 2001 et 2000 sont détaillés ci-après :

	<i>(en millions)</i>	
	<u>Chiffre d'affaires</u>	<u>Résultat d'exploitation</u>
2002	\$ 212	\$ 32
2001	\$ 245	\$ 32
2000	\$ 195	\$ 14

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés intègrent les comptes des filiales dans lesquelles Schlumberger détient une participation majoritaire. Les principales sociétés dans lesquelles Schlumberger détient une participation comprise entre 20 % et 50 % sont incluses dans le bilan selon la méthode de mise en équivalence au poste *Sociétés mises en équivalence*. La quote-part des bénéfices après impôts des sociétés mises en équivalence est incluse sous la rubrique *Intérêts et autres revenus*. Tous les comptes et transactions intragroupe ont été éliminés.

Reclassements

Certaines données des exercices précédents ont été reclassées afin de respecter la présentation adoptée en 2002.

Estimations

Dans le cadre de l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement admis, la Direction est amenée à effectuer des estimations et à retenir des hypothèses ayant une incidence sur les actifs et passifs inscrits dans les états financiers, sur la publication des actifs et passifs éventuels à la

clôture, ainsi que sur les produits et les charges de l'exercice, tels qu'ils figurent dans les états financiers. Schlumberger évalue constamment ces estimations, notamment les créances douteuses, la valorisation des stocks et des participations, le caractère recouvrable des immobilisations, les provisions pour impôts et les impôts différés, les bénéfices estimés afférents au pourcentage d'achèvement de contrats à long terme, les engagements hors-bilan et les litiges, et les hypothèses actuarielles retenues pour les plans de retraite et autres avantages réservés au personnel. Schlumberger base ses estimations sur les informations historiques et sur diverses autres hypothèses estimées raisonnables au vu des circonstances, dont les résultats constituent le fondement des jugements sur la valeur comptable des actifs et passifs qu'il n'est pas possible de déterminer facilement grâce à d'autres sources. En retenant des hypothèses différentes et dans d'autres circonstances, les résultats pourraient être différents de ces estimations.

Constatacion du chiffre d'affaires

Produits et services

La vente de produits et services de Schlumberger est généralement basée sur des bons de commandes ou des contrats conclus avec le client, en vertu desquels les prix sont fixes ou déterminables et ne comprennent pas de droit de retour ou autres dispositions similaires, ni d'obligations importantes postérieures à la livraison. Le chiffre d'affaires réalisé sur la vente de produits est comptabilisé lors de la livraison et de l'acceptation du bien par le client, et lorsque le transfert de propriété est effectif. Le chiffre d'affaires dégagé par la vente de services est constaté une fois les services fournis et lorsque le recouvrement de la créance afférente est raisonnablement assuré.

Certains chiffres d'affaires sont constatés en fonction du temps passé et des coûts engagés soit selon la nature du contrat, soit selon la méthode de l'avancement des travaux au fur et à mesure que les prestations sont effectuées. Le chiffre d'affaires généré par les contrats facturés en fonction du temps passé et des coûts engagés est enregistré au moment où les services sont fournis. Le chiffre d'affaires lié aux contrats à prix fixe est comptabilisé sur la durée du contrat, en fonction du ratio du coût des services fournis au cours de la période rapporté au coût total estimé des services devant être fournis au titre du contrat. Les pertes à terminaison sont constatées au cours de la période où elles apparaissent probables et peuvent être raisonnablement estimées.

Logiciels

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de licences d'exploitation de logiciels, de contrats de maintenance et des services afférents peut inclure l'installation, les services de conseil et la formation.

Lorsque les services fournis ne sont pas essentiels au fonctionnement du logiciel, le chiffre d'affaires lié à chaque volet du contrat est constaté séparément en fonction de sa juste valeur, déterminée selon des critères objectifs et propres au fournisseur lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies : le contrat est signé, la livraison est effectuée, le prix est fixe et déterminable et le recouvrement de la créance afférente est raisonnablement assuré.

Lorsqu'en vertu du contrat de licence le vendeur est soumis à des obligations durables, ou lorsque l'acceptation par le client est incertaine, le chiffre d'affaires afférent à l'élément concerné, correspondant à sa juste valeur déterminée selon des critères objectifs et propres au vendeur, est différé. La juste valeur déterminée selon des critères objectifs et propres au vendeur est réputée être le prix d'un élément lorsqu'il est vendu séparément. En l'absence de critères objectifs permettant de déterminer la juste valeur des éléments non encore livrés, la totalité du chiffre d'affaires est différée jusqu'à ce que leur juste valeur puisse être déterminée ou que tous les éléments aient été livrés.

Prestations groupées et recouvrement des créances afférentes

De nombreuses ventes proviennent de contrats complexes, qui nécessitent que la société porte de nombreux jugements quant à la comptabilisation du chiffre d'affaires, notamment dans le cadre de prestations groupées. Le chiffre d'affaires lié aux prestations groupées, telles que celles qui prévoient des services

d'installation et d'intégration, est constaté au fur et à mesure que chaque prestation est fournie sur la base de la juste valeur relative de chaque prestation et lorsqu'il ne manque aucun élément essentiel au fonctionnement de ceux livrés.

Dans la conjoncture de marché actuelle, l'évaluation du caractère recouvrable des créances est essentielle à la détermination de la constatation du chiffre d'affaires. Dans le cadre du processus de comptabilisation du chiffre d'affaires, Schlumberger détermine si les créances peuvent être recouvrées avec une certitude raisonnable en fonction de divers facteurs, notamment sa capacité à céder ces créances et une éventuelle détérioration de la solvabilité de ses clients pouvant empêcher la société de céder ses créances. Lorsque Schlumberger peut céder les créances sans recours, le chiffre d'affaires est constaté à concurrence de leur valeur de réalisation estimée. Schlumberger reporte la constatation du chiffre d'affaires et les coûts afférents lorsque la société n'est pas certaine de pouvoir recouvrer ou céder la créance. Schlumberger reporte la constatation du chiffre d'affaires mais enregistre les coûts afférents lorsque la société estime que le recouvrement ou la cession de la créance sont improbables.

Conversion des devises autres que le dollar des États-Unis

La devise fonctionnelle utilisée par Services pétroliers est essentiellement le dollar des États-Unis. SchlumbergerSema et le pôle Autres activités opèrent principalement en monnaie locale. Les postes du bilan enregistrés dans des monnaies fonctionnelles autres que le dollar des États-Unis sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice (taux de change courant). Les écarts de conversion sont imputés directement aux *Capitaux propres* dans le bilan consolidé. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen de l'exercice concerné. Tous les profits ou pertes de change latents ou réalisés sont imputés au résultat de l'exercice au cours duquel ils surviennent. Schlumberger a pour politique de couvrir à terme les gains et pertes latents sur une base mensuelle. Les pertes de change de l'exercice 2002 se sont élevées à 2 millions de dollars, contre 7 millions en 2001 et 4 millions en 2000.

Des opérations de couverture de change à terme destinées à compenser l'effet de la liquidation future des postes du bilan libellés dans des monnaies autres que la monnaie fonctionnelle des sociétés individuelles sont effectuées. Les profits ou les pertes afférents à ces contrats sont comptabilisés lors de la fluctuation des devises, et les charges ou les produits qui en résultent compensent en grande partie les profits ou pertes de change latents relatifs aux actifs et passifs concernés. Les contrats en cours au 31 décembre 2002 concernent l'achat, en différentes devises, d'une somme totale équivalant à 1 594 millions de dollars. Ces contrats arriveront à échéance à différentes dates en 2003.

Immobilisations financières

Les placements à court terme et les investissements à revenu fixe détenus jusqu'à leur échéance sont représentés notamment par des dépôts à terme en eurodollars, des certificats de dépôt, des billets de trésorerie, des eurobillets et des euro-obligations, libellés principalement en dollars des États-Unis. Ils sont comptabilisés à leur coût d'achat majoré des intérêts cumulés, qui avoisinent les taux du marché. La quasi-totalité des placements considérés comme des titres détenus jusqu'à échéance qui ont été acquis et cédés durant l'exercice étaient assortis d'échéances initiales inférieures à trois mois. Les placements à court terme considérés comme des titres de transaction sont comptabilisés à leur valeur de marché. Au 31 décembre 2002, les plus- ou moins-values latentes sur ces titres n'étaient pas significatives.

Dans le cadre de l'établissement de *l'État consolidé des flux de trésorerie*, Schlumberger ne considère pas les placements à court terme comme assimilés à la trésorerie, car leurs échéances initiales excèdent généralement trois mois.

Stocks

Ils sont principalement évalués à leur coût de revient moyen ou à leur valeur de marché si celle-ci est inférieure. Les stocks représentent essentiellement du matériel, des fournitures et des produits finis.

Immobilisations et amortissements

Les immobilisations sont évaluées à leur prix d'acquisition diminué des amortissements qui sont calculés et imputés au résultat selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée des immobilisations. L'équipement technique pétrolier fabriqué ou assemblé par des filiales de Schlumberger est inclus, au prix de revient moyen, dans les immobilisations. Les dépenses encourues pour les remises en état, remplacements et modernisations des immobilisations sont capitalisées. Les dépenses d'entretien et de réparation sont imputées au fur et à mesure aux charges d'exploitation. Lors de la vente ou de la mise au rebut d'une immobilisation, son coût d'acquisition et les amortissements cumulés correspondants sont déduits des comptes du bilan et le montant net, diminué du prix de vente, est enregistré dans le compte de résultat.

Données sismiques multiclients

Schlumberger immobilise les coûts liés à la réalisation de campagnes multiclients. Ces coûts sont imputés au *Coût des ventes et des services* à hauteur d'un pourcentage du chiffre d'affaires total que Schlumberger estime recevoir lors de la commercialisation de ces données. La valeur comptable de chacune de ces campagnes fait l'objet d'un suivi régulier et des ajustements sont apportés en fonction des révisions du chiffre d'affaires estimé.

Capitalisation des coûts de logiciels

Les coûts engagés dans le cadre du développement de logiciels destinés à être commercialisés, loués ou vendus sont capitalisés lorsque leur faisabilité technologique a été établie, en général lorsque l'ensemble des activités de planification, de conception, d'encodage et de tests nécessaires pour assurer qu'une fois produit, le logiciel répondra aux spécifications prévues, notamment les fonctions, les caractéristiques et les performances techniques, a été réalisé. Ces coûts immobilisés font en permanence l'objet d'une revue, basée sur le chiffre d'affaires futur anticipé et les évolutions technologiques du matériel et des logiciels, afin d'établir qu'ils sont recouvrables.

L'amortissement des coûts immobilisés liés au développement de logiciels démarre lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché. L'amortissement est effectué selon la méthode linéaire au cas par cas, ou selon la méthode du ratio de ventes sur la durée de vie utile du produit concerné. Lorsque les coûts immobilisés liés au développement de logiciels non-amortis sont jugés supérieurs à la valeur de réalisation nette du produit, ils sont immédiatement comptabilisés en charges.

Schlumberger immobilise certains coûts liés au développement de logiciels en interne. Les coûts capitalisés comprennent du matériel et des services acquis, les salaires et charges sociales et les frais financiers. Les coûts des logiciels développés en interne sont amortis de façon linéaire sur la durée de vie utile estimée du produit, en général de six ans.

Dépréciation des actifs à long terme

Schlumberger réexamine la valeur comptable de ses actifs à long terme, y compris l'écart d'acquisition et les actifs incorporels, à chaque fois que des événements ou des changements de circonstances engendrent une modification de la valeur comptable, constatée au coût historique, d'un actif à long terme. Schlumberger procède à l'évaluation du recouvrement de la valeur comptable de l'actif concerné en estimant les flux de trésorerie futurs dégagés par l'actif, y compris ceux liés à sa cession. Lorsque les flux de trésorerie futurs sont inférieurs à la valeur comptable de l'actif, une provision pour dépréciation est constituée, correspondant à l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur de l'actif.

Conformément à la norme SFAS 142 (*Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*), adoptée par Schlumberger à compter du 1^{er} janvier 2002, les écarts d'acquisition ont cessé d'être amortis.

Impôts sur les bénéfices

Schlumberger et ses filiales calculent l'impôt sur les bénéfices en fonction des divers codes et règlements fiscaux en vigueur dans les nombreux pays dans lesquels les bénéfices sont réalisés. Les taux d'imposition fixés

par les autorités fiscales de ces pays varient considérablement. Le bénéfice imposable peut être différent du bénéfice avant impôts tel qu'il ressort des états financiers. Des provisions appropriées pour impôts différés sur les bénéfices sont constituées lorsque certains produits et charges sont imputables à un exercice donné pour le calcul de l'impôt et à un autre exercice pour la détermination du résultat comptable. Les impacts liés à la modification des taux d'imposition ou de la législation fiscale sont imputés aux provisions pour impôts sur les bénéfices au cours de la période durant laquelle ces changements sont promulgués. Lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou que la totalité de l'impôt différé actif ne sera pas réalisée à l'avenir, Schlumberger constitue une provision pour dépréciation de l'impôt différé actif.

Au 31 décembre 2002, environ 2,5 milliards de dollars de bénéfices consolidés réinvestis représentaient les bénéfices non distribués des filiales consolidées ainsi que la quote-part de Schlumberger dans les sociétés détenues entre 20 % et 50 %. Il n'a pas été constitué de provision pour les impôts qui seraient dus sur la distribution de ces bénéfices, ceux-ci étant considérés comme réinvestis indéfiniment, ni sur les bénéfices non imposables au moment de leur distribution.

Bénéfice par action

Le bénéfice par action avant dilution est calculé en divisant le bénéfice net par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice dilué par action est calculé en divisant le bénéfice net par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu de la dilution. Le calcul de la dilution suppose que la totalité des options et des bons de souscription qui sont dans la monnaie a été exercée en début d'exercice, et que les produits afférents ont été utilisés par Schlumberger pour racheter des actions au cours moyen du marché de l'exercice. Le tableau ci-dessous rapproche le bénéfice par action avant dilution du bénéfice dilué par action pour les trois derniers exercices :

(en milliers, sauf pour les montants par action)

	Bénéfice (perte) Activités en exploitation	Nombre moyen d'actions en circulation	Bénéfice (perte) par action Activités en exploitation
2002			
Bénéfice avant dilution	\$ (2 417 529)	578 588	\$ (4,18)
Effets de la dilution :			
Options		—	—
Bénéfice dilué ¹	<u>\$ (2 417 529)</u>	<u>578 588</u>	<u>\$ (4,18)</u>
2001			
Bénéfice avant dilution	\$ 490 635	574 328	\$ 0,85
Effets de la dilution :			
Options		5 886	—
Bénéfice dilué	<u>\$ 490 635</u>	<u>580 214</u>	<u>\$ 0,85</u>
2000			
Bénéfice avant dilution	\$ 720 454	570 028	\$ 1,26
Effets de la dilution :			
Options		10 048	(0,01)
Bénéfice dilué	<u>\$ 720 454</u>	<u>580 076</u>	<u>\$ 1,25</u>

¹ Il n'y a pas eu de dilution en 2002 en raison de la perte nette.

Bénéfice net ajusté

Le tableau ci-dessous rapproche le résultat publié du résultat net issu de l'adoption, le 1^{er} janvier 2002, de la norme comptable SFAS 142 (*Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*) – voir *Nouvelles normes comptables* ci-après.

	(en milliers)		
	2002	2001	2000
Bénéfice (perte) publié, net	\$ (2 319 995)	\$ 522 217	\$ 734 596
Amortissement des écarts d'acquisition	-	291 574	94 746
Bénéfice (perte) ajusté, net	<u>\$ (2 319 995)</u>	<u>\$ 813 791</u>	<u>\$ 829 342</u>

Frais d'études et de recherche

Ils sont tous comptabilisés en charges au fur et à mesure, y compris les dépenses relatives aux brevets et aux droits afférents. En 2001, une charge de 25 millions de dollars a été constatée dans le cadre des travaux de recherche en cours au titre de l'acquisition de Bull CP8.

Nouvelles normes comptables

En juin 2001, les normes comptables SFAS 141 (*Regroupement d'entreprises*) et SFAS 142 (*Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*) ont été publiées. Schlumberger a adopté SFAS 141 pour les acquisitions postérieures au 30 juin 2001. SFAS 142 a été adoptée à compter du 1^{er} janvier 2002. Conformément aux dispositions de SFAS 142, Schlumberger a entrepris une première analyse de la dépréciation des écarts d'acquisition au premier trimestre 2002 et a effectué une revue "basée sur les événements" au quatrième trimestre 2002. Aux termes des conclusions de l'évaluation menée par un tiers indépendant, il existait une dépréciation s'élevant à 2,6 milliards de dollars, validée par le Conseil d'administration en décembre 2002 dans le cadre de l'approbation du nouveau plan stratégique de SchlumbergerSema.

L'amortissement des écarts d'acquisition et de la force de travail a pris fin à compter du 1^{er} janvier 2002. La force de travail, soit 175 millions de dollars, nets des impôts différés, a été reclassée dans les *Écarts d'acquisition*.

Le tableau ci-après détaille l'amortissement des écarts d'acquisition et autres actifs incorporels inclus dans les résultats de Schlumberger :

	(en millions)		
	Avant impôts		
	2002	2001	2000
Écarts d'acquisition	\$ -	\$ 270	\$ 96
Force de travail	-	32	-
Autres actifs incorporels	72	45	5
	<u>\$ 72</u>	<u>\$ 347</u>	<u>\$ 101</u>

En juin 2001, la norme SFAS 143 (*Comptabilisation des actifs mis hors service ou au rebut*) a été publiée. SFAS 143 sera adoptée par Schlumberger à compter du 1^{er} janvier 2003. La société estime que l'adoption de cette norme n'aura pas d'impact significatif sur sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

En août 2001, la norme SFAS 144 (*Comptabilisation de la dépréciation ou la cession d'immobilisations*) a été publiée. Cette norme, adoptée à compter du 1^{er} janvier 2002, n'a pas eu d'impact significatif sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de Schlumberger.

À compter du 1^{er} janvier 2002, Schlumberger a adopté la recommandation (Extrait 01-14) du FASB (*Caractérisation au compte de résultat des remboursements perçus au titre des débours*). Le chiffre

d'affaires de l'exercice précédent a été retraité afin d'intégrer les coûts facturés aux clients, auparavant classés dans un compte d'attente, qui doivent dorénavant être rattachés au chiffre d'affaires. Le reclassement a dû être effectué uniquement pour Services pétroliers car SchlumbergerSema était déjà en conformité avec cette nouvelle norme. Le *résultat d'exploitation* et le *coût des ventes et des services* de Services pétroliers ont augmenté de 557 millions de dollars en 2001 et de 416 millions de dollars en 2000. Il n'y a pas eu d'impact sur la trésorerie ou le résultat net.

Le 29 juillet 2002, le Financial Accounting Standards Board a publié la norme SFAS 146 (*Comptabilisation des coûts liés à l'interruption ou la cession d'activités*). Selon cette norme, les entreprises doivent constater les coûts liés à l'interruption ou la cession d'activités lorsqu'ils sont engagés plutôt qu'à la date d'établissement d'un programme d'interruption ou de cession d'activités. Cette norme couvre notamment les coûts afférents à la résiliation de baux et certaines indemnités de licenciement liées à la restructuration ou l'interruption d'une activité, à la fermeture d'une usine ou à d'autres activités d'interruption ou de cession. Les précédentes dispositions comptables étaient celles de la recommandation EITF Issue N° 94-3, (*Constatation des charges liées à certaines indemnités de licenciement et des autres coûts engagés pour l'interruption d'une activité [notamment certains coûts engagés dans le cadre d'une restructuration]*). SFAS 146 remplace Issue 94-3. Schlumberger appliquera SFAS 146 par anticipation pour les interruptions et les cessions effectuées postérieurement au 31 décembre 2002. En conséquence, à l'avenir, les charges se rapportant aux plans de restructuration, jusqu'ici enregistrées à la date d'approbation du programme d'interruption ou de cession, pourront être comptabilisées sur plusieurs exercices.

En novembre 2002, le FASB a publié l'interprétation N° 45 du (*Comptabilisation et publication d'informations par le garant sur les garanties, y compris les garanties indirectes de dettes de tiers*). Aux termes de cette interprétation, certaines données comptables et autres informations sur les garanties données à des tiers, y compris sur les dettes, doivent être fournies. La norme est applicable de façon prospective pour les garanties données ou modifiées après le 31 décembre 2002. Schlumberger estime que son adoption n'aura pas d'impact significatif sur la situation financière ou sur les résultats d'exploitation de la société.

En janvier 2003, le Emerging Issues Task Force (EITF) a publié la recommandation N° 00-21 (*Comptabilisation du chiffre d'affaires afférent aux prestations groupées*). Cette norme détermine les critères de constatation du chiffre d'affaires afférent aux contrats regroupant plusieurs prestations. EITF 00-21 autorise la comptabilisation du chiffre d'affaires uniquement lorsque la juste valeur de l'élément non encore livré est connue et que cet élément, pris isolément, a une valeur pour le client. EITF 00-21 donne également des orientations sur la ventilation du total du chiffre d'affaires issu du contrat dans les éléments individuels en fonction de la juste valeur de chaque produit ou service fourni. Schlumberger est actuellement en voie de déterminer si cette norme aura un impact significatif sur sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

Transaction avec Hanover Compressor

En août 2001, Schlumberger a cédé à Hanover Compressor Company l'activité mondiale de gaz comprimé de Services pétroliers. Les produits de cession comprenaient des actions ordinaires de Hanover Compressor d'une valeur de 173 millions de dollars à la clôture, qui ne peuvent être cédées jusqu'au 30 août 2004, et un billet subordonné à long terme de 150 millions de dollars venant à échéance le 15 décembre 2005.

Au 31 décembre 2002, la valeur de marché de la participation de Schlumberger dans le capital social de Hanover Compressor s'élevait à 80 millions de dollars. À la suite de la chute du cours de l'action en-deçà de sa valeur comptable au deuxième trimestre 2002, Schlumberger a réalisé une évaluation, exercice qu'elle poursuit périodiquement conformément à sa politique de détermination des dépréciations autres que temporaires. Schlumberger a évalué le caractère recouvrable de sa participation en analysant les informations récentes sur le secteur, ainsi que les résultats d'exploitation et la situation financière de Hanover Compressor, compte tenu de l'obligation, de la capacité et de l'intention de la société de détenir cette participation à long terme. Schlumberger a conclu qu'au 31 décembre 2002, il existait des éléments probants en faveur du recouvrement de sa valeur comptable, que les perspectives commerciales de Hanover

Compressor n'étaient pas menacées par des événements ou des modifications de circonstances, que d'un point de vue commercial, les fondamentaux étaient satisfaisants étant donné la baisse des stocks de gaz naturel et l'augmentation du prix du gaz naturel en Amérique du Nord et que le repli du cours de l'action, qui correspond à la volatilité historique du secteur, est en grande partie imputable à la conjoncture du marché. En outre, les réductions des effectifs et des dépenses d'investissement récemment annoncées par Hanover, conjuguées au fait qu'aucune dette de la société n'arrive à échéance dans un avenir proche, devraient permettre de dégager des ressources suffisantes à court terme. Schlumberger considère le changement récent de l'équipe de direction de Hanover Compressor comme un élément positif pour sa participation. En conséquence, Schlumberger a conclu que la baisse de la valeur de marché de sa participation (93 millions de dollars) dans Hanover Compressor au 31 décembre 2002 était de nature temporaire et n'a donc pas constitué de provision à ce titre. Si cette baisse de valeur se révélait durable ou que Schlumberger modifiait son évaluation, la société imputerait le montant réputé irrécouvrable à ses résultats.

Le billet subordonné à long terme de 150 millions de dollars est assorti d'une clause de remboursement obligatoire en cas d'émission, de cession ou autre vente d'actions ordinaires ou autres titres de capital par Hanover Compressor effectué dans le cadre d'une offre publique ou d'un placement privé. Dans toutes autres circonstances, la société peut effectuer le remboursement à son gré. Schlumberger considère qu'au 31 décembre 2002, la valeur comptable de ces titres est totalement recouvrable.

Dans le cadre du contrat de cession, Schlumberger est convenu que le financement de la joint venture PIGAP II au Venezuela serait sans recours pour l'acquéreur et serait exécuté avant le 31 décembre 2002. Par conséquent, Schlumberger s'est engagé, dans le cadre de ce financement, à garantir 30 % (environ 80 millions de dollars) jusqu'à l'achèvement du projet en 2002. Si, au 31 décembre 2002, le refinancement n'est pas devenu sans recours pour l'acquéreur ou que l'état d'achèvement n'est pas en phase finale, Hanover Compressor dispose d'une option lui permettant de revendre sa participation dans la joint venture à Schlumberger.

Schlumberger ayant initialement différé la constatation de la plus-value de cession de la joint venture en 2001, ses résultats d'exploitation ne seraient pas affectés par la levée de l'option par Hanover Compressor.

Événement postérieur à la clôture (non audité)

Du fait de la crise au Venezuela, le financement sans recours n'a pas été réalisé au 31 décembre 2002, bien que le projet soit en phase finale d'achèvement. Le 30 janvier 2003, Hanover Compressor a notifié son intention d'exercer son droit de revente de sa participation à Schlumberger. L'option de vente est subordonnée à certains accords et autres conditions. L'obligation de garantir le financement à laquelle Schlumberger était soumise est devenue caduque.

Charges – activités en exploitation

Schlumberger a constaté les charges et les crédits suivants au titre des activités en exploitation :

En décembre 2002, une charge nette de 3 081 millions de dollars (5,30 dollars par action). Le 10 décembre 2002, Schlumberger a annoncé que le Conseil d'administration avait approuvé une actualisation de la stratégie de son pôle SchlumbergerSema. Les perspectives du nouveau plan stratégique, les valeurs économiques actuelles et la réorganisation de SchlumbergerSema représentent des événements significatifs nécessitant la réalisation d'un test de dépréciation conformément à la norme comptable FAS 142. SchlumbergerSema a été "valorisé" isolément ; chaque unité de SchlumbergerSema soumise au reporting a été valorisée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie sur la base de prévisions à long terme établies par la direction de SchlumbergerSema en collaboration avec un expert externe. Les ratios implicites issus de l'analyse selon la méthode des flux de trésorerie actualisés ont été comparés à ceux de sociétés similaires et aux transactions récemment réalisées dans le secteur de l'informatique, en vue d'évaluer la juste valeur des unités. La juste valeur s'est avérée être inférieure à la valeur comptable. En conséquence, sur la base de la valorisation faite par Schlumberger, une provision a été constituée pour ramener l'écart d'acquisition à sa juste valeur estimée. La dépréciation de l'écart d'acquisition reflète principalement les difficultés actuelles auxquelles le secteur des télécommunications est confronté, ainsi que le repli marqué de la valeur de marché des sociétés d'informatique

faisant partie du secteur de SchlumbergerSema. Certaines immobilisations incorporelles ont également été identifiées et dépréciées dans le cadre de cette analyse.

Schlumberger a comptabilisé des charges liées à des licenciements, à des locaux ainsi que d'autres charges en vue de réduire les coûts de SchlumbergerSema et de WesternGeco. Ces charges portent sur des coûts n'offrant aucun avantage futur pour les activités en exploitation de ces sociétés. Au quatrième trimestre, Schlumberger a également comptabilisé une provision pour dépréciation afin de refléter une modification des projections économiques de WesternGeco. Cette provision couvre les coûts d'une banque de données sismiques multiclients, ainsi que la dépréciation des impôts différés et d'autres coûts.

Au total, ces charges représentent 3 168 millions de dollars. Le tableau ci-après résume ces charges, qui comprennent des plus-values de cession de puits de forage de 87 millions de dollars :

Provision pour dépréciation de l'écart d'acquisition	\$ 2 638
Provision pour dépréciation d'immobilisations corporelles	147
Indemnités de licenciement de SchlumbergerSema et autres charges	97
Indemnités de licenciement de WesternGeco et autres charges	117
Provision pour dépréciation des données sismiques multiclients	184
Autres	<u>42</u>
Charges avant impôts et intérêts minoritaires	3 225
Impôts ¹	33
Intérêts minoritaires	<u>(90)</u>
	3 168
Plus-values de cession de puits de forage	<u>(87)</u>
	<u><u>\$ 3 081</u></u>

¹ Comprend une provision pour dépréciation des impôts différés de 94 millions de dollars.

Les charges ci-dessus avant impôts et intérêts minoritaires et les plus-values de cession de puits de forage sont comptabilisés dans le *Coût des ventes et des services*.

En mars 2002, une charge de 29 millions de dollars (30 millions avant impôts et un crédit au titre des intérêts minoritaires de 1 million, soit 0,05 dollar par action après dilution) se rapportait à la crise financière et économique en Argentine. En janvier, le gouvernement argentin a éliminé tous les contrats libellés en dollars et converti en pesos toutes les créances en dollars. En conséquence, le risque de change de Schlumberger a considérablement augmenté. Du fait de la dévaluation de la monnaie, une différence de change négative (nette des couvertures) sur les actifs nets, principalement des créances clients, a été constatée. En outre, il a été constitué une provision au titre de la rationalisation des locaux et des effectifs. L'exposition modérée de SchlumbergerSema en Argentine a également été provisionnée. La charge avant impôts est incluse dans les résultats consolidés à la rubrique *Coût des ventes et des services*.

En mars 2001, une charge de 25 millions de dollars (0,04 dollar par action après dilution) liée aux travaux de recherche en cours dans le cadre de l'acquisition de Bull CP8.

En juin 2001, une charge de 280 millions de dollars (0,48 dollar par action après dilution) liée à une provision constituée au titre de la moins-value estimée sur la cession de certaines activités de RMS (électricité et eau en dehors de l'Amérique du Nord et les activités mondiales de gaz). Cette charge comprenait la comptabilisation en pertes d'écarts d'acquisition (139 millions de dollars) et des écarts de conversion cumulés (79 millions de dollars).

En septembre 2001, un crédit avant impôts de 42 millions de dollars (3 millions après impôts) au titre de la plus-value réalisée sur la cession de l'activité mondiale compression de gaz, en partie compensée par une provision constituée au titre de la cession de certaines activités. Les produits issus de cette cession

incluaient 274 millions de dollars en numéraire, un billet subordonné à long terme de 150 millions de dollars ainsi que des actions nouvellement émises par Hanover Compressor Company d'une valeur de 173 millions de dollars. Les actions ne peuvent être mises sur le marché pendant une période de trois ans. Dans le cadre de cette transaction, Schlumberger est convenu que le financement d'un projet de joint venture (PIGAP II) serait sans recours pour l'acquéreur et serait exécuté avant le 31 décembre 2002. Par conséquent, Schlumberger s'est engagé, dans le cadre de ce financement, à garantir 30 % (environ 80 millions de dollars) jusqu'à l'achèvement du projet fin 2002. Si, au 31 décembre 2002, le refinancement n'est pas devenu sans recours pour l'acquéreur ou que l'état d'achèvement n'est pas en phase finale, Hanover Compressor dispose d'une option lui permettant de revendre sa participation dans la joint venture à Schlumberger. La constatation de la plus-value de cession de cette société a été différée.

En décembre 2001, un crédit avant impôts de 119 millions de dollars (5 millions après impôts et intérêts minoritaires, soit 0,01 dollar par action après dilution), comprenant les éléments suivants :

- Un crédit de 223 millions de dollars (117 millions après impôts) provenant de la cession de l'activité compteurs d'eau Amérique du Nord de RMS.
- Une charge avant impôts de 43 millions de dollars (37 millions après impôts) liée à des indemnités de licenciement, principalement en Europe et aux États-Unis, de personnels de Services pétroliers et de SchlumbergerSema, conséquence de la situation actuelle du marché.
- Une charge fiscale de 29 millions de dollars au titre de la restructuration.
- Une charge supplémentaire avant impôts de 28 millions de dollars (20 millions après impôts) liée à la moins-value, estimée au deuxième trimestre, sur la cession de certaines activités de RMS. Cette cession a été définitivement réalisée au cours du quatrième trimestre.
- Une provision pour dépréciation d'actifs de 33 millions de dollars (23 millions après impôts et intérêts minoritaires) constituée à la suite d'une estimation récente de la dépréciation technologique de certains actifs sismiques de la joint venture nouvellement créée.

Les montants avant impôts de 2001 tiennent compte : d'une charge cumulée de 119 millions de dollars incluse dans la rubrique *Coût des ventes et des services*, d'une charge de 25 millions inscrite au poste *Frais d'études et de recherche* et d'un crédit de 10 millions de dollars comptabilisé dans les *Intérêts minoritaires*.

En décembre 2000, une charge avant impôts de 84 millions de dollars, compensée par une plus-value avant impôts de 82 millions (net - 3 millions après impôts et intérêts minoritaires, soit 0,00 dollar par action après dilution), comprenant les éléments suivants :

- Une charge de 29 millions de dollars (25 millions après impôts) liée pour l'essentiel à la provision pour dépréciation de certains stocks et indemnités de licenciement se rapportant à l'activité Solutions semi-conducteurs en raison de la faible activité du marché.
- Une charge de 55 millions de dollars (39 millions après impôts et intérêts minoritaires) liée à la création de la joint venture de sismique WesternGeco, y compris une provision pour dépréciation d'actifs et indemnités de licenciement se rapportant à Geco-Prakla, une société de Schlumberger.
- Un crédit de 82 millions de dollars (61 millions après impôts) représentant la plus-value de cession de deux Services gaziers en Europe. Le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation net des deux activités cédées ont été de, respectivement, 110 millions de dollars et une perte de 740 000 dollars en 2000 (10 mois) et de, respectivement, 163 millions de dollars et un bénéfice de 2,7 millions de dollars en 1999.

La plus-value avant impôts afférente à la cession des Services gaziers figure à la rubrique *Produits financiers et autres revenus*. Les charges avant impôts concernant les Solutions semi-conducteurs et

WesternGeco sont incluses au poste *Coût des ventes et des services*. Un crédit de 9 millions de dollars, lié aux charges de WesternGeco, est inclus à la rubrique *Intérêts minoritaires*.

Les provisions constituées au titre des locaux et des indemnités de licenciement en décembre 2002 sont analysées ci-après :

	<i>(montants en millions)</i>		
	<u>Licenciements</u>		<u>Locaux</u>
	<u>Montant</u>	<u>Effectifs</u>	<u>Montant</u>
Charges	\$ 94,5	3 492	\$ 42,8
Décaissées en 2002	32,9	1 643	6,6
Solde au 31 décembre 2002	<u>\$ 61,6</u>	<u>1 849</u>	<u>\$ 36,2</u>

Le reliquat des indemnités de licenciement devrait être décaissé avant le 30 septembre 2003.

La charge de décembre 2001 comprenait des indemnités de licenciement de 41 millions de dollars (775 personnes), qui ont été versées.

La charge de décembre 2000 comprenait des indemnités de licenciement de 9 millions de dollars (380 personnes), qui ont été versées.

Acquisitions

Acquisition de Sema plc

Le 21 février 2001, Schlumberger a annoncé avoir conclu un accord avec le conseil d'administration de Sema plc portant sur les conditions d'une offre d'acquisition de la totalité du capital social émis et à émettre de Sema plc.

Le 8 mars 2001, une filiale à 100 % de Schlumberger a acquis sur le marché environ 20 % du capital social émis de Sema pour un montant de 1 milliard de dollars.

Le 6 avril 2001, l'offre d'achat des actions Sema a été déclarée inconditionnelle dans tous ses aspects. Le total du prix d'acquisition de l'ensemble des actions en circulation de Sema, soit 5,15 milliards de dollars (y compris les frais liés à la transaction), a été financé grâce aux liquidités existantes et à des emprunts entrant dans le cadre d'une facilité de crédit de 3 milliards de dollars.

Le 3 octobre 2001, des filiales entièrement détenues par Schlumberger ont procédé à une émission d'obligations de 1,9 milliard de dollars (1,4 milliard en euro et 425 millions en livres sterling) sur le marché européen. Le taux d'intérêt moyen de ces obligations, dont les échéances s'échelonnent de 2008 à 2032, est de 5,9 %. Les produits de cette émission ont servi au remboursement d'emprunts bancaires contractés initialement par ces filiales pour financer l'acquisition de Sema plc.

Cette opération a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. L'écart d'acquisition et les actifs incorporels identifiés, qui totalisaient 5,19 milliards de dollars, ont été amortis de façon linéaire en 2001. La norme comptable SFAS 142, adoptée à compter du 1^{er} janvier 2002, n'autorise plus l'amortissement des écarts d'acquisition et de la force de travail (voir *Nouvelles normes comptables*). Les actifs incorporels continuent d'être amortis de façon linéaire sur une durée de 10 ans.

La valeur totale des écarts d'acquisition et des actifs incorporels identifiés comprend les éléments suivants :

	<i>(en milliards)</i>
Prix d'acquisition (frais compris)	\$ 5,15
Ajustements liés à la méthode de l'acquisition	0,34
Actifs corporels acquis, net	<u>(0,30)</u>
	<u>\$ 5,19</u>

Les ajustements liés à la méthode de l'acquisition comprennent principalement des indemnités de licenciement (84 millions de dollars pour un effectif de 1 781 personnes), des fermetures de locaux (33 millions de dollars) et des impôts et des frais de restructuration (50 millions de dollars). Au 31 décembre 2001, 26 millions de dollars des indemnités de licenciement concernant 593 personnes avaient été décaissés. Le reliquat a été versé en 2002.

Aux fins du reporting financier, Schlumberger a intégré les résultats d'exploitation de Sema dans ses états financiers consolidés à compter du 1er avril 2001. Si Sema avait été inclus dans le périmètre de consolidation à compter du 1er janvier, le bénéfice consolidé des douze mois clos le 31 décembre 2001 aurait augmenté de 538 millions de dollars (non audité) et se serait élevé à 14,3 milliards de dollars (non audité), et le bénéfice net consolidé aurait diminué d'environ 140 millions de dollars à 382 millions de dollars (non audité). Cette baisse est pour l'essentiel imputable à l'accroissement des frais financiers, l'amortissement des actifs incorporels et au recul des produits financiers. Sur une base pro forma, le résultat d'exploitation et le bénéfice net de Schlumberger se seraient élevés respectivement à 12 milliards de dollars (non audité) et à 300 millions de dollars (non audité) en 2000.

Sema est une société de services informatiques employant environ 22 000 personnes à la date d'acquisition, qui conçoit, met en œuvre, exploite et gère des systèmes d'information et offre à ses clients les services de conseils informatiques afférents. Parmi les secteurs d'activité dans lesquels Sema opère, la société s'est axée sur les télécommunications et la finance, et, outre ses services informatiques, offre une large gamme de logiciels qu'elle a développés spécifiquement pour ces secteurs. La clientèle de Sema compte diverses entreprises et administrations publiques du monde entier. Les services et les produits offerts par Sema comprennent l'intégration de systèmes et les conseils afférents, des logiciels destinés aux secteurs des télécommunications, de l'énergie, du transport et de la finance, et des services d'externalisation.

Autres acquisitions

En 2002, des filiales de Schlumberger ont effectué les acquisitions suivantes :

- En mars, Inside Reality, société norvégienne spécialisée dans la technologie de réalité virtuelle à l'usage des secteurs pétrolier et gazier. Le prix d'acquisition s'est élevé à 18 millions de dollars en numéraire. Parmi les actifs acquis, les immobilisations incorporelles représentaient 18 millions de dollars.
- En avril, DBR International Inc., fabricant canadien d'équipements d'analyse de fluide offrant des services de conseil en analyse des fluides aux secteurs pétrolier et gazier. Le prix de cette opération s'est élevé à 12 millions de dollars en numéraire, et les actifs acquis comprenaient des écarts d'acquisition de 6 millions de dollars.
- En avril, A. Comeau and Associates, fournisseur canadien d'outillage de précision électrique et de services pour les puits activés. Le prix d'acquisition s'est élevé à 6 millions de dollars en numéraire, et les actifs acquis comprenaient un écart d'acquisition de 6 millions de dollars.
- En décembre, Technoguide AS, développeur de logiciels de modélisation de réservoirs leader dans son secteur. Le prix d'acquisition, soit 68 millions de dollars, comprenait 8 millions en numéraire et 1,35 million d'actions Schlumberger valorisées à 60 millions de dollars. Les actifs acquis comprenaient 23 millions de dollars au titre d'un écart d'acquisition et 44 millions se rapportant à des immobilisations incorporelles (principalement des droits de propriété intellectuelle).

Ces opérations ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition.

En 2001, des filiales de Schlumberger ont effectué les acquisitions suivantes :

- En mars, Bull CP8, leader sur le marché des cartes à microprocesseurs et applications associées destinées aux secteur bancaire, des téléphones portables et de la sécurisation de réseaux. Le prix d'acquisition s'est élevé à 313 millions de dollars versés en numéraire. Les actifs acquis comprenaient des immobilisations incorporelles identifiables (principalement des brevets) d'un montant de 136 millions de dollars et des écarts d'acquisition de 140 millions de dollars. Les travaux de recherche et développement en cours repris dans le cadre de cette transaction, dont le montant total s'élevait à 25 millions de dollars, ont été comptabilisés en charges au premier trimestre.
- En juin, Infosynergy ASA, société norvégienne d'intégration de systèmes d'information et de facturation clientèle. Le prix d'acquisition s'est élevé à 29 millions de dollars en numéraire. Les actifs acquis comprenaient un écart d'acquisition de 29 millions de dollars.
- En septembre, Sensor Highways Limited, société britannique leader sur le marché de la conception, de la fabrication et du déploiement de capteurs en fibres optiques de nouvelle génération ainsi que sur le marché des solutions informatiques en temps réel au profit des secteurs pétrolier et gazier et de la production et de la distribution d'énergie. Le montant total de cette acquisition, soit 100 millions de dollars, comprenait 70 millions en numéraire et 30 millions en titres. Les actifs acquis comprenaient des immobilisations incorporelles d'un montant de 48 millions de dollars et un écart d'acquisition de 50 millions de dollars.
- En septembre, Phoenix Petroleum Services, société britannique leader sur le marché des outils, des technologies et des techniques destinés à optimiser les services d'activation des puits, notamment ceux utilisant des pompes submersibles. Le prix d'acquisition s'est élevé à 33 millions de dollars en numéraire. Les actifs acquis comprenaient un écart d'acquisition de 26 millions de dollars.

Ces opérations ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition.

En 2000, des filiales de Schlumberger ont effectué les acquisitions suivantes :

- En janvier, Telweb Inc., fournisseur d'accès Internet basé à Québec, au Canada. Le prix d'acquisition s'est élevé à 28 millions de dollars et les actifs acquis comprenaient un écart d'acquisition de 28 millions.
- En avril, Operational Services, Inc., fournisseur de systèmes et de processus efficaces permettant une approche systématisée de la gestion de la production. Le prix d'acquisition s'est élevé à 13 millions de dollars et comprenait un écart d'acquisition de 13 millions.
- En mai, la quasi-totalité des actifs de CellNet Data Systems, Inc., fournisseur de services de télé-métrie pour le développement et le déploiement de systèmes de lecture automatique de compteurs. L'acquisition a été effectuée dans le cadre des dispositions prévues par la loi américaine sur les faillites et a été autorisée par le tribunal des faillites américain. Le prix d'acquisition s'est élevé à 209 millions de dollars et aucun écart d'acquisition n'a été constaté.
- En octobre, Data Marine Systems Limited, fournisseur mondial de services de télécommunications permettant la transmission de données à distance. Le prix d'acquisition s'est élevé à 83 millions de dollars et les actifs acquis comprenaient un écart d'acquisition de 75 millions.
- En novembre, une participation de 70 % dans Convergent Group, prestataire de services de conseil dans le domaine de l'intégration de systèmes informatiques et de gestion de projets. Le prix d'acquisition s'est élevé à 263 millions de dollars et les actifs acquis comprenaient un écart d'acquisition de 214 millions.

- En novembre, une participation de 70 % dans WesternGeco, nouvelle entité regroupant Geco-Prakla, l'activité sismique de Schlumberger et Western Geophysical, l'unité sismique de Baker Hughes Incorporated. Le prix d'acquisition, soit 720 millions de dollars, comprenait 500 millions en numéraire et une participation de 30 % dans Geco-Prakla, valorisée à 220 millions. Aucun écart d'acquisition n'a été constaté au titre de cette opération.

Ces acquisitions ont été constatées selon la méthode de l'acquisition.

Les résultats pro forma non audités concernant ces acquisitions ne sont pas présentés, leur impact n'étant pas significatif.

Participations dans les filiales

Schlumberger et Smith International Inc. possèdent une joint venture de fluides de forage détenue à 40 % et comptabilisée selon la méthode de mise en équivalence par Schlumberger. Au 31 décembre 2002, la participation de Schlumberger s'élevait à 592 millions de dollars, contre 573 millions au 31 décembre 2001. La part de Schlumberger dans le résultat de cette joint venture était de 48 millions de dollars en 2002, 51 millions en 2001 et 33 millions en 2000.

Investissements

Le bilan consolidé fait état du portefeuille d'investissement de Schlumberger, réparti entre court et long terme en fonction des échéances. Dans des circonstances normales, Schlumberger compte conserver ces titres jusqu'à leur échéance, à l'exception des investissements considérés comme des titres de transaction (0 dollar au 31 décembre 2002 et 146 millions de dollars au 31 décembre 2001).

Les échéances des titres à revenu fixe sont les suivantes : 138 millions de dollars en 2004 et 270 millions en 2005.

Le 31 décembre 2002, il n'existait pas de swaps de taux d'intérêt en cours concernant les investissements. Les contrats de swap de taux d'intérêt n'ont pas eu d'impact significatif sur les produits financiers consolidés.

Titrisation

En septembre 2000, une filiale entièrement détenue par Schlumberger a conclu un contrat de cession de créances en vertu duquel elle s'est engagée à céder, à titre permanent, jusqu'à 220 millions de dollars de ses créances en une part indivisible, montant ultérieurement porté à 250 millions. Le montant des créances cédées dans le cadre de ce contrat totalisait 155 millions de dollars au 31 décembre 2002 et 176 millions au 31 décembre 2001. À moins qu'il ne soit prorogé en vertu d'un amendement, ce contrat expire en septembre 2003.

Stocks

Le tableau ci-dessous présente un résumé des stocks :

<u>Au 31 décembre</u>	<i>(en millions)</i>	
	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Matières premières et matériel de développement de champs	\$ 1 010	\$ 1 087
Travaux en cours	118	180
Produits finis	138	220
	1 266	1 487
Moins : provisions pour obsolescence	223	283
	<u>\$ 1 043</u>	<u>\$ 1 204</u>

Immobilisations incorporelles

Elles se répartissent comme suit :

<u>Au 31 décembre</u>	<i>(en millions)</i>	
	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Terrains	\$ 63	\$ 82
Immeubles et agencements	1 225	1 050
Matériel et équipement	<u>10 314</u>	<u>10 047</u>
Coût total	11 602	11 179
Moins : amortissements cumulés	6 938	6 351
	<u>\$ 4 664</u>	<u>\$ 4 828</u>

Les durées de vie utiles des immeubles et agencements s'échelonnent principalement de 30 à 40 ans. 11 % du matériel et équipement sont amortis sur des périodes allant de 16 à 25 ans, 10 % sur des périodes comprises entre 10 et 15 ans et 79 % sur des périodes de 2 à 9 ans.

Données sismiques multiclients

Le tableau ci-après indique les variations de la valeur comptable des données sismiques multiclients :

	<i>(en millions)</i>	
	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Solde à l'ouverture	\$ 1 029	\$ 976
Capitalisées au cours de l'exercice	345	416
Imputées au coût des ventes	(172)	(363)
Dépréciation, imputée au résultat	(184)	-
Solde à la clôture	<u>\$ 1 018</u>	<u>\$ 1 029</u>

Écarts d'acquisition

Les variations des écarts d'acquisition sont résumées ci-dessous :

	<i>(en millions)</i>	
	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Solde à l'ouverture	\$ 6 261	\$ 1 576
Reclassement d'Assembled Workforce, net des impôts différés ¹	175	-
Dépréciation, imputée au résultat	(2 638)	-
Impact des variations des taux de change	370	(118)
Amortissement, imputé au résultat	-	(261)
Autre, acquisitions et cessions comprises ²	62	5 064
Solde à la clôture	<u>\$ 4 230</u>	<u>\$ 6 261</u>

¹ À la suite de l'adoption de SFAS 142 le 1^{er} janvier 2002.

² 2001 comprend l'acquisition de Sema plc (4,84 milliards de dollars).

Les variations de la valeur comptable des écarts d'acquisition par pôle en 2002 sont détaillées ci-après :

(en millions)

	<u>Services pétroliers</u>	<u>Schlumberger Sema</u>	<u>Autres activités</u>	<u>Total</u>
Solde à l'ouverture	\$ 1 980	\$ 3 952	\$ 329	\$ 6 261
Reclassement d'Assembled Workforce, net des impôts différés	-	175	-	175
Dépréciation, imputée au résultat	-	(2 618)	(20)	(2 638)
Autre ¹	112	53	267	432
Solde à la clôture	<u>\$ 2 092</u>	<u>\$ 1 562</u>	<u>\$ 576</u>	<u>\$ 4 230</u>

¹ Acquisitions, cessions et impact des variations des taux de change compris.

Les variations de la valeur comptable des écarts d'acquisition par pôle en 2001 sont résumées ci-après :

(en millions)

	<u>Services pétroliers</u>	<u>Schlumberger Sema</u>	<u>Autres activités</u>	<u>Total</u>
Solde à l'ouverture	\$ 1 036	\$ 213	\$ 327	\$ 1 576
Acquisition de Sema plc	950	3 890	-	4 840
Amortissement, imputé au résultat	(62)	(167)	(32)	(261)
Autre ¹	56	16	34	106
Solde à la clôture	<u>\$ 1 980</u>	<u>\$ 3 952</u>	<u>\$ 329</u>	<u>\$ 6 261</u>

¹ Acquisitions, cessions et impact des variations des taux de change compris.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont résumés ci-après :

<u>Au 31 décembre</u>	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Valeur comptable brute	<u>\$ 953</u>	\$ 914
Moins : amortissements cumulés	<u>394</u>	103
	<u>\$ 559</u>	<u>\$ 811</u>

Les amortissements imputés au résultat se sont élevés à 118 millions en 2002. Conformément à SFAS 142 (voir *Nouvelles normes comptables*), 259 millions de dollars (nets des amortissements) ont été reclassés dans les écarts d'acquisition.

Les actifs incorporels comprennent pour l'essentiel des brevets, des logiciels, des technologies et autres éléments similaires. Au 31 décembre, la valeur comptable brute, les amortissements cumulés et les durées d'amortissements des actifs incorporels étaient les suivants :

(en millions)

	2002		2001		Durées d'amortissement
	Valeur comptable brute	Amortissements cumulés	Valeur comptable brute	Amortissements cumulés	
Logiciels	\$ 458	\$ 164	\$ 214	\$ 44	5 - 10 ans
Technologies	242	81	175	6	5 - 10 ans
Brevets	174	124	143	29	5 - 10ans
Autre ¹	79	25	382	24	1 - 15 ans
	\$ 953	\$ 394	\$ 914	\$ 103	

¹ En 2001, comprend la force de travail, reclassée dans les écarts d'acquisition à la suite de l'adoption de SFAS 142 le 1^{er} janvier 2002.

La durée d'amortissement moyenne pondérée de l'ensemble des actifs incorporels avoisine 7 ans.

Les amortissements imputés au résultat au cours des cinq années suivantes sont estimés, sur la base de la valeur brute comptable au 31 décembre 2002, à : 134 millions de dollars en 2003, 112 millions de dollars en 2004, 96 millions de dollars en 2005, 75 millions de dollars en 2006 et 56 millions de dollars en 2007.

Dettes à long terme

Le tableau ci-dessous détaille les dettes à long terme par devise au 31 décembre :

(en millions)

	2002				2001			
	Obligations	Billets de trésorerie	Autres	Total	Obligations	Billets de trésorerie	Autres	Total
Dollar des États-Unis	\$ 997	\$ 724	\$ 407	\$ 2 128	\$ -	\$ 335	\$ 2 859	\$ 3 194
Euro	1 399	442	237	2 078	1 188	-	377	1 565
Livre sterling	676	579	122	1 377	615	-	586	1 201
Dollar canadien	116	-	75	191	115	-	14	129
Yen	-	-	58	58	-	-	107	107
Autre devise	-	-	197	197	-	-	20	20
	\$ 3 188	\$ 1 745	\$ 1 096	\$ 6 029	\$ 1 918	\$ 335	\$ 3 963	\$ 6 216

En janvier 2002, deux filiales principales de Schlumberger en Europe ont lancé un programme de billets de trésorerie libellé en euros, garanti par Schlumberger Limited et soutenu par une facilité de crédit à long terme. Les emprunts entrant dans le cadre du programme de billets de trésorerie sont classés dans la dette à long terme dans la mesure où ils sont couverts par des facilités de crédit garanties disponibles et non utilisées venant à échéance à plus d'un an, et où la société compte conserver ces engagements sur une période supérieure à un an.

Le 4 avril 2002, la principale filiale américaine de Schlumberger a émis 1 milliard de dollars d'obligations à 10 ans, 6,50 % sur le marché américain. Les obligations ont été émises en vertu des dispositions prévues par la règle 144A de la loi américaine de 1933 sur les valeurs mobilières et n'ont pas fait l'objet d'un enregistrement permanent.

Au 31 décembre 2002, les emprunts en euros comprenaient 881 millions de dollars d'obligations 5,25 % échéance 2008 et 518 millions de dollars d'obligations 5,875 % échéance 2011 émises sur le marché de l'euro par la principale filiale en France. Le total de la valeur de marché de ces emprunts s'élevait à 1 483 millions de dollars au 31 décembre 2002.

Au 31 décembre 2002, les emprunts libellés en livres sterling comprenaient 398 millions de dollars d'obligations 6,25 %, échéance 2008, et 278 millions de dollars d'obligations 6,50 %, échéance 2032, émises sur le marché de l'euro par la principale filiale au Royaume-Uni. Le total de la valeur de marché de ces emprunts s'élevait à 734 millions de dollars au 31 décembre 2002.

Le reliquat de la dette à long terme porte intérêt à taux variables. Ces intérêts sont révisés au maximum tous les six mois. Au 31 décembre 2002, la valeur comptable de la dette à long terme avoisinait sa juste valeur. Le taux d'intérêt moyen pondéré du total des dettes en cours au 31 décembre 2002 était de 5 %, compte tenu de l'impact des swaps de taux d'intérêt analysé ci-après.

Au 31 décembre 2002, les dettes à long terme étaient remboursables aux échéances suivantes (en millions de dollars) : 410 en 2004, 355 en 2005, 315 en 2006, 1 835 en 2007 et 3 114 ultérieurement.

Le 31 décembre 2002, les swaps de taux d'intérêt en cours étaient les suivants : des swaps de taux d'intérêt payeur fixe / receveur variable sur 800 millions de dollars de dettes libellées en dollars des États-Unis ; des swaps de taux d'intérêt payeur fixe / receveur variable sur des dettes de 67 millions de dollars libellés en yens. Ces dettes ont diverses échéances jusqu'en décembre 2009. Les contrats de swap ont eu pour effet d'accroître les frais financiers de 37 millions de dollars en 2002.

Lignes de crédit

Le 31 décembre 2002, les filiales à 100 % de Schlumberger détenaient diverses lignes de crédit représentant au total 7,7 milliards de dollars auprès de banques commerciales, dont 7,3 milliards étaient garantis et 3,7 milliards étaient disponibles et non tirés. Ce montant comprend des lignes de crédit garanties de 4,6 milliards de dollars couvrant des emprunts entrant dans le cadre des programmes de billets de trésorerie aux États-Unis et en Europe, dont 3,6 milliards viennent à échéance en janvier 2007 et 1 milliard, arrivant à échéance en janvier 2003, a été renouvelé à concurrence de 500 millions de dollars. Les taux d'intérêt et autres conditions d'emprunt varient d'un pays à l'autre.

Produits dérivés et opérations de couverture

À compter du 1^{er} janvier 2001, Schlumberger a adopté la norme comptable SFAS 133 (Comptabilisation des produits dérivés et des opérations de couverture) portant sur la comptabilisation des produits dérivés et des opérations de couverture. Schlumberger utilise des produits dérivés tels que des swaps de taux d'intérêt, des swaps de devises, des contrats de change à terme et des options de change. Les contrats de change à terme offrent une couverture contre les effets des fluctuations des devises sur les actifs et passifs libellés dans une devise autre qu'une des monnaies fonctionnelles de la société. Les options sont habituellement utilisées pour couvrir le risque de change sur les engagements fermes concernant, généralement, la construction d'actifs à long terme.

La stratégie de Schlumberger en matière de gestion du risque de change consiste à utiliser des instruments dérivés afin de se protéger contre les variations imprévues des résultats et des flux de trésorerie dues à la volatilité des taux de change. Les fluctuations de change constituent un risque pour les activités de Schlumberger dans la mesure où elles peuvent en affecter la rentabilité et les flux de trésorerie. Schlumberger utilise des contrats de change à terme, des swaps et des options. Dans le cadre de sa stratégie de gestion du risque de taux d'intérêt, Schlumberger utilise des emprunts à taux fixe et des produits dérivés pour minimiser les fluctuations significatives et imprévues des résultats dues à la volatilité des taux d'intérêt.

Schlumberger a pour objectif de (1) gérer la sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt en modifiant les taux ou les échéances de certaines de ses dettes et (2) diminuer, si possible, le coût des capitaux empruntés.

Schlumberger encourt un risque de crédit et de marché induit par l'utilisation d'instruments financiers dérivés destinés à couvrir le risque de variation des taux de change et des taux d'intérêts. La société minimise son risque de crédit en concluant des transactions avec des contreparties de premier plan, en limitant son exposition vis-à-vis de chacune d'entre elles et en suivant l'évolution de leur situation financière. Le risque de marché est géré par la mise en place et le suivi de paramètres qui limitent les types de risque de marché et les niveaux de tolérance de la société.

Au 31 décembre 2002, Schlumberger a comptabilisé une charge nette de 83 millions de dollars dans les capitaux propres au titre des produits dérivés et des opérations de couverture. Cette charge se rapporte

principalement à une modification de la valeur de marché des swaps de taux d'intérêt conclu par la société aux États-Unis en raison de la baisse des taux.

Capital

Schlumberger est autorisé à émettre 1 500 000 000 d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,01 dollar, dont 582 173 115 et 575 890 398 étaient en circulation aux 31 décembre 2002 et 2001, respectivement. Schlumberger est également autorisé à émettre 200 000 000 d'actions privilégiées à dividende cumulatif d'une valeur nominale de 0,01 dollar, qui peuvent être émises par tranche selon les conditions définies par le Conseil d'administration. Aucune action privilégiée n'a encore été émise. Les détenteurs d'actions ordinaires et privilégiées disposent d'une voix par action détenue.

Plans de rémunération en actions

Au 31 décembre 2002, Schlumberger disposait de deux types de plans de rémunération en actions, tels que détaillés ci-dessous. Schlumberger comptabilise ses plans conformément à la norme comptable APB 25 et ses interprétations. La société n'a pas enregistré de coûts de rémunération au titre de ses plans d'achat et d'options d'achat d'actions. Si les coûts de rémunération afférents à ces plans avaient été calculés sur la base de la juste valeur des options à la date d'octroi, conformément à la norme SFAS 123, le bénéfice net et le bénéfice par action de Schlumberger auraient représenté les montants suivants :

	<i>(en millions, sauf pour les montants par action)</i>		
	<u>2002</u>	<u>2001</u>	<u>2000</u>
Résultat net			
Publié	\$ (2 320)	\$ 522	\$ 735
Pro forma	\$ (2 476)	\$ 386	\$ 633
Résultat par action avant dilution			
Publié	\$ (4,01)	\$ 0,91	\$ 1,29
Pro forma	\$ (4,28)	\$ 0,67	\$ 1,11
Résultat par action après dilution			
Publié	\$ (4,01)	\$ 0,91	\$ 1,27
Pro forma	\$ (4,28)	\$ 0,67	\$ 1,09

Plans d'options d'achat d'actions

En 2002, 2001, 2000, et au cours des exercices précédents, Schlumberger a octroyé à ses dirigeants et cadres supérieurs des options d'achat d'actions dans le cadre des plans d'options d'achat d'actions de Schlumberger. Pour la totalité des options octroyées, le prix d'exercice de chaque option équivaut au prix de marché de l'action de Schlumberger à la date d'octroi, l'échéance d'une option ne peut être supérieure à dix ans, et les droits sur les options s'acquièrent et peuvent être exercés par tranche de 20 % sur cinq ans.

Conformément à la norme comptable SFAS 123, la juste valeur de chaque tranche d'options accordée est évaluée à la date d'octroi selon la méthode de détermination des prix d'options de Black-Scholes à l'aide des hypothèses moyennes pondérées suivantes, utilisées en 2002, 2001 et 2000 : dividende de 0,75 dollar ; volatilité estimée comprise entre 32 % et 36 % en 2002, entre 32 % et 35 % en 2001 et entre 27 % et 33 % en 2000 ; taux d'intérêt sans risque en 2002 compris entre 4,34 % et 5,25 % pour les dirigeants et entre 3,04 % et 4,73 % pour les autres employés ; taux d'intérêt sans risque en 2001 de 4,91 % pour les dirigeants et compris entre 3,87 % et 5,01 % pour les autres employés ; taux d'intérêt sans risque en 2000 compris entre 5,75 % et 6,84 % pour les dirigeants et 5,69 % et 6,72 % pour les autres employés ; durée estimée des options de 6,6 années pour les dirigeants et de 5,07 années pour les autres employés en 2002, de 5,51 années pour les dirigeants et 5,02 années pour les autres employés en 2001 et de 7,16 années pour les dirigeants et 5,49 années pour les autres employés en 2000.

Le tableau ci-après détaille la couverture financière des plans d'options d'achat d'actions aux 31 décembre 2002, 2001 et 2000, ainsi que les variations des plans à ces dates :

	2002		2001		2000	
	Actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Options à prix fixe						
En circulation à l'ouverture	32 836 340	\$ 55,80	31 208 321	\$ 54,43	31 613 924	\$ 37,91
Octroyées	7 314 617	\$ 55,14	4 110 468	\$ 61,55	5 643 500	\$ 79,64
Exercées	(2 296 593)	\$ 30,02	(1 444 588)	\$ 31,88	(5 447 870)	\$ 30,76
Annulées	(984 680)	\$ 66,69	(1 037 861)	\$ 71,27	(601 233)	\$ 62,03
En circulation à la clôture	<u>36 869 684</u>	<u>\$ 57,03</u>	<u>32 836 340</u>	<u>\$ 55,80</u>	<u>31 208 321</u>	<u>\$ 54,43</u>
Options pouvant être exercées à la clôture	21 142 473		19 724 680		16 277 868	
Juste valeur moyenne pondérée des options octroyées durant l'exercice	\$ 20,22		\$ 21,51		\$ 30,03	

Le tableau ci-dessous résume les informations concernant les options actuellement en circulation et celles pouvant être exercées en fonction de cinq fourchettes de prix d'exercice au 31 décembre 2002 :

Fourchette de prix d'exercice	Options en circulation			Options pouvant être exercées	
	Nombre d'options en circulation au 31/12/02	Durée de vie résiduelle moyenne pondérée	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options pouvant être exercées au 31/12/02	Prix d'exercice moyen pondéré
\$ 3,831 - \$ 22,073	114 170	2,71	\$ 18,925	114 170	\$ 18,925
\$ 24,142 - \$ 30,710	5 354 259	2,18	\$ 27,634	5 354 259	\$ 27,634
\$ 30,795 - \$ 44,843	4 290 878	3,97	\$ 39,264	3 883 836	\$ 38,990
\$ 46,075 - \$ 65,330	16 516 490	7,96	\$ 56,343	4 528 477	\$ 55,207
\$ 71,315 - \$ 82,348	10 593 887	6,28	\$ 80,566	7 261 731	\$ 80,811
	<u>36 869 684</u>	6,16	<u>\$ 57,030</u>	<u>21 142 473</u>	<u>\$ 53,844</u>

Plan d'achat d'actions réservé au personnel

Dans le cadre du plan d'achat d'actions de Schlumberger, Schlumberger est autorisé à émettre jusqu'à 22 012 245 d'actions ordinaires destinées à ses employés. Selon les dispositions du plan, les employés ont la possibilité d'épargner jusqu'à 10 % de leur salaire annuel pour acquérir des actions ordinaires de Schlumberger. Le prix d'achat de l'action représente 85 % de son cours le plus bas au début ou à l'issue de l'année couverte par le plan. Schlumberger a vendu 2 677 842 d'actions à ses employés dans le cadre de ce plan en 2002, contre 1 752 833 en 2001 et 1 431 309 en 2000. Le coût des rémunérations pro forma a été calculé à hauteur de la juste valeur des droits acquis par les employés, qui ont été évalués à l'aide de la méthode Black-Scholes en fonction des hypothèses suivantes pour les exercices 2002, 2001 et 2000 : dividende de 0,75 dollar ; durée de vie estimée de 1 an ; volatilité estimée de 34 % en 2002, 36 % en 2001 et 38 % en 2000 ; et taux d'intérêt sans risque de 1,74 % en 2002, 3,03 % en 2001 et 5,71 % en 2000. La juste valeur moyenne pondérée des droits d'achat octroyés s'est élevée à 13,324 dollars en 2002, 15,540 dollars en 2001 et à 23,141 dollars en 2000.

Impôts sur les bénéfices

Schlumberger et ses filiales exercent leurs activités dans plus de cent juridictions fiscales différentes, dans lesquelles les taux d'imposition varient globalement entre 0 % et 50 %.

En 2002, le résultat comptable avant impôts aux États-Unis comprenait des plus-values de cession d'activités totalisant environ 143 millions de dollars. Le résultat comptable avant impôts des activités en exploitation assujetti à l'impôt sur les bénéfices aux États-Unis et à l'étranger, pour chacun des trois exercices clos le 31 décembre, est analysé ci-dessous :

	<i>(en millions)</i>		
	2002	2001	2000
États-Unis	\$ 146	\$ 700	\$ 48
Autres pays	(2 376)	373	889
Résultat avant impôts	<u>\$ (2 230)</u>	<u>\$ 1 073</u>	<u>\$ 937</u>

Schlumberger dispose de différences temporaires nettes de 583 millions de dollars au 31 décembre 2002, y compris une provision pour dépréciation de 147 millions concernant les pertes nettes de certaines activités en Europe, et de 488 millions au 31 décembre 2001. Les principaux éléments de ces différences temporaires se rapportaient, au 31 décembre 2002, à des prestations de retraites et assimilées (200 millions de dollars), des avantages consentis au personnel (225 millions), des immobilisations, des stocks et autres (123 millions), ainsi qu'à des pertes nettes (182 millions de dollars moins une provision pour dépréciation partielle de 147 millions). Au 31 décembre 2001, ces différences concernaient les avantages complémentaires de retraite (186 millions de dollars), les avantages consentis aux employés (93 millions), les immobilisations, stocks et autres éléments (120 millions) et les pertes d'exploitation nettes (49 millions).

Les éléments de la charge d'impôts consolidée au titre des activités en exploitation sont analysés ci-dessous :

	<i>(en millions)</i>		
	2002	2001	2000
Charge de l'exercice			
États-Unis - impôt fédéral	\$ 22	\$ 332	\$ 21
États-Unis - impôt des États	1	43	4
Autres pays	182	179	186
	<u>\$ 205</u>	<u>\$ 554</u>	<u>\$ 211</u>
Impôts différés			
États-Unis - impôt fédéral	\$ 28	\$ 5	\$ (4)
États-Unis - impôt des États	2	3	(2)
Autres pays	(103)	(8)	13
Provision pour dépréciation	147	-	-
	<u>\$ 74</u>	<u>\$ -</u>	<u>\$ 7</u>
Impôt consolidé sur les bénéfices	<u>\$ 279</u>	<u>\$ 554</u>	<u>\$ 218</u>

Au cours de chacun des trois exercices, Schlumberger a comptabilisé plusieurs charges / crédits au titre des activités en exploitation. Ces éléments sont détaillés dans la note *Charges – activités en exploitation* en page 37. Le tableau ci-dessous fournit un rapprochement entre le taux d'imposition fédéral aux États-Unis (35 %) et le taux d'imposition consolidé effectif :

	<u>2002</u>	<u>2001</u>	<u>2000</u>
Taux de l'impôt fédéral aux États-Unis	(35) %	35 %	35 %
Taux de l'impôt des États aux États-Unis	-	2 %	-
Bénéfices à l'étranger imposés à des taux différents	(6) %	(5) %	(12) %
Provision pour dépréciation	7 %	-	-
Charges et crédits	47 %	20 %	-
Taux d'imposition effectif	<u>13 %</u>	<u>52 %</u>	<u>23 %</u>

Le taux d'imposition effectif de Schlumberger, hors charges et crédits, était de 26 % en 2002, 32 % en 2001 et de 23 % en 2000.

Baux et engagements de location

Le montant total des loyers s'est élevé à 458 millions de dollars en 2002, 390 millions en 2001 et 287 millions en 2000. Les engagements minima de location dans le cadre de baux non résiliables pour les prochains exercices clos le 31 décembre sont les suivants (en millions de dollars) : 2003, 219 ; 2004, 187 ; 2005, 130 ; 2006, 109 et 2007, 117. Ces engagements passeront de 309 à 19 millions de dollars au cours des trois périodes quinquennales suivantes. Sur la durée résiduelle des baux, le montant total des engagements s'élève à 29 millions de dollars.

Engagements hors-bilan

Le bilan consolidé comprend des provisions pour les coûts futurs estimés des mesures de remise en état de l'environnement liées à l'utilisation et à l'évacuation, dans le passé, de matières dangereuses. La majeure partie de ces coûts concerne des activités cédées ainsi que des installations ou des sites qui ne sont plus exploités. Il est possible que le coût final de remise en état dépasse les montants estimés du fait du caractère aléatoire de certains éléments, tels que le moment et le niveau de retraitement, la technologie à venir, les modifications réglementaires, les risques de dommages corporels ou de dégradation des ressources naturelles ou de biens immobiliers ainsi que divers autres facteurs. La Direction n'estime cependant pas que de tels coûts supplémentaires aient un impact significatif sur les liquidités, la situation financière ou les résultats d'exploitation consolidés futurs.

En outre, Schlumberger et ses filiales sont engagés dans divers procès. Bien qu'il ne soit actuellement pas possible de présager de l'issue de ces procès, Schlumberger considère que tout passif qui pourrait en résulter ne devrait pas affecter de manière significative sa trésorerie, sa situation financière et ses résultats consolidés futurs.

Les instruments financiers de Schlumberger soumis au risque de concentration de crédit comprennent principalement des disponibilités et des placements à court terme ainsi que des créances sur la clientèle. Schlumberger place ses liquidités auprès d'institutions et de sociétés financières et limite son risque de crédit vis-à-vis de chacune d'entre elles. Schlumberger évalue de manière active la solvabilité des émetteurs auprès desquels la Société investit. Les créances sur la clientèle sont concentrées au sein de quelques activités et zones géographiques.

Informations par pôle d'activité

Schlumberger se compose de trois pôles d'activité : Services pétroliers (OFS), SchlumbergerSema (SLSEMA) et Autres activités.

L'activité OFS, qui couvre quatre secteurs économiques et géographiques clairement définis, est évaluée sur la base suivante : premièrement, l'Amérique du Nord, un marché autosuffisant ; deuxièmement, l'Amérique latine, constituée par des marchés régionaux interdépendants des États-Unis ; troisièmement, l'Europe, autre marché important et autosuffisant, dans lequel nous incluons la CEI et l'Afrique de l'Ouest, dont l'économie

est reliée de plus en plus étroitement à celle de l'Europe ; quatrième, la région Moyen-Orient / Asie, qui comprend les autres pays de l'hémisphère oriental, à divers stades de développement économique, tous dépendants du secteur pétrolier. Le secteur OFS offre tous les services d'exploration et de production nécessaires pendant la durée de vie d'un gisement de pétrole. Schlumberger estime que tous les produits et services sont liés et attend des performances identiques des uns et des autres.

SchlumbergerSema, qui couvre trois secteurs économiques et géographiques clairement définis, est évalué sur la base suivante : l'Amérique du Nord et du Sud, un marché important et autosuffisant, l'Europe, un marché important et autosuffisant qui englobe le Moyen-Orient et l'Afrique, et l'Asie, qui comprend les autres pays de l'hémisphère oriental. SchlumbergerSema est un prestataire de services de premier ordre en matière de technologies de l'information et offre son expertise du domaine et ses capacités mondiales à un niveau local. SchlumbergerSema bénéficie d'une expertise reconnue dans le domaine du conseil, de l'intégration de systèmes, de l'infogérance et des produits connexes auprès des secteurs des télécommunications, de l'énergie et de l'électricité, des finances, des transports, des marchés publics ainsi que des marchés pétroliers.

Le pôle Autres activités comprend principalement Cartes, Terminaux, Compteurs Amérique du Nord et les activités de NPTest. En 2001 et en 2000, il englobait également Resource Management Services, cédé depuis.

Les informations financières par secteur d'activité pour les trois exercices clos les 31 décembre 2002, 2001 et 2000 sont les suivantes :

	2 0 0 2							
	Chiffre d'affaires	Résultat après impôts et intérêts minoritaires	Intérêts minoritaires	Impôts	Résultat avant impôts	Actifs attribués aux secteurs	Dotation aux amortissements et aux provisions	Dépenses d'investissement
OFS								
Amérique du Nord	\$ 2 780	\$ 254	\$ -	\$ 155	\$ 409	\$ 3 154	\$ 456	\$ 576
Amérique latine	1 471	148	-	27	175	1 443	175	143
Europe/CEI/Afrique de l'Ouest	2 678	245	-	77	322	1 919	291	311
Moyen-Orient/Asie	2 368	394	-	63	457	2 024	277	284
Éliminations et autres	50	(54)	1	18	(35)	2 762	58	126
	<u>9 347</u>	<u>987</u>	<u>1</u>	<u>340</u>	<u>1 328</u>	<u>11 302</u>	<u>1 257</u>	<u>1 440</u>
SLSEMA								
Amérique du Nord et du Sud	545	(28)	-	(15)	(43)	625	40	88
Europe/Moyen-Orient/Afrique	2 317	121	2	45	168	2 541	121	95
Asie	213	2	-	3	5	369	34	27
Éliminations et autres	(84)	(74)	(1)	(21)	(96)	393	-	-
	<u>2 991</u>	<u>21</u>	<u>1</u>	<u>12</u>	<u>34</u>	<u>3 928</u>	<u>195</u>	<u>210</u>
AUTRES ACTIVITÉS	1 442	14	2	4	20	1 451	76	32
Éliminations et autres	(306)	(34)	(4)	(110)	(148)	2 644	17	29
	<u>\$ 13 474</u>	<u>\$ 988</u>	<u>\$ -</u>	<u>\$ 246</u>		<u>\$ 19 325</u>	<u>\$ 1 545</u>	<u>\$ 1 711</u>
Produits financiers					68			
Frais financiers					(364)			
Charges					(3 168)			
					<u>\$ (2 230)</u>			

(en millions)

2001

	Résultat après impôts et intérêts				Résultat avant impôts	Actifs attribués aux secteurs	Dotation aux amortissements et aux provisions	Dépenses d'investissement
	Chiffre d'affaires	minoritaires	Intérêts minoritaires	Impôts				
OFS								
Amérique du Nord	\$ 3 654	\$ 534	\$ -	\$ 318	\$ 852	\$ 3 070	\$ 602	\$ 999
Amérique latine	1 574	161	-	39	200	1 582	163	238
Europe/CEI/Afrique de l'Ouest	2 341	264	-	80	344	2 022	275	320
Moyen-Orient/Asie	2 162	388	-	67	455	1 741	257	396
Éliminations et autres	136	(93)	35	10	(48)	2 532	36	159
	<u>9 867</u>	<u>1 254</u>	<u>35</u>	<u>514</u>	<u>1 803</u>	<u>10 947</u>	<u>1 333</u>	<u>2 112</u>
SLSEMA								
Amérique du Nord et du Sud	523	(25)	-	(27)	(52)	906	33	108
Europe/Moyen-Orient/Afrique	1 714	93	-	33	126	3 763	55	57
Asie	155	9	-	4	13	508	26	57
Éliminations et autres	(134)	(99)	-	(21)	(120)	2 321	-	-
	<u>2 258</u>	<u>(22)</u>	<u>-</u>	<u>(11)</u>	<u>(33)</u>	<u>7 498</u>	<u>114</u>	<u>222</u>
AUTRES ACTIVITÉS	2 136	85	6	2	93	1 465	85	77
Éliminations et autres	(203)	(303)	(3)	(114)	(420)	2 416	356	49
	<u>\$ 14 058</u>	<u>\$ 1 014</u>	<u>\$ 38</u>	<u>\$ 391</u>		<u>\$ 22 326</u>	<u>\$ 1 888</u>	<u>\$ 2 460</u>
Produits financiers					153			
Frais financiers					(380)			
Charges					(143)			
					<u>\$ 1 073</u>			

(en millions)

2000

	Résultat après impôts et intérêts				Résultat avant impôts	Actifs attribués aux secteurs	Dotation aux amortissements et aux provisions	Dépenses d'investissement
	Chiffre d'affaires	minoritaires	Intérêts minoritaires	Impôts				
OFS								
Amérique du Nord	\$ 2 459	\$ 235	\$ -	\$ 145	\$ 380	\$ 2 985	\$ 403	\$ 608
Amérique latine	1 192	64	-	22	86	1 305	186	212
Europe/CEI/Afrique de l'Ouest	1 666	160	-	57	217	1 689	221	259
Moyen-Orient/Asie	1 716	275	-	28	303	1 475	229	261
Éliminations et autres	220	22	(1)	34	55	1 585	-	9
	<u>7 253</u>	<u>756</u>	<u>(1)</u>	<u>286</u>	<u>1 041</u>	<u>9 039</u>	<u>1 039</u>	<u>1 349</u>
SLSEMA								
Amérique du Nord et du Sud	157	(35)	-	(32)	(67)	637	15	15
Europe/Moyen-Orient/Afrique	61	2	-	-	2	100	1	2
Asie	20	1	-	1	2	5	1	1
Éliminations et autres	-	(9)	-	(3)	(12)	-	-	-
	<u>238</u>	<u>(41)</u>	<u>-</u>	<u>(34)</u>	<u>(75)</u>	<u>742</u>	<u>17</u>	<u>18</u>
AUTRES ACTIVITÉS	2 468	119	8	28	155	1 913	94	166
Éliminations et autres	(128)	(134)	-	(72)	(206)	5 479	112	8
	<u>\$ 9 831</u>	<u>\$ 700</u>	<u>\$ 7</u>	<u>\$ 208</u>		<u>\$ 17 173</u>	<u>\$ 1 262</u>	<u>\$ 1 541</u>
Produits financiers					297			
Frais financiers					(273)			
Charges					(2)			
					<u>\$ 937</u>			

Les éliminations du résultat net des Services pétroliers comprennent certains frais de siège non affectés à un secteur géographique, la fabrication et autres opérations et les coûts maintenus dans OFS, y compris les intérêts minoritaires se rapportant à WesternGeco.

Les éliminations du résultat net de SchlumbergerSema comprennent certains frais de siège non affectés à un secteur géographique et d'autres coûts maintenus dans SchlumbergerSema.

La rubrique Éliminations et autres des Autres activités inclut l'amortissement de l'écart d'acquisition (en 2001 et en 2000) et d'autres actifs incorporels, de même que des charges hors exploitation, telles que les charges liées aux transferts entre secteurs et aux frais financiers (hormis ceux figurant ci-dessus), qui ne sont pas

incluses dans le résultat d'exploitation par secteur. Les actifs non attribuables à un secteur comprennent principalement des placements à court terme et des placements à revenu fixe détenus jusqu'à échéance.

Au cours des trois exercices clos le 31 décembre 2002, aucun client ne représentait à lui seul plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé.

Au cours des trois derniers exercices, Schlumberger n'a dégagé aucun chiffre d'affaires autre qu'intragroupe dans son pays de domiciliation. Durant chacun de ces trois exercices, seul le chiffre d'affaires réalisé aux États-Unis a représenté plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé. Le chiffre d'affaires réalisé aux États-Unis s'est élevé à 4,0 milliards de dollars en 2002, contre 5,1 milliards en 2001, et 3,5 milliards en 2000.

Les frais financiers ne comprennent pas les montants inclus dans les résultats des secteurs (2002 - 4 millions de dollars ; 2001 - 5 millions ; 2000 - 5 millions).

La dotation aux amortissements et aux provisions et les dépenses d'investissement comprennent les coûts se rapportant aux données sismiques multiclients.

Retraites et avantages complémentaires de retraite

Régimes de retraite aux États-Unis

Schlumberger et sa filiale aux États-Unis ont adopté plusieurs régimes de retraite à prestations définies en faveur de la quasi-totalité du personnel. La valeur des droits est déterminée en fonction du nombre d'années de service et de la moyenne des rémunérations. Ces régimes sont presque intégralement couverts par des versements effectués auprès d'un trustee, tant pour les services passés que présents. Les charges comptabilisées dans l'exercice sont déterminées par des actuaires indépendants. La politique de gestion de ces plans de retraite est de verser chaque année les montants déductibles fiscalement de l'impôt fédéral sur les sociétés. Ces contributions ont pour but de couvrir les droits cumulés et ceux provenant d'obligations futures.

Les hypothèses suivantes ont été retenues pour le calcul de la charge de retraite de 2002 : taux d'actualisation, 7,25 % ; taux d'augmentation des rémunérations, 3 % ; et rendement des actifs des fonds, 8,5 %. En 2001, les hypothèses retenues étaient de respectivement 7,5 %, 4,5 % et 9 %. En 2000, ces hypothèses s'élevaient à, respectivement, 7,75 %, 4,5 % et 9 %.

Le montant de la charge nette des régimes de retraite aux États-Unis est analysé ci-dessous :

	<u>2002</u>	<u>2001</u>	<u>(en millions)</u> <u>2000</u>
Coût relatif aux services rendus au cours de l'exercice	\$ 51	\$ 38	\$ 32
Charge d'intérêt sur le coût des prestations projetées	90	84	76
Rendement anticipé des actifs des fonds (rendement réel : 2002, \$ (114) ; 2001, \$ (70) ; 2000, \$ (2))	(93)	(101)	(97)
Amortissement des actifs à la date de changement de méthode	-	(1)	(1)
Amortissement des obligations relatives aux services passés et autres	7	7	5
Amortissement des gains nets latents non comptabilisés	-	(4)	(11)
Charge de retraite nette de l'exercice	<u>\$ 55</u>	<u>\$ 23</u>	<u>\$ 4</u>

À compter du 1^{er} janvier 2000, Schlumberger et ses filiales ont modifié leurs régimes de retraite afin d'améliorer les prestations offertes à leurs employés.

Aux 31 décembre 2002 et 2001, la variations de la valeur de l'ensemble des droits projetés, les actifs des régimes de retraite et le montant des engagements étaient les suivants :

	2002	(en millions) 2001
Valeur de l'ensemble des droits projetés à l'ouverture	\$ 1 254	\$ 1 105
Coût relatif aux services rendus	51	38
Charge d'intérêts	90	84
Pertes actuarielles	123	96
Prestations versées	(77)	(69)
Valeur de l'ensemble des droits projetés à la clôture	<u>\$ 1 441</u>	<u>\$ 1 254</u>
Valeur au cours du marché des actifs des fonds à l'ouverture	\$ 1 074	\$ 1 212
Rendement effectif des actifs des fonds	(114)	(70)
Cotisations patronales	69	1
Prestations versées	(77)	(69)
Valeur au cours du marché des actifs à la clôture	<u>\$ 952</u>	<u>\$ 1 074</u>
Excédent de la valeur des actifs par rapport à la valeur de l'ensemble des droits projetés	\$ (489)	\$ (180)
Déficit net latent	329	1
Obligations relatives aux services passés, non comptabilisés	22	27
Cotisations à recevoir	(50)	-
Engagements de retraite à la clôture	<u>\$ (188)</u>	<u>\$ (152)</u>
Valeur au cours du marché des actifs des fonds à la clôture	\$ 902	\$ -
Valeur de l'ensemble des droits cumulés à la clôture	<u>(1 336)</u>	<u>-</u>
Obligations minimum de retraite	(434)	-
Engagements de retraite à la clôture	188	-
Coûts relatifs aux services passés	<u>22</u>	<u>-</u>
Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	<u>\$ (224)</u>	<u>\$ -</u>

En raison des performances boursières, la valeur des actifs détenus dans le cadre des régimes de retraite américains a diminué au cours des deux dernières années, accroissant de façon proportionnelle le déficit de capitalisation des régimes. Du fait de la dépréciation des actifs des fonds de pension et de la baisse des taux d'intérêt, Schlumberger a comptabilisé dans les *Capitiaux propres* une charge sans incidence sur la trésorerie de 224 millions de dollars au quatrième trimestre. Cette provision sera partiellement reprise au cours des exercices à venir en cas de reprise du marché.

Le taux d'actualisation, le taux d'augmentation des rémunérations et le rendement estimé des actifs des fonds utilisés pour déterminer la valeur de l'ensemble des droits projetés ont été respectivement de 6,75 %, 3 % et 8,5 % en 2002 et de 7,25 %, 4,5 % et 9 % en 2001. Au 31 décembre 2002, les actifs des fonds (hors cotisations à recevoir) comprenaient des actions (524 millions de dollars), des montants en espèces ou disponibles (98 millions de dollars), des placements à revenu fixe (228 millions de dollars) et d'autres placements (52 millions de dollars). Au 31 décembre 2002, les actifs des fonds ne comprenaient aucune action ordinaire de Schlumberger.

Régimes de retraite en dehors des États-Unis

Les filiales de Schlumberger cotisent à des plans de retraite à prestations définies et des plans de retraite à cotisations définies en faveur de la quasi-totalité de leur personnel non couvert par des régimes statutaires. Pour les plans à prestations définies, les charges comptabilisées dans l'exercice sont déterminées par des actuaires indépendants. Ces plans sont presque intégralement couverts par des versements effectués auprès de trustees, tant pour les services passés que présents. Les charges comptabilisées au titre de la totalité des plans à prestations définies se sont élevées à 58 millions de dollars en 2002, 52 millions de dollars en 2001 et 23 millions de dollars en 2000. Compte tenu des actifs du plan et de la valeur de l'ensemble des droits projetés, le seul plan à prestations définies significatif en dehors des États-Unis est celui du Royaume-Uni.

Les hypothèses suivantes ont été retenues pour le calcul de la charge de retraite de 2002 : taux d'actualisation, 5,75 % ; taux d'augmentation des rémunérations, 4,0 % et rendement des actifs du régime, 9 %. En 2001, ces hypothèses s'élevaient à, respectivement, 6 %, 4 % et 9 %.

Pour ce plan, le montant de la charge nette pour 2002, 2001 (y compris les plans de Sema plc.), et 2000 (converti en dollars des États-Unis au taux moyen de l'exercice), est analysé ci-après :

	<u>2002</u>	<u>2001</u>	<u>(en millions)</u> <u>2000</u>
Coût relatif aux services rendus au cours de l'exercice	\$ 58	\$ 47	\$ 22
Charge d'intérêts sur le coût des prestations projetées	59	44	17
Rendement anticipé des actifs des fonds (rendement effectif : 2002, \$ (147) ; 2001, \$ (47) ; 2000, \$ (28))	(91)	(68)	(34)
Amortissement des actifs à la date du changement de méthode et autre	1	(2)	(5)
Charge nette de l'exercice	<u>\$ 27</u>	<u>\$ 21</u>	<u>\$ -</u>

La variation de la valeur de l'ensemble des droits projetés, les actifs des fonds et le montant des engagements de retraite (convertis en dollars des États-Unis au taux de change à la clôture de l'exercice) étaient les suivants :

	2002	(en millions) 2001
Valeur de l'ensemble des droits projetés		
à l'ouverture	\$ 989	\$ 311
Acquisition de Sema	-	580
Coût relatif aux services rendus	58	47
Charge d'intérêts	59	44
Cotisations des bénéficiaires	7	-
Déficits (gains) actuariels	(45)	55
Différence de change	106	(2)
Prestations versées	(25)	(21)
Cessions	(7)	(25)
Valeur de l'ensemble des droits projetés à la clôture	<u>\$ 1 142</u>	<u>\$ 989</u>
Valeur au cours du marché des actifs des fonds		
à l'ouverture	\$ 868	\$ 385
Acquisition de Sema	-	540
Rendement effectif des actifs des fonds	(147)	(47)
Différence de change	81	(5)
Cotisations patronales	39	31
Cotisations salariales	7	6
Prestations versées	(25)	(21)
Cessions	(8)	(21)
Valeur au cours du marché des actifs des fonds à la clôture	<u>\$ 815</u>	<u>\$ 868</u>
Excédent de la valeur des droits projetés par rapport		
à la valeur des actifs	\$ (327)	\$ (121)
Perte nette latente	351	131
Obligations relatives aux services passés, non comptabilisés	1	1
Actif net latent à la date du changement de méthode	(2)	(1)
Actifs des plans	<u>\$ 23</u>	<u>\$ 10</u>
Valeur de marché des actifs des plans sous-capitalisés		
à la clôture	\$ 335	\$ -
Valeur de l'ensemble des droits cumulés - plans sous-capitalisés à la clôture	<u>(495)</u>	-
Obligations minimum - plans sous-capitalisés	(160)	-
Engagements de retraite - plans sous-capitalisés	70	-
Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	<u>\$ (90)</u>	<u>\$ -</u>

En raison des performances boursières, la valeur des actifs détenus dans le cadre des régimes de retraite britanniques a diminué au cours des deux dernières années, accroissant de façon proportionnelle le déficit de capitalisation des régimes. Du fait de la dépréciation des actifs des fonds de pension et de la baisse des taux d'intérêt, Schlumberger a comptabilisé dans les *Capitaux propres* une charge sans incidence sur la trésorerie de 90 millions de dollars au quatrième trimestre. Cette provision sera partiellement reprise au cours des exercices à venir en cas de reprise du marché.

Le taux d'actualisation et le taux d'augmentation des rémunérations utilisés pour déterminer la valeur de l'ensemble des droits projetés ont été de 5,70 % et 3,75 % - 2,55 % en 2002, et 5,75 % et 4 % en 2001, respectivement. Les actifs des fonds comprenaient des actions (610 millions de dollars), des montants en

espèces ou disponibles (64 millions de dollars) et des placements à revenu fixe (141 millions de dollars). Les actifs des fonds ne comprenaient aucune action ordinaire de Schlumberger.

Les cotisations et les coûts des régimes à cotisations définies sont généralement basés sur un pourcentage prédéterminé des salaires. Les montants comptabilisés en charges se sont élevés à 44 millions de dollars en 2002, 32 millions de dollars en 2001 et 22 millions de dollars en 2000.

Autres avantages de retraite

Outre des plans de retraite, Schlumberger et ses filiales font bénéficier les retraités d'autres avantages, principalement d'intéressement aux bénéfices. Les coûts afférents à ces avantages ont été, respectivement, de 143, 192 et 114 millions de dollars en 2002, 2001 et 2000.

Couverture médicale

Schlumberger et sa filiale aux États-Unis offrent à certains employés en activité des plans liés au remboursement de frais médicaux. Le coût de ces avantages est pris en charge au fur et à mesure des dépenses et s'est élevé, respectivement, à 79, 68 et 60 millions de dollars en 2002, 2001 et 2000. En dehors des États-Unis, de tels avantages sont dans la plupart des cas octroyés dans le cadre de régimes statutaires.

Avantages complémentaires de retraite

Schlumberger et sa filiale aux États-Unis font bénéficier les anciens membres de leur personnel affiliés aux régimes de retraite aux États-Unis de certaines prestations de couverture des frais médicaux.

Les principales hypothèses actuarielles retenues pour le calcul des coûts étaient un taux d'actualisation de 7,25 % en 2002, 7,5 % en 2001 et 7,75 % en 2000. La hausse du coût des prestations liées aux frais médicaux s'élevait à 9,5 % pour être ramenée à 5 % sur les six années suivantes, puis à 5 % ultérieurement.

La charge nette des exercices 2002, 2001 et 2000 au titre des avantages complémentaires de retraite aux États-Unis est analysée ci-dessous :

	<i>(en millions)</i>		
	<u>2002</u>	<u>2001</u>	<u>2000</u>
Coût relatif aux services rendus au cours de l'exercice	\$ 21	\$ 13	\$ 10
Charge d'intérêts sur l'engagement cumulé au titre des avantages complémentaires de retraite	41	32	28
Amortissement du gain net non comptabilisé et autres	4	(1)	(3)
	<u>\$ 66</u>	<u>\$ 44</u>	<u>\$ 35</u>

La variation des engagements cumulés et le montant des engagements au titre des avantages complémentaires de retraite étaient les suivants aux 31 décembre 2002 et 2001 :

	2002	(en millions) 2001
Engagements cumulés au titre des avantages complémentaires de retraite à l'ouverture	\$ 478	\$ 398
Coût relatif aux services rendus	21	13
Charge d'intérêts	41	32
Déficits (gains) actuariels	121	53
Prestations versées	(21)	(18)
Autres	36	-
Engagements cumulés au titre des avantages complémentaires de retraite à la clôture	676	478
Profit net latent	(105)	14
Obligations relatives aux services passés non comptabilisés	(27)	13
Provision au titre des avantages complémentaires de retraite au 31 décembre	<u>\$ 544</u>	<u>\$ 505</u>

Les engagements au titre des avantages complémentaires de retraite aux 31 décembre 2002 et 2001 se répartissent comme suit :

	2002	(en millions) 2001
Retraités	\$ 277	\$ 237
Membres de plein droit	110	67
Personnel en activité	289	174
	<u>\$ 676</u>	<u>\$ 478</u>

L'engagement cumulé au titre des avantages complémentaires de retraite a été calculé à partir d'un taux d'actualisation de 6,75 % en 2002 et de 7,25 % en 2001.

Dans l'hypothèse d'une hausse d'un point du coût des prestations médicales par rapport à celle prise en compte ci-dessus, le coût des prestations de santé en 2002 se serait élevé à 76 millions de dollars, et l'engagement cumulé au titre des avantages complémentaires de retraite au 31 décembre 2002 aurait représenté 806 millions de dollars.

Dans l'hypothèse d'une baisse d'un point du coût des prestations médicales par rapport à celle prise en compte ci-dessus, le coût des prestations de santé en 2002 se serait élevé à 52 millions de dollars, et l'engagement cumulé au titre des avantages complémentaires de retraite au 31 décembre 2002 aurait représenté 574 millions de dollars.

Informations complémentaires

Le chiffre d'affaires d'exploitation et le coût des ventes et des services s'analysent comme suit :

<u>Exercice clos le 31 décembre</u>	2002	2001	(en millions) 2000
Chiffre d'affaires d'exploitation			
Produits	\$ 3 898	\$ 4 651	\$ 4 029
Services	9 576	9 407	5 802
	<u>\$ 13 474</u>	<u>\$ 14 058</u>	<u>\$ 9 831</u>
Coûts directs d'exploitation			
Produits vendus	\$ 1 950	\$ 2 692	\$ 2 431
Services	8 474	7 813	5 205
	<u>\$ 10 424</u>	<u>\$ 10 505</u>	<u>\$ 7 636</u>

Les frais financiers et les impôts sur les bénéfices payés au titre des activités en exploitation sont les suivants :

<u>Exercice clos le 31 décembre</u>	<i>(en millions)</i>		
	<u>2002</u>	<u>2001</u>	<u>2000</u>
Frais financiers	\$ 373	\$ 363	\$ 268
Impôts sur les bénéfices	\$ 251	\$ 298	\$ 231

Le poste *Fournisseurs, autres créanciers et charges à payer* se ventile comme suit :

<u>Au 31 décembre</u>	<i>(en millions)</i>	
	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Rémunérations, congés payés et autres frais de personnel	\$ 957	\$ 929
Fournisseurs	999	1 184
Impôts autres que sur les bénéfices	245	312
Charges à payer	1 266	1 697
Autre	1 114	385
	<u>\$ 4 581</u>	<u>\$ 4 507</u>

Le poste *Produits financiers et autres revenus* s'analyse comme suit :

<u>Exercice clos le 31 décembre</u>	<i>(en millions)</i>		
	<u>2002</u>	<u>2001</u>	<u>2000</u>
Produits financiers	\$ 69	\$ 159	\$ 302
Quote-part dans le résultat des sociétés liées	64	62	39
Plus-value de cession d'activités	-	-	82
Plus-value de cession d'instruments financiers	6	21	-
	<u>\$ 139</u>	<u>\$ 242</u>	<u>\$ 423</u>

La *Provision pour créances douteuses* est analysée ci-après:

<u>Exercice clos le 31 décembre</u>	<i>(en millions)</i>	
	<u>2002</u>	<u>2001</u>
Solde à l'ouverture	\$ 145	\$ 107
Augmentation	66	57
Comptabilisation en pertes	(47)	(43)
Autre ¹	9	24
Solde à la clôture	<u>\$ 173</u>	<u>\$ 145</u>

¹ Comprend les acquisitions et cessions de sociétés.

Rapport des réviseurs comptables indépendants

Aux administrateurs et actionnaires de Schlumberger Limited

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints, bilan, compte de résultats, état des fonds propres et état des flux de trésorerie, donnent une image fidèle, dans tous ses aspects significatifs, de la situation financière de Schlumberger Limited et de ses filiales aux 31 décembre 2002 et 2001, ainsi que des résultats et flux de trésorerie pour les trois exercices clos les 31 décembre 2002, 2001 et 2000, conformément aux principes comptables généralement admis aux États-Unis d'Amérique. Ces états financiers ont été établis sous la responsabilité de la Direction de Schlumberger. Notre responsabilité consiste, sur la base de nos audits, à émettre une opinion sur ces états financiers. Nos audits ont été effectués conformément aux normes d'audit généralement admises aux États-Unis d'Amérique. Selon ces normes, nous devons planifier et réaliser l'audit de façon à obtenir une assurance raisonnable que ces états financiers ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen par sondage des éléments probants qui justifient les montants et informations figurant dans les états financiers, l'appréciation de la validité des principes comptables utilisés et des estimations significatives faites par la Direction, ainsi que l'appréciation de la présentation des états financiers dans leur ensemble. Nous estimons que nos audits constituent un fondement raisonnable à notre opinion.

Ainsi que mentionné dans la note *Nouvelle normes comptables* aux États financiers consolidés, la Société a modifié sa méthode de comptabilisation des écarts d'acquisition en 2002.



PricewaterhouseCoopers LLP
New York, New York
Le 22 janvier 2003

Résultats trimestriels
(NON AUDITÉS)

Le tableau ci-dessous résume les résultats trimestriels des exercices clos les 31 décembre 2002 et 2001. La marge brute, qui correspond au chiffre d'affaires d'exploitation moins le coût des ventes et des services, a été retraitée afin d'exclure les activités cédées.

(en millions, sauf pour les montants par action)

	Chiffre d'affaires	Marge brute	Résultat net	Résultat par action ⁷	
				Avant dilution	Après dilution
Trimestres - 2002					
Premier ¹	\$ 3 257	\$ 695	\$ 172	\$ 0,30	\$ 0,30
Deuxième	3 337	740	196	0,34	0,34
Troisième	3 446	712	173	0,30	0,30
Quatrième ²	3 434	(2 433)	(2 861)	(4,92)	(4,92)
	<u>\$ 13 474</u>	<u>\$ (286)</u>	<u>\$ (2 320)</u>	<u>\$ (4,01)</u>	<u>\$ (4,01)</u>
Trimestres - 2001					
Premier ³	\$ 2 951	\$ 701	\$ 235	\$ 0,41	\$ 0,41
Deuxième ⁴	3 712	550	(93)	(0,16)	(0,16)
Troisième ⁵	3 710	899	195	0,34	0,34
Quatrième ⁶	3 685	893	185	0,32	0,32
	<u>\$ 14 058</u>	<u>\$ 3 043</u>	<u>\$ 522</u>	<u>\$ 0,91</u>	<u>\$ 0,91</u>

¹ Comprend une charge après impôts de 29 millions de dollars (0,05 dollar par action après dilution).

² Comprend une charge nette après impôts de 3 081 millions de dollars (5,30 dollars par action).

³ Comprend une charge de 25 millions de dollars (avant et après impôts) au titre de travaux de recherche et développement acquis (0,04 dollar par action après dilution).

⁴ Comprend une charge nette après impôts de 280 millions de dollars (0,48 dollar par action après dilution).

⁵ Comprend un crédit net après impôts de 3 millions de dollars (0,00 dollar par action après dilution).

⁶ Comprend un crédit net après impôts de 5 millions de dollars (0,01 par action après dilution).

⁷ La somme des résultats trimestriels par action peut ne pas correspondre au total des résultats annuels par action.

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES SUR CINQ ANS

(en millions, sauf pour les montants par action)

	Exercice clos le 31 décembre				
	2002	2001 ¹	2000 ¹	1999 ¹	1998 ¹
RÉSUMÉ DE L'EXPLOITATION					
Chiffre d'affaires d'exploitation					
Services pétroliers	\$ 9 347	\$ 9 867	\$ 7 253	\$ 6 043	\$ 8 029
SchlumbergerSema ²	2 991	2 258	238	68	-
Autres activités ³	1 442	2 136	2 468	2 480	2 932
Éliminations et autres	(306)	(203)	(128)	(18)	-
Total du chiffre d'affaires d'exploitation	<u>\$ 13 474</u>	<u>\$ 14 058</u>	<u>\$ 9 831</u>	<u>\$ 8 573</u>	<u>\$ 10 961</u>
% d'augmentation (de diminution) sur l'année précédente	(4)%	43%	15%	(22)%	1%
Résultat d'exploitation avant impôts :					
Services pétroliers	\$ 1 328	\$ 1 803	\$ 1 041	\$ 595	\$ 1 288
SchlumbergerSema ²	34	(33)	(75)	3	2
Autres activités ³	20	93	155	103	159
Éliminations ⁴	(148)	-420	(206)	(169)	(198)
Résultat d'exploitation avant impôts et intérêts minoritaires :	<u>1 234</u>	<u>1 443</u>	<u>915</u>	<u>532</u>	<u>1 251</u>
Intérêts minoritaires	-	38	7	11	9
Résultat d'exploitation total avant impôts et charges	<u>\$ 1 234</u>	<u>\$ 1 405</u>	<u>\$ 908</u>	<u>\$ 521</u>	<u>\$ 1 242</u>
% d'augmentation (de diminution) sur l'année précédente	(12)%	55%	74%	(58)%	(11)%
Produits financiers	68	154	297	228	164
Frais financiers	364	380	273	184	127
Charges (nettes des intérêts minoritaires) ⁵	3 077	134	(7)	120	432
Impôts sur les bénéfices ⁶	279	554	218	132	261
Bénéfice (perte) - activités en exploitation	<u>\$ (2 418)</u>	<u>\$ 491</u>	<u>\$ 721</u>	<u>\$ 313</u>	<u>\$ 586</u>
% d'augmentation (de diminution) sur l'année précédente	-	(32)%	130%	(47)%	(44)%
Bénéfice - activités cédées ou en cours de cession	<u>\$ 98</u>	<u>\$ 31</u>	<u>\$ 14</u>	<u>\$ 54</u>	<u>\$ 428</u>
Résultat net	<u>\$ (2 320)</u>	<u>\$ 522</u>	<u>\$ 735</u>	<u>\$ 367</u>	<u>\$ 1 014</u>
% d'augmentation (de diminution) sur l'année précédente	-	(29)%	100%	(64)%	(27)%
Résultat par action avant dilution					
Activités en exploitation	\$ (4,18)	\$ 0,85	\$ 1,26	\$ 0,57	\$ 1,08
Activités cédées ou en cours de cession	0,17	0,06	0,03	0,10	0,78
Résultat net	<u>\$ (4,01)</u>	<u>\$ 0,91</u>	<u>\$ 1,29</u>	<u>\$ 0,67</u>	<u>\$ 1,86</u>
Réintégration de l'amortissement des écarts d'acquisition	-	0,50	0,17	0,16	0,13
Résultat ajusté par action	<u>\$ (4,01)</u>	<u>\$ 1,41</u>	<u>\$ 1,46</u>	<u>\$ 0,83</u>	<u>\$ 1,99</u>
Résultat par action après dilution					
Activités en exploitation	\$ (4,18)	\$ 0,85	\$ 1,25	\$ 0,55	\$ 1,04
Activités cédées ou en cours de cession	0,17	0,06	0,02	0,10	0,77
Résultat net	<u>\$ (4,01)</u>	<u>\$ 0,91</u>	<u>\$ 1,27</u>	<u>\$ 0,65</u>	<u>\$ 1,81</u>
Réintégration de l'amortissement des écarts d'acquisition	-	0,50	0,17	0,15	0,12
Résultat ajusté par action	<u>\$ (4,01)</u>	<u>\$ 1,41</u>	<u>\$ 1,44</u>	<u>\$ 0,80</u>	<u>\$ 1,93</u>
Dividende en numéraire déclaré par action	<u>\$ 0,75</u>	<u>\$ 0,75</u>	<u>\$ 0,75</u>	<u>\$ 0,75</u>	<u>\$ 0,75</u>

(montants en millions)

	Exercice clos le 31 décembre				
	2002	2001 ¹	2000 ¹	1999 ¹	1998 ¹
RÉSUMÉ DES DONNÉES FINANCIÈRES					
Bénéfice en % du chiffre d'affaires d'exploitation - activités en exploitation	<u>(18)%</u>	<u>3%</u>	<u>7%</u>	<u>4%</u>	<u>5%</u>
Bénéfice en % du chiffre d'affaires d'exploitation - activités en exploitation, hors charges	<u>5%</u>	<u>6%</u>	<u>7%</u>	<u>5%</u>	<u>9%</u>
Rentabilité en % des capitaux propres moyens - activités en exploitation	<u>(31)%</u>	<u>6%</u>	<u>9%</u>	<u>4%</u>	<u>8%</u>
Rentabilité en % des capitaux propres moyens - activités en exploitation, hors charges	<u>9%</u>	<u>10%</u>	<u>9%</u>	<u>6%</u>	<u>12%</u>
Acquisition d'immobilisations corporelles	<u>\$ 1 366</u>	<u>\$ 2 044</u>	<u>\$ 1 317</u>	<u>\$ 787</u>	<u>\$ 1 458</u>
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	<u>\$ 1 256</u>	<u>\$ 1 178</u>	<u>\$ 936</u>	<u>\$ 923</u>	<u>\$ 929</u>
Nombre moyen d'actions en circulation :					
Avant dilution	<u>579</u>	<u>574</u>	<u>570</u>	<u>549</u>	<u>544</u>
Après dilution	<u>579</u>	<u>580</u>	<u>580</u>	<u>564</u>	<u>562</u>
AU 31 DÉCEMBRE					
Liquidités ⁷	<u>\$ (5 021)</u>	<u>\$ (5 037)</u>	<u>\$ 422</u>	<u>\$ 1 231</u>	<u>\$ 731</u>
Fonds de roulement	<u>\$ 735</u>	<u>\$ 1 487</u>	<u>\$ 3 502</u>	<u>\$ 4 787</u>	<u>\$ 4 681</u>
Total de l'actif	<u>\$ 19 435</u>	<u>\$ 22 326</u>	<u>\$ 17 173</u>	<u>\$ 15 081</u>	<u>\$ 16 078</u>
Dettes à long terme	<u>\$ 6 029</u>	<u>\$ 6 216</u>	<u>\$ 3 573</u>	<u>\$ 3 183</u>	<u>\$ 3 285</u>
Capitaux propres	<u>\$ 5 606</u>	<u>\$ 8 378</u>	<u>\$ 8 295</u>	<u>\$ 7 721</u>	<u>\$ 8 119</u>
Effectifs - activités en exploitation	<u>78 500</u>	<u>80 000</u>	<u>59 000</u>	<u>54 000</u>	<u>58 000</u>

¹ Partiellement retraité pour tenir compte des changements organisationnels et des activités cédées ou en cours de cession.

² Sema plc a été acquis le 1^{er} avril 2001.

³ Comprend principalement les activités Cartes, Terminaux, Compteurs, Amérique du Nord, NPTest et RMS (cédé en 2001) ainsi que Retail Petroleum Systems (cédé en 1998).

⁴ Comprend l'amortissement des écarts d'acquisition et autres actifs incorporels afférents aux acquisitions.

⁵ Les charges sont détaillées en pages 15 et 16.

⁶ En 2002, la provision pour impôts sur les bénéfices avant l'incidence fiscale nette sur les charges s'est élevée à 246 millions de dollars. En 2001, la provision pour impôts sur les bénéfices avant l'incidence fiscale sur les charges s'est élevée à 391 millions de dollars. En 2000, la provision pour impôts sur les bénéfices avant l'incidence fiscale sur les charges s'est élevée à 208 millions de dollars. En 1999, la provision pour impôts sur les bénéfices avant l'avantage fiscal sur les charges et l'incidence fiscale sur la plus-value de cession des instruments financiers de RPS s'est élevée à 124 millions de dollars. En 1998, la provision pour impôts sur les bénéfices avant l'avantage fiscal sur les charges s'est élevée à 324 millions de dollars.

⁷ Telles que définies en page 19.

L'organisation de Schlumberger

Fondé en 1927, Schlumberger Limited est une entreprise internationale de services technologiques, composée de trois pôles : Services pétroliers Schlumberger, l'un des premiers fournisseurs de services et solutions technologiques pour l'industrie pétrolière internationale ; SchlumbergerSema, entreprise de services informatiques qui offre des services de conseil et d'intégration de systèmes, et des solutions réseaux et infrastructures, destinés en priorité au secteur mondial de l'énergie, dont l'industrie pétrolière et gazière, ainsi qu'à des marchés régionaux desservant les secteurs des télécommunications et de la finance et le secteur public ; et Autres activités regroupant essentiellement Cartes, Terminaux, Compteurs Amérique du Nord et NPTest. Schlumberger, dont les principaux sièges se trouvent à Paris, New York et La Haye, emploie environ 78 500 collaborateurs dans plus de 100 pays. On trouvera ci-dessous une présentation synthétique des services et produits proposés par chacun de ces trois pôles.

Services pétroliers Schlumberger est l'un des premiers fournisseurs de services et de solutions technologiques pour l'industrie pétrolière internationale.

Fort de 48 000 collaborateurs, ce pôle gère ses activités dans le cadre de 27 régions GeoMarket* regroupées en quatre grandes zones géographiques : Amérique du Nord, Amérique latine, Europe/CEI/Afrique de l'Ouest, et Moyen-Orient/Asie. Les GeoMarkets offrent aux clients un point de contact local unique pour leurs opérations sur le terrain et mobilisent des équipes à l'échelle de chaque marché géographique pour répondre aux besoins locaux spécifiques et offrir des solutions sur mesure.

En 1927, Schlumberger a inventé le logging, technique qui permet de recueillir des données dans les puits de pétrole et de gaz. Aujourd'hui, Services pétroliers Schlumberger est présent sur chacun des grands marchés de services auxquels l'industrie a recours pendant toute la durée de vie d'un réservoir. Organisés en sept segments technologiques, sur lesquels Schlumberger détient plusieurs positions de leader du marché, ces services exploitent les synergies techniques pour introduire des solutions innovantes sur les différents GeoMarkets.

- Logging : services fournissant l'information nécessaire à l'évaluation du réservoir, à la planification et au contrôle de la construction des puits, et à l'évaluation et la gestion de la production. On les divise en logging des formations en trou ouvert, et logging des formations en puits tubé.
- Forage et mesures : services de forage dirigé, de mesures en cours de forage et de logging en cours de forage.
- Services pour les puits : construction de puits de pétrole et de gaz, et optimisation de la production tout au long de la vie d'un gisement pétrolier ou gazier. Services de pompage haute pression, stimulation des puits, opérations au "coiled tubing", cimentation et travaux d'ingénierie.
- Complétion et productivité des puits : services d'essai, de complétion et de production des puits de pétrole et de gaz, dont essais et perforation, systèmes de complétion, complétions intelligentes, et gamme complète de services d'activation des puits.
- Gestion intégrée des projets (IPM) : conseil, gestion des projets et études d'ingénierie mobilisant l'expertise des autres segments technologiques au service du secteur de l'exploration-production.
- Solutions informations Schlumberger : solutions stratégiques intégrées comprenant les logiciels GeoQuest, des services de gestion de l'information, des technologies de l'information et une gamme complète de services experts.
- WesternGeco (joint venture détenue à 70 % par Schlumberger et à 30 % par Baker Hughes) : acquisition et traitement de données sismiques terrestres et marines.

Ces segments technologiques sont aussi chargés de superviser les processus opérationnels, l'attribution des ressources, l'affectation du personnel et les questions de qualité, santé, sécurité et environnement sur les différents GeoMarkets où ils opèrent.

Ils bénéficient de l'assistance de treize centres technologiques et de cinq centres de recherche. Dans ses efforts de recherche et de développement de produits, Schlumberger est résolument engagé en faveur de programmes de technologies avancées qui visent à accroître l'efficacité des services pétroliers, abaisser les coûts de découverte et de production, améliorer la productivité, optimiser la récupération des réserves et augmenter la valeur des actifs, tout en permettant de réaliser l'ensemble de ces objectifs dans le respect de la sécurité et de l'environnement.

En outre, Schlumberger détient une participation minoritaire dans M-I Drilling Fluids, joint venture formée avec Smith International, qui propose des fluides de forage et de complétion permettant de stabiliser les couches géologiques pendant l'opération de forage, et de réduire au minimum les dommages causés à la formation durant les opérations de complétion et de reconditionnement.

Schlumberger possède aussi plusieurs plates-formes auto-élévatrices, dont deux ont été vendues au quatrième trimestre de 2002. De plus, l'activité de trépan Reed Hycalog a été cédée à Grand Prideco en décembre 2002 : elle est comptabilisée dans les activités cédées ou en cours de cession.

Les services pétroliers de Schlumberger sont commercialisés par leur propre personnel. La base de clients, les risques commerciaux et les opportunités de croissance sont à peu près identiques pour l'ensemble des services. Les installations de production, les services d'études, d'ingénierie ainsi que les centres de recherche sont partagés ; le personnel est interchangeable. L'innovation technologique, la qualité du service et le prix constituent ses principaux atouts vis-à-vis de la concurrence. Dans les différentes zones géographiques, la compétition est variable selon les services proposés. Bien que ses concurrents soient nombreux et de toutes tailles, Schlumberger se positionne en leader des services de sismique, de mesures et de logging en cours de forage, de logiciels de géoscience et de traitement entièrement informatisé des données de logging. Les opérations et technologies de sismique terrestre et marine sont gérées et développées par WesternGeco. Une part importante des services pétroliers assurés par Schlumberger n'est pas liée aux appareils de forage ; le chiffre d'affaires n'est donc pas nécessairement corrélé avec les variations du nombre d'appareils en activité.

Services pétroliers Schlumberger a pour objectif d'accroître la productivité des réservoirs de pétrole et de gaz par la fourniture de données en temps réel et leur utilisation stratégique. Confrontés à un déclin de la production et à la difficulté d'accéder à de nouvelles réserves dans des conditions rentables, les opérateurs pétroliers et gaziers cherchent en priorité à améliorer les taux de récupération des réserves existantes et nouvelles tout en réduisant les coûts globaux. Par conséquent, l'objectif à long terme est d'intégrer pleinement les solutions et services informatiques de SchlumbergerSema aux opérations sur le terrain de façon à offrir des services de gestion du réservoir en temps réel qui permettent aux clients d'optimiser la production et la récupération de leurs réserves d'hydrocarbures.

SchlumbergerSema offre des services informatiques en conseil, intégration de systèmes, des services gérés, et des solutions réseaux et infrastructures, destinés en priorité aux clients du secteur mondial de l'énergie, qui comprend l'industrie pétrolière et gazière où Schlumberger détient une position de leader, ainsi que le marché de l'énergie et des services de distribution d'énergie et d'eau. En outre, SchlumbergerSema propose des services sur des marchés régionaux spécifiques desservant les télécommunications, la finance, les transports et le secteur public.

En 2002, SchlumbergerSema a connu deux réorganisations :

- d'une part, Solutions réseaux Schlumberger, qui faisait partie auparavant de Services pétroliers, a été associé à Services globaux d'infrastructures de SchlumbergerSema pour créer l'actuelle division Solutions réseaux et infrastructures de SchlumbergerSema ;

- d'autre part, le 10 décembre 2002, Schlumberger a annoncé la séparation des activités produits et services au sein de SchlumbergerSema. Les résultats des activités produits sont désormais comptabilisés dans "Autres activités", qui regroupe Systèmes de paiement, Cartes, Terminaux de point de vente, Compteurs d'électricité et Horodateurs de stationnement. Les produits logiciels de télécommunications restent au sein de SchlumbergerSema, mais font l'objet d'une gestion séparée.

Ces réorganisations ont pour objectif de renforcer les synergies entre SchlumbergerSema et Services pétroliers en développant rapidement des services informatiques pour le secteur de l'énergie.

Fort d'environ 25 000 collaborateurs au service de clients dans 65 pays, SchlumbergerSema est organisé en 19 GeoMarkets regroupés en trois grandes zones géographiques : Amérique du Nord et du Sud, Europe/Moyen-Orient/Afrique, et Asie.

Les services de SchlumbergerSema sont organisés comme suit :

- Solutions réseaux et infrastructures qui associe technologies spécifiques, compétences spécialisées et infrastructures mondiales pour assurer la mise en place de l'entreprise numérique à l'aide de sa suite de services DeXa, et qui fournit des infrastructures IP mondiales sécurisées, des solutions intégrées de sécurisation de l'information, des services de connectivité sans fil et à distance aux réseaux, et des services complets gérés par réseau.
- Conseil et intégration de systèmes, qui propose des services de conseil, des systèmes opérationnels et des systèmes techniques à grande échelle conçus pour fonctionner au plus haut niveau de fiabilité dans des conditions difficiles. Les connaissances, compétences et méthodes des consultants de Schlumberger dans le monde entier, associées aux capacités de conseil technique, d'intégration de systèmes et d'infogérance de SchlumbergerSema, permettent de développer, mettre en œuvre et gérer d'importants projets commerciaux et informatiques qui sont vitaux pour les objectifs stratégiques et la réussite à long terme de toutes les entreprises.
- Produits de télécommunications, qui fournit aux entreprises de télécommunications des systèmes logiciels pour la facturation ou la gestion de la relation client (GRC).

SchlumbergerSema a été créé en avril 2001, à la suite de l'acquisition de Sema plc par Schlumberger Limited, puis de son regroupement avec une partie de ses anciennes activités Test et Transactions et avec d'autres acquisitions récentes.

Autres activités

L'activité Produits de Schlumberger propose un vaste portefeuille de matériels et de logiciels qui constituent la clef de voûte des services et solutions hors pair proposés par la Société. Fort de plus de vingt ans d'expérience dans le secteur des cartes à puce, Schlumberger a été la première entreprise à introduire la carte basée sur la technologie Java™ et, à ce jour, la Société a vendu plus de 2,5 milliards de cartes à puce. Son expertise porte sur plusieurs produits :

- Cartes
- Publip hones
- Terminaux de point de vente (TPV)
- Terminaux de stationnement et de transports publics
- Compteurs
- Systèmes de transactions commerciales

Ce pôle comprend aussi NPTest, qui fournit des systèmes avancés de test et de diagnostic ainsi que des services d'ingénierie au secteur des semiconducteurs. Ces systèmes concernent aussi bien les microprocesseurs, processeurs graphiques, jeux de puces, équipements pour le transfert et la communication de données à grande vitesse, que les composants utilisés pour des appareils d'électronique grand public de plus en plus complexes comme les lecteurs de DVD ou les décodeurs.

Conseil d'administration

John Deutch^{4, 5}

Professeur
Massachusetts Institute of Technology
Cambridge, Massachusetts

Jamie S. Gorelick¹

Vice-présidente du conseil
d'administration
Fannie Mae
Washington, D.C.

Andrew Gould³

Président-directeur général
Schlumberger

Adrian Lajous³

Consultant principal Énergie
à la retraite
McKinsey & Company
Houston, Texas

André Lévy-Lang^{1, 3, 5}

Investisseur
Paris

William T. McCormick, Jr.^{2, 4}

Président-directeur général
à la retraite
CMS Energy Corp.
Dearborn, Michigan

Didier Primat¹

Président
Primwest Holding N.V.
Curaçao, Antilles néerlandaises

Nicolas Seydoux^{2, 4}

Président-directeur général
Gaumont
Paris

Linda Gillespie Stuntz^{1, 4}

Associée
Stuntz, Davis & Staffier, P.C.
Washington, D.C.

Sven Ullring¹

Consultant
Hovik, Norvège

¹ Membre du comité de vérification des comptes

² Membre du comité de rémunération

³ Membre du comité financier

⁴ Membre du comité de nomination

⁵ Membre du comité technologique

Direction

Andrew Gould

Président-directeur général

Jean-Marc Perraud

Directeur général adjoint
Directeur financier

Xavier Flinois

Directeur général adjoint

Chakib Sbiti

Directeur général adjoint

Ellen Summer

Secrétaire du conseil
Directrice juridique

Simon Ayat

Directeur
Contrôleur et responsable des
processus de gestion

Pierre E. Bismuth

Directeur

Mark Danton

Directeur

René Huck

Directeur

Philippe Lacour-Gayet

Directeur

Terje Nikolaysen

Directeur

Jean-Dominique Percevault

Directeur

André B. Erlich

Directeur des systèmes d'information

Frank Sorgie

Directeur comptable

Michel Soublin

Trésorier

Janet B. Glassmacher

Secrétaire adjointe du conseil

Informations générales

Informations aux actionnaires

Les actions Schlumberger sont cotées aux Bourses de New York (symbole SLB), aux Bourses Euronext de Paris et Amsterdam, à la Bourse de Londres et aux Bourses suisses SWX.

Pour obtenir, en anglais, les résultats et le dividende du trimestre, ainsi que des informations sur le Groupe, appelez le numéro 00 1 703 797 18 62. Consultez également notre site Internet : investorcenter.slb.com et inscrivez-vous pour recevoir des avis électroniques.

Service des titres, gestion et contrôle

EquiServeTrust Company, N.A.
P.O. Box 43010
Providence, Rhode Island
02940-3010
Tél. 00 1 800 733 50 01 ou
00 1 781 575 34 00
Des informations aux actionnaires sont disponibles sur le site [Equiserve](http://Equiserve.com) : www.equiserve.com

Rapport annuel et rapport 10-K

Les actionnaires peuvent obtenir gratuitement un exemplaire du rapport annuel incluant le rapport 10-K communiqué à la Securities and Exchange Commission, en s'adressant au secrétaire du conseil d'administration de Schlumberger Limited, 153 East 53 Street, 57th Floor, New York, NY 10022 ou en téléphonant au 00 1 703 797 18 62. Ils peuvent aussi le consulter en ligne à l'adresse suivante : investorcenter.slb.com.

Envois en double

Si un actionnaire détient des actions sur plus d'un compte, ou si des actionnaires habitent à la même adresse, il se peut qu'ils reçoivent le rapport annuel en double. Pour éliminer ces envois en double, prenez contact avec la Direction de la Communication Europe de Schlumberger Limited, 42, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

Schlumberger sur Internet

Pour tout renseignement sur les technologies, les services et les solutions de Schlumberger, et pour connaître les dernières nouvelles de l'industrie, consultez notre site Internet : www.slb.com.

Avis électroniques

Pour recevoir les communiqués de presse de Schlumberger, des informations sur l'actualité du Groupe et des nouvelles quotidiennes de l'industrie, inscrivez-vous à l'adresse suivante : www.slb.com.

Recrutement

Visitez notre site www.careers.slb.com.

Schlumberger Excellence in Educational Development (SEED)

Pour tout savoir sur le programme d'aide à l'éducation de SEED, fondation à but non lucratif basée sur le bénévolat, visitez le site www.slb.com/seed

* Marque de Schlumberger
Java est une marque déposée de Sun Microsystems Inc.

Schlumberger

153 East 53rd Street,
57th Floor,
New York, New York 10022

42, rue Saint-Dominique
75007 Paris

Parkstraat 83,
2514 JG La Haye
www.slb.com